

# SILENCE

ÉCOLOGIE  
ALTERNATIVES  
NON-VIOLENCE

N°219  
JUIN 97

25 FF - 150 FB - 6 FS

FEMMES ET SANTÉ :  
MOUVEMENT POUR  
LE PLANNING FAMILIAL

# RETROUVER LES FORETS SAUVAGES

SYSTEMES  
D'ÉCHANGES LOCAUX  
ET CONTRAT CIVIQUE

LE CARNET : MANIF  
31 MAI  
1ER JUIN

## Sommaire

**Nature : pour une gestion écologique de la forêt de Didier Carbiener** page 4

**Alternatives** ..... page 13

- Belgique : consommateurs vigilants
- Ecosse : Ecotopia 97
- Lyon : auto-partage

**Environnement** ..... page 16

- Incinération : déchets encombrants
- Auto : non à la climatisation
- Agir pour l'environnement
- Paris : autobus à 10 km/h

**Nucléaire** ..... page 18

- EDF : le décret inappliqué
- Opinion publique
- Superphénix : superfiasco français

**Le Carnet : la saga d'une centrale baladeuse de Michel Bernard** page 20

**Le Carnet : boycott de Siemens de Michel Bernard** page 22

**Société** ..... page 24

- Résistance à la publicité

**Annonces** ..... page 24

**Santé** ..... page 25

- Europe et médecines alternatives

**A notre santé les femmes : le Mouvement pour le Planning Familial de Françoise Desailly** page 26

**Femmes** ..... page 29

- Citoyennes objectrices

**Paix** ..... page 29

**Systèmes d'échanges locaux : du SEL au contrat civique de Marie-Louise Duboin** page 30

**Nord-Sud** ..... page 35

- Le WWF préfère les rhinocéros

**Livres** ..... page 36

**Courrier** ..... page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 30 avril 1997.

## CAMPAGNE «DÉCOUVREZ SILENCE»

### RETOUR AVANT LE 10 JUIN

C'est déjà fini... ou presque. Si vous avez un carnet en cours de route, il faut impérativement nous le retourner avant le 10 juin pour que les personnes prospectées participent à la tombola. Et **n'oubliez pas de joindre le règlement** des billets vendus avec. Merci.

### AGIR UN PEU POUR CHANGER BEAUCOUP

C'est le titre que nous avons mis aux quatre pages de présentation de l'opération et que nous vous avons envoyées fin décembre (si vous étiez abonné à cette époque). Agir un peu, c'est aussi ce que nous vous proposons avec cette opération : environ 400 abonnés ont déjà réagi positivement en nous renvoyant des adresses et en nous disant souvent avoir apprécié le contenu de ces quatre pages, quelques uns (moins de dix) ont protesté en se demandant pourquoi nous les sollicitons. Ces 400 personnes sont sensiblement les mêmes qui avaient participé précédemment à la souscription «Un toit pour l'écologie». Nous n'avons, par contre, aucune nouvelle des 1600 autres abonnés.

C'est donc à eux que nous nous adressons prioritairement. Nous aimerions que Silence ne soit pas une revue professionnelle que l'on «consomme» comme un produit quelconque. Nous avons bien conscience qu'il n'est pas possible de faire de la convivialité absolue à l'échelle de notre lectorat, mais nous osons rêver que ceux et celles qui nous lisent ont des points communs avec nous.

En particulier, nous espérons que vous appréciez notre volonté d'autonomie (pas de financement occulte, publicité extrêmement limitée). Cette autonomie a un prix. De notre côté, ce sont des salaires bas pour les deux salariés et l'investissement d'une cinquantaine de bénévoles... Et de votre côté ? Nous espérons que vous demander, une fois en passant, de trouver dix adresses de lecteurs potentiels autour de vous n'était pas insurmontable. Il semble que pour la majorité d'entre vous, ceci représente un obstacle. Nous l'admettons. Mais si ainsi «agir un peu» est pour vous déjà trop, comment peut-on espérer «changer beaucoup» ?

### EFFICACITE DE L'OPERATION

Nous nous sommes livrés à de savants calculs pour essayer de définir une «efficacité» à cette opération. En simplifiant, on arrive à la formule suivante : *un carnet de dix tickets rempli, c'est (presque) un abonné en plus.* Ce qui signifie que si chaque abonné avait rempli un carnet, nous aurions doublé le nombre d'abonnés....

### GISEMENT INEXPLOITE

Une autre leçon à tirer de cette opération, c'est la confirmation qu'il existe un immense gisement de lecteurs potentiels inexploités : les 3/4 des adresses collectées nous étaient inconnues...

### MEILLEURES VENTES

Une lectrice du Gard en est à son dixième carnet... comme quoi il existe bien un **ENORME** potentiel inexploité.

### BILAN FINANCIER DE L'OPERATION

Certains nous ont demandé pourquoi nous ne collections pas simplement des adresses à qui nous enverrions des numéros spécimens. Cela nous le faisons continuellement (en moyenne nous envoyons ainsi 300 numéros par mois en fonction des adresses que vous nous communiquez), mais cela à un prix et nos finances sont trop justes pour aller au delà. En vendant des tickets à 10 F nous couvrons les frais de la prospection. S'il devait y avoir un bénéfice, cela sera sensible dans un an si les personnes qui se sont abonnées à 100 F pendant l'opération se réabonnent au tarif normal ensuite.

### EN CONCLUSION

Le bilan de l'opération aura quand même été positif puisque nous avons augmenté le nombre d'abonnés... mais nous sommes loin de l'ambition du départ. Nous allons donc réfléchir sur la manière de renouveler une telle opération, mais de manière plus simple (suppression de la tombola apparemment inutile) et plus sympa (on attend vos suggestions).

## SILENCE

Écologie, alternatives et non-violence  
9 rue Dumenge, F 69004 LYON  
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi  
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique  
Brabant-Écologie  
Route de Rénipont, 33  
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 65 51 03  
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946  
N°ISSN 0756-2640  
Date de parution : 2ème trimestre 1997  
Tirage : 3700 ex

Editeur : Association Silence  
Président : Dominique Zanda  
Trésorière : Myriam Cognard  
Vice-Trésorier : Jacques Caclin Mpouma

Réalisation de la revue  
Directeur de publication : Dominique Zanda  
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard  
Michel Jarru  
Publicité et abonnements : Michel Jarru  
Eve Malafosse  
Relations commerciales : René Hamm  
Rédaction : Sylviane Poulenard  
Francis Vergier

Conseillers scientifiques : Roger Bernard  
Richard Grantham  
Jacques Grinevald  
Henri Parsat  
André Picot

Dessinateurs : Altho  
Cyril  
Lasserre  
Mutio

Iconographie : Deborah Gaudin  
Loïc Gaudin  
Madeleine Nulchey  
Xavier Sérédine  
Myriam Travostino  
Chantal Grosmolard  
Raymond Vignal

Correcteurs : Christiane Chapon  
Claude Crolet  
Elise Dumont  
Christian Hubuis  
Maloin  
Vincent Martin  
Olivier Montmagnon  
Bernard Perez  
Christian Rony  
Suzanne Vignal  
Georges David

Correspondants : Alain-Claude Gallié  
José Oria  
Mireille Oria  
Perrine  
Jean-Luc Thierry  
Didier Carbiener  
Stéphan Denys  
Françoise Desailly  
Marie-Louise Duboin  
FAN 44  
Dominique Léonard

Et pour ce numéro :

## Venez nous voir !

**N°220-221 - Été**  
Comité de clôture des articles  
**samedi 24 mai à 14 h**  
(clôture brèves : vendredi 30 mai à 12 h)  
**Expédition**  
**vendredi 13 juin à 18 h**

**N°222 - Septembre**  
Comité de clôture des articles  
**samedi 21 juin à 14 h**  
(clôture brèves : vendredi 8 août à 12 h)  
**Expédition**  
**vendredi 22 août à 18 h**

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

**Bulletin d'abonnement**  
**page 39**

## Le mois de **LASSERPE**



## EDITORIAL

# Le destin des forêts

**A**ujourd'hui, il ne reste plus que des lambeaux de l'immense forêt primitive européenne (1) que les humains du Néolithique ont vu surgir après la dernière glaciation de l'hémisphère Nord. Depuis, progressivement, les animaux, les essences et les surfaces de ces forêts ont été adaptés aux différentes visions et conceptions des besoins de l'humanité. Ce qui fait dire à Robert Harrison, que l'homme habite non la nature, mais son rapport à la nature (2). La mythologie considérait les forêts comme archaïques, antérieures au monde humain et hors des lois de la cité. Au moyen âge, le territoire de la forêt est passé sous juridiction royale, mais le statut de son territoire la situait toujours à l'extérieur de l'habitat humain. Les Lumières et la Raison ont continué à opposer la civilisation à une forêt réduite à l'état de volume de bois exploitable. Ce n'est qu'après avoir éliminé ses habitants les plus «dangereux» et replanté des essences d'arbres conformes aux nécessités économiques que la forêt est devenue un lieu de nostalgie, de forte symbolique sur les origines, voire un lieu pacifié de notre imaginaire.

Nous avons oublié l'évidence que la forêt était notre habitat (oikos). Et nous continuons à détruire cet habitat. Des doctrines naïves ont longuement inspiré les destructions en posant l'homme comme priorité de la création. En fait, la nature est indifférente à l'humanité. Et c'est peut-être cette indifférence qui nous pose problème.

**Dominique ZANDA**

(1) «En Europe, la forêt primaire», La Recherche, sept.96, pp.68-72.

(2) «Forêts. Essai sur l'imaginaire occidental» Flammarion, 1992, 395p.

# POUR UNE GESTION ÉCOLOGIQUE DE LA FORET

**L**es forêts européennes recouvraient la quasi totalité des terres avant que l'homme n'entame de grands défrichements et ne structure le paysage en une mosaïque de milieux fermés et ouverts. Elles jouaient et jouent encore un rôle fondamental en tant que patrimoine de la diversité biologique ; rôle d'autant plus important que les forêts regagnent du terrain alors que les milieux ouverts subissent de fortes dégradations avec l'avènement de l'agro-industrie.

turelle de développement des forêts, (cas général) et de constituer un réseau fonctionnel de zones forestières sauvages. Si le débat forestier est au diapason de ces objectifs, leur traduction concrète relève encore souvent du leurre.

## Les forêts naturelles, des systèmes dynamiques

Loin de l'idée de systèmes figés relevant d'une conception "muséographique", les écosystèmes forestiers for-

cèdent dans l'espace et le temps (voir figure page suivante).

Il arrive fréquemment que la chute d'un ou de plusieurs arbres intervienne avant que le peuplement n'atteigne ce dernier stade : il ne s'agit ici que d'une représentation schématique. Par ailleurs, un arbre sénéscent peut mourir sur pied sans provoquer pour autant de phénomènes de chablis. Peut intervenir à ce moment là un mécanisme de substitution, c'est-à-dire de remplacement de l'arbre dominant mort par un arbre plus jeune situé côte à côte. La sylvigénèse peut être localement bloquée par une absence de régénération due, entre autres, à une perturbation biotique de prédation herbivore et permettre l'apparition plus ou moins temporaire de clairières.

Etant donné la longévité considérable atteinte par certaines espèces d'arbres (plusieurs siècles), dans une forêt naturelle les unités de maturité et de dégénérescence sont fréquemment majoritaires. L'âge moyen des arbres formant la voûte forestière peut être de l'ordre de 300 ans. Les plus vieux chênes peuvent dépasser les 500 ans, les plus vieux pins sylvestres, épicéas et mélèzes les 300 ans. Les arbres à des degrés de sénescence et de décomposition divers sont également très abondants ; y compris dans les phases d'aggradation, marquées par une forte concurrence entre les jeunes arbres conduisant à l'élimination de nombre d'entre eux. Pour ces raisons, les forêts naturelles se caractérisent par une biomasse (plantes vivantes) et une nécromasse (plantes mortes) considérable.

Des perturbations plus rares de grandes ampleurs, tels que les tornades ou les incendies — ou encore les crues et les avalanches — peuvent provoquer la destruction de l'édifice forestier sur de vastes surfaces, de quelques à plusieurs milliers d'hectares, provoquant des phénomènes de rajeunissement et

## *La préservation des forêts françaises nécessite de passer d'une conception "de culture d'arbre" à une conception de gestion écologique*

Préserver le patrimoine biologique des forêts nécessite d'abandonner une conception de culture d'arbre encore très en vogue comme en témoigne par exemple l'inquiétant engouement actuel pour les cultures de douglas : à l'instar de l'épicéa dans les décennies précédentes, cet espèce est l'objet d'une intense campagne de promotion alors qu'elle représente la même menace pour la diversité biologique. Les chercheurs ont mis en évidence son impact négatif sur la fertilité des sols dans le cadre de son exploitation intensive. Les milieux forestiers doivent être appréhendés et gérés en tant qu'écosystèmes complexes où la fonction de production de bois - même très performante - ne doit pas occulter leurs multiples autres fonctions et intérêts.

La préservation du patrimoine écologique forestier demande à la fois d'assurer une gestion écologique, s'appuyant au mieux sur la dynamique na-

ment des systèmes dynamiques dont la perpétuelle transformation a pour moteur les phénomènes de perturbations. Les perturbations sont des événements aléatoires de récurrence et d'intensité très variables en fonction de leur nature, d'origine géologique (volcanisme, glissement de terrain, ...), climatique (vent, neige, avalanche, feux, foudre, inondation, ...) ou encore biotique (maladie, prédation, ...).

Nous entendons ici par forêt naturelle, une forêt dont le développement n'est pas conditionné par les interventions de gestion sylvicole. Les perturbations de petite et de moyenne ampleur conditionnent le renouvellement des forêts naturelles européennes, selon un processus universel rencontré dans toutes les forêts du globe, la sylvigénèse. La forêt peut être représentée comme une mosaïque en évolution permanente à l'image d'un kaléidoscope, constituée de quatre unités qui se suc-

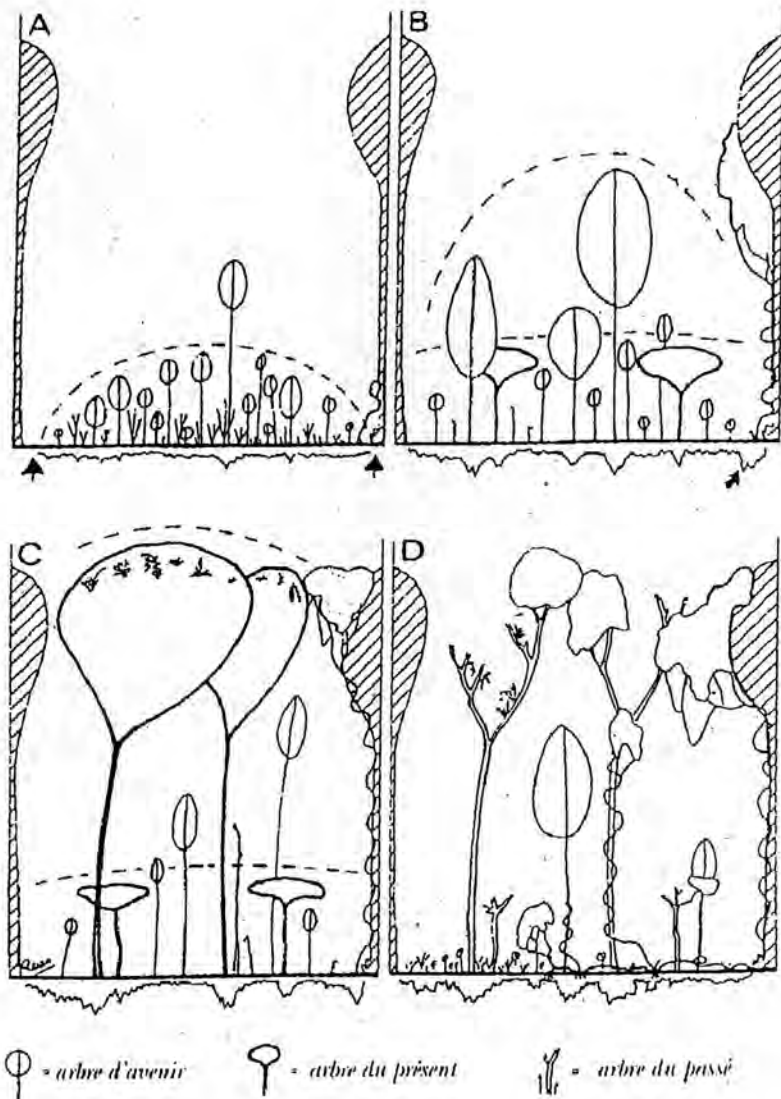
de succession, caractérisés par le rassemblement de nombreuses unités de régénération, entremêlées avec les arbres abattus et les arbres plus ou moins clairsemés maintenus sur pied. Ces événements perturbateurs naturels de grandes ampleurs peuvent intervenir dans tous les types de forêts du globe. Dans la zone boréale, ou dans l'étage montagnard, ils peuvent être beaucoup plus fréquents. Dans ces situations spécifiques, les forêts naturelles peuvent présenter des structures uniformes (classe homogène de diamètre) sur de vastes surfaces.

En raison de la taille variable des chablis et du caractère rare et aléatoire des perturbations de grande ampleur, les forêts européennes tempérées sont fondamentalement hétérogènes, quelle que soit l'échelle à laquelle leur structure est analysée.

### Les forêts naturelles, des forêts diversifiées

Les perturbations sont fondamentalement responsables de l'entretien de la diversité biologique. A chaque catégorie de perturbation, de la simple sénescence d'un arbre à la mise à terre d'une vaste surface après une tornade, correspondent des possibilités d'installation et de développement d'un cortège d'espèces, qui ne doivent leur survie que grâce au renouvellement dans le temps et dans l'espace de leurs habitats. En résumant, la diversité biologique des forêts naturelles dépend de trois éléments fondamentaux.

Premièrement, la **variabilité** et la **diversité** des structures, qui conditionnent la diversité des habitats rencontrés, tant pour ce qui concerne la flore que la faune. La taille et la localisation variables des trouées permettent à tous les éléments de la flore forestière de se développer en fonction de la gamme de facteurs écologiques rencontrée (degré d'ensoleillement notamment). Ceci peut être illustré par l'exemple des essences forestières. Les essences dites "d'ombre" se contentent pour se régénérer du sous-bois ou de phénomènes de substitution ou, encore, de petites trouées. Les essences dites "de lumière", qualifiées de « pionnières » (bouleaux, saules, peupliers, ...) colonisent les trouées de tailles plus importantes. Entre ces deux catégories, les « nomades » peuvent s'installer suivant le cas, soit en pleine lumière, soit en lumière tamisée (chênes, merisiers, érables, frênes, ormes, ...). Elles s'installent par conséquent dans les trouées de tailles intermédiaires ou dans les ouvertures de tailles plus grandes en compagnie des essences pionnières. La na-



### Les quatre unités universelles de la mosaïque forestière :

- A - l'unité de régénération, de taille très variable (de quelques ares à quelques dizaines d'ares, rencontrée dans les trouées provoquées par la chute d'un ou de plusieurs grands arbres (chablis),
- B - l'unité « d'aggradation », représentée par des jeunes arbres en pleine croissance,
- C - l'unité de « maturité », représentée par des arbres de grandes tailles croissant en épaisseur,
- D - l'unité de dégradation, représentée par des arbres sénescents : leur chute annoncera le départ d'une nouvelle unité de régénération. (d'après Oldeman 1990).

ture de la flore et de la végétation herbacées dépend elle aussi de la variabilité infinie des situations rencontrées. De même, la diversité de la faune dépendra directement de celles des habitats offerts par la diversité de la végétation et de ses structures.

Deuxièmement, la présence de la phase de **sénescence**, succédant à la phase de maturité écologique, qui correspond à la phase hétérotrophe du cycle forestier. Dans les conditions naturelles, cette phase se prolonge durant une longue période, jusqu'à décom-

sition complète. Elle offre des habitats particuliers, fondamentaux pour de très nombreux éléments spécifiques de la flore et de la faune forestières, dont le cycle de vie dépend des habitats et de la matière nutritive apportés par les grands arbres sénescents ou en décomposition: champignons, lichens, mousses, fougères, insectes et autres invertébrés, oiseaux et mammifères cavernicoles. L'ensemble de ces processus est par conséquent à l'origine d'une formidable diversité biologique, spécifiquement forestière.

Troisièmement, le **fonctionnement en cycle fermé**, qui met à la disposition du monde hétérotrophe la considérable nécromasse résultant de la dégradation de la totalité de la biomasse produite lors des phases autotrophes.

### L'impact humain sur les forêts

On estime que l'influence humaine intervient sur les processus sylvogénétiques depuis le période du mésolithique. Cette influence représente des perturbations d'ampleurs très variables : petites perturbations dues à une récolte-cueillette, perturbations moyennes dues à des coupes forestières ou des incendies et grosses perturbations liées à la croissance des populations humaines. L'influence humaine progressive sur les forêts s'est schématiquement manifestée par quatre grands types de modifications :

**Diminution de l'étendue des forêts et morcellement.** Celle-ci atteint globalement son apogée en Europe au début du XIXe siècle, qui correspond à la fois à une période de forte augmentation des densités humaines et de développement industriel grand consommateur d'énergie. Il a été estimé que les forêts ne couvraient alors plus approximativement qu'un huitième du territoire de la France actuelle, alors qu'elles en auraient occupé environ la moitié au Moyen Age. Elles couvrent aujourd'hui un quart du territoire national, soit environ 15 millions d'hectares.

**Les modifications de la structure et de la composition floristique** des forêts, liées aux activités d'exploitation du bois. D'abord simple cueillette, l'exploitation devient furetage plus ou moins intensif, où la récolte s'accompagne d'un souci de renouvellement de la ressource. Lorsque les besoins s'accroissent, les futaies se transforment souvent en lieu de pâturage, parfois excessifs, et surtout en taillis et taillis-sous-futaie qui marquent le développement des besoins en bois de feu, concomitamment au maintien d'une demande soutenue en bois d'œuvre. L'exploitation forestière sélectionne le développement de quelques essences forestières particulièrement appréciées, comme par excellence le chêne.

Au XIXe siècle, les forêts européennes ont connu une révolution sylvicole due au déclin de la demande en bois de feu pour l'industrie et à la persistance du rôle économique des forêts productrices de bois d'œuvre et de bois de mine par la promotion de la futaie. En théorie, ce retour de la futaie peut

correspondre à la reconquête par la forêt de sa structure originelle. C'est le cas lorsque certaines écoles de sylviculture préconisent de rationaliser le furetage au profit d'une exploitation plus intensive d'une forêt maintenue en place en permanence et exploitée en proportion de son accroissement en bois, donnant naissance à des "futaies irrégulières". Cette conception prévaut en particulier en Autriche, en Suisse et dans le Jura français. Elle concerne en majorité des forêts de montagne. Elle a cependant été marginalisée par le déploiement de la nouvelle méthode de la "futaie régulière". Celle-ci propose de remplacer les anciennes structures forestières par de nouvelles forêts divisées en parcelles uniformes de même âge, de manière à ce que la répartition régulière des classes d'âge permette un renouvellement de la production : une parcelle exploitée en fin de révolution est remplacée par une nouvelle génération, et ainsi de suite. Cette méthode a été d'abord employée en Allemagne et en Europe du Nord, puis s'est répandue dans maints pays.

**La quasi disparition des phases de maturité écologique et de sénescence.** L'exploitation systématique du bois provoque en elle-même un profond bouleversement de l'écosystème forestier, quelle que soit la méthode de gestion. En effet, comme nous venons de le voir, les forêts naturelles sont constituées d'une mosaïque de quatre unités fondamentales, où les unités de maturité et de sénescence ont une importance au moins aussi grande que les unités de régénération et d'aggradation. Or, l'exploitation économique du bois provoque son extraction hors de la forêt lorsqu'il est en pleine phase de maturité écologique. Une très importante diversité biologique méconnue, car cachée, des forêts naturelles européennes est dépendante de la présence de ces phases de maturité suivie des phases de dégradation. Ces deux phases sont devenues rarissimes dans les forêts d'Europe et ne subsistent pratiquement plus que dans des écosystèmes forestiers marginaux inaccessibles (pentes fortes en montagne, ...) et de trop rares zones de protection absolue.

**Les déséquilibres des populations de grands carnivores et de grands herbivores.** L'homme a de tout temps été un puissant facteur d'intervention sur les populations animales, au point qu'il est parfois considéré, entre autres hypothèses, comme un facteur de l'extermination de la grande faune du paléolithique et comme un agent favorable au développement de la forêt au mésolithique de par ses prélèvements effectués sur les populations d'herbivores.

La situation actuelle est marquée par la quasi absence des grands prédateurs et les déséquilibres des populations de grands herbivores, pouvant être en sureffectifs entretenus artificiellement par les chasseurs.

Aujourd'hui les forêts sont confrontées à une nouvelle crise de grande ampleur, le dépérissement forestier aux multiples facettes. Quant aux populations animales, elles sont l'objet d'autres menaces perturbant leur maintien, voire leur survie, de par l'accroissement considérable de la densité et de l'envergure des infrastructures de transport. La multiplication des éclairages de nuit empêche la faune nocturne de trouver des conditions naturelles d'existence et perturbe sa reproduction (cas en particulier des insectes).

### Croissance en surface, mais ... diversité biologique en sursis

L'extension quantitative significative des surfaces forestières depuis un siècle ne s'est pas traduit par une amélioration équivalente au point de vue écologique.

Certaines forêts ne méritent pas ce nom. Il en est ainsi pour des monocultures de pins maritimes dans le Sud-ouest français ainsi que des innombrables plantations de peupliers ou de résineux, issues d'opérations soit de boisement, soit de transformation de forêts de feuillus. Ce ne sont que des «champs d'arbres», très pauvres sur le plan biologique et dépourvus des propriétés écologiques et structurales propres aux écosystèmes forestiers. Il en est de même de nombre de forêts converties en futaie régulière mono ou oligospécifiques par coupes rases ou par coupes dites progressives, étalées sur seulement une dizaine d'années. Parfois, d'autres forêts, issues d'une conversion lente des taillis et taillis-sous-futaie en futaie se sont améliorées sur le plan écologique. Certaines, beaucoup plus rares, ont vu conserver ou améliorer leur qualité en raison d'une gestion par futaie irrégulière. Enfin, mentionnons les rares vestiges des forêts à caractère naturel qui subsistent avant tout en montagne.

Autre évolution : les forêts périurbaines à la fonction sociale prépondérante et éminemment importante des grandes villes et banlieues ont diminué de façon irréversible au profit de l'urbanisation et des infrastructures de transport, ou ont été elles aussi appauvries par la gestion forestière. Parallèlement, la déprise agricole favorise le redéploiement naturel de la forêt. Ses



*Monoculture de peupliers : les champs d'arbres ne sont pas des forêts !*

premiers stades de développement, souvent qualifiés de manière péjorative de friches, cèdent la place à des forêts naturelles, adaptées aux conditions locales de vie. Si cette situation, conséquence de l'exode rural, est liée à l'abandon d'une gestion équilibrée de l'espace agricole et se caractérise par la perte d'un paysage en mosaïque, un regard rationnel sur cette évolution permet de la considérer moins négativement. Elle annonce en effet le retour, en l'espace de plusieurs décennies, d'une forêt diversifiée d'une grande qualité écologique et pouvant accroître à l'avenir à moindres frais (comparativement aux opérations de reboisement) la production de bois, tout en contribuant au maintien d'activités rurales.

La fragmentation, la simplification des structures, la sélection trop exclusive des seules essences commerciales, la promotion d'un système de production discontinue (futaie régulière), anéantissant - à l'échelle de la parcelle - l'écosystème forestier à chaque révolution, la coupe systématique des arbres sénescents, même sans valeur économique, et, enfin, le recours à la mécanisation lourde et au drainage, représentent autant de menaces pour la diversité des espèces végétales et animales. Un bon nombre de ces dernières nécessitent pour vivre une forêt naturellement hétérogène, riche en habitats et en ressources alimentaires. Les galli-

nacés forestiers (Grand tétras, Tétras lyre, Gelinotte) qui peuplaient au XIXe siècle encore la quasi totalité des forêts d'Europe connaissent un déclin dramatique de leurs effectifs dans la presque totalité des massifs forestiers, en raison des effets conjugués de l'appauvrissement des structures forestières et de l'accroissement de la fréquentation. Le cas des Vosges est particulièrement éloquent : au début des années 70, on dénombrait encore 240 à 280 coqs alors qu'il n'en subsiste que 150 à 180 aujourd'hui, soit une diminution des effectifs de 40 % en 15 ans ! Les spécialistes de l'espèce estiment que le premier responsable de ce déclin est l'évolution radicale des pratiques forestières. Or, le plus préoccupant est que si quelques décennies suffisent pour appauvrir un écosystème forestier — héritage d'un processus pluriséculaire — et anéantir les biotopes, il faut au contraire un nombre bien plus considérable d'années pour reconstituer une forêt digne de ce nom. Les gallinacés forestiers sont les symboles les plus connus et facilement identifiables de la fragilité des espèces animales typiquement forestières vis-à-vis des fortes perturbations humaines. Parmi ces espèces, il en est qui ne peuvent se développer que dans une forêt mature, au sol riche en humus non perturbé ou encore pourvu en branches et troncs morts, creux ou en décomposition. L'ensemble de la faune

et de la flore plus particulièrement inféodée à la présence de vieux arbres et de bois mort est tout particulièrement menacé.

L'artificialisation des forêts européennes a pu aussi les rendre plus fragiles par rapport aux événements naturels. Ainsi, au cours des tempêtes qui ont balayé l'Europe entre janvier et mars 1990, le volume de bois abattu n'a pas d'équivalent dans le passé, et leur impact a pu être qualifié de «millénaire». A elles seules, elles ont comptabilisé plus du quart de tous les bois anéantis par les grands vents depuis le début du XIXe siècle, tandis qu'entre 1965 et 1990, il est tombé deux fois plus de m<sup>3</sup> que durant tout le siècle précédent. La localisation prépondérante des dégâts dans les peuplements artificiels, (constaté en Allemagne dès les années soixante) en particulier ceux de résineux denses et mal éclaircis et *a contrario* la bonne résistance des forêts diversifiées ne laisse pas de doute sur la responsabilité d'un certain type de sylviculture dans ce phénomène. A titre d'exemple, lors de la grande tempête de 1972 en Allemagne, qui a renversé en quatre heures 24 millions de mètres cubes, les pertes en arbres pouvaient concerner jusqu'à 52 % du «stock» sur pied, voir même 73 % dans deux forêts gérées en futaie régulière, alors qu'elles n'ont concerné «que» 20 % des arbres dans une forêt gérée en futaie irréguliè-

re depuis un siècle. Il n'est par ailleurs plus à exclure que la fréquence des tempêtes aurait augmenté consécutivement à une évolution climatique. Le dépérissement forestier est aussi évoqué comme cause possible de l'accroissement des dégâts de chablis en forêt.

Malgré ce tableau très contrasté et en raison de la relative lenteur des processus de transformation des forêts, ces dernières constituent encore souvent et potentiellement le refuge par excellence de la vie sauvage. (Cette situation s'explique aussi pour beaucoup par l'évolution récente des pratiques agricoles, ayant profondément appauvri les milieux ouverts.) Pour le public elle en reste le meilleur symbole. Certains événements, comme le retour et l'expansion de la Cigogne noire en France, grand échassier forestier farouche et sensible aux dérangements, sont particulièrement réjouissants.

### **Développer de nouvelles pratiques de gestion**

La gestion des forêts européennes est confrontée à de nouveaux défis. Elle doit désormais être conçue afin de satisfaire pleinement, simultanément et continuellement, les différentes fonctions attendues de toute forêt : 1) la fonction économique, de production de bois, mais aussi de champignons, de baies, de gibiers, et également de régulation de la ressource eau ; 2) la fonction écologique de maintien des grands équilibres (protection des sols, protection et recharge des nappes phréatiques) et de respect de la diversité biologique naturelle, tout particulièrement de toutes les innombrables espèces typiquement forestières allant des grands prédateurs (lynx, ours) aux invertébrés, champignons et micro-organismes spécialisés dans la décomposition du bois-mort ; 3) la fonction sociale, d'accueil du public, qui trouve dans la forêt un terrain de détente, de divertissement, de revivification, d'exercice physique, de découverte naturaliste et de stimulation sensorielle ; 4) enfin les forêts représentent un patrimoine culturel et mythologique, qui constitue l'archétype et le fondement toujours actuel de nos relations à la nature.

Depuis la dernière conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement tenue à Rio en juin 1992, les foresteries européennes peuvent encore moins se contenter d'assurer un simple renouvellement quantitatif de la ressource, sans trop de considération pour la qualité et la productivité écologique réelles des forêts. Le développement durable implique en

effet la définition d'une gestion où l'exploitation économique de la ressource bois se conjugue avec le respect de toutes les potentialités de la diversité biologique. Il nécessite également qu'une véritable concertation s'établisse entre les gestionnaires chargés des forêts et les populations locales, par la mise en place d'outils appropriés qui permettraient d'aller au delà de simples structures d'information à sens unique, génératrices de conflits.

Les Etats européens ont décidé d'engager une réflexion commune sur l'application dans les forêts européennes de la convention mondiale sur la diversité biologique signée à Rio. La conférence ministérielle d'Helsinki tenue en juin 1993 considère que la gestion forestière doit assurer la stabilité, la vitalité, la capacité de résistance et d'adaptation des écosystèmes forestiers tout en estimant que la conservation et l'augmentation de la diversité biologique sont un élément fondamental des forêts pérennes. La mise en oeuvre de ces excellents principes laisse augurer des meilleures perspectives de développement (qualitatif) des forêts européennes. Il convient cependant de définir correctement les termes employés, en précisant en particulier le concept de diversité biologique. Trop souvent celle-ci semble être appréhendée uniquement sous l'angle terriblement restrictif et trompeur de la composition en quelques espèces ligneuses. Dans ce sens, une plantation artificielle de douglas, d'épicéa et de mélèze, toutes trois espèces allochtones dans les Vosges (sauf exception très localisée pour l'épicéa), serait considérée comme plus diversifiée qu'une hêtraie-sapinière exploitée en futaie irrégulière, considérablement plus accueillante pour la faune et la flore. C'est pourquoi il est nécessaire d'analyser la diversité biologique en procédant à une évaluation globale des différents éléments de la faune, de la flore, en rapport avec les séries de végétations de la zone biogéographique concernée.

### **Exploiter le bois en s'appuyant sur l'écologie forestière**

Il serait erroné de considérer la nécessaire «conciliation entre économie et écologie» comme une nouvelle contrainte. De multiples exemples ont déjà mis en évidence qu'une gestion forestière respectueuse de la structure hétérogène et de la diversité naturelle des forêts parvient à de très bons résultats économiques en raison de la production stable et soutenue de bois de qualité ainsi que des importantes économies de

travaux de préparation et d'entretien des jeunes générations. Il est significatif d'observer que ce sont souvent des propriétaires forestiers privés, soucieux de rentabilité, qui pratiquent une sylviculture «proche de la nature» et participent activement à sa promotion au sein de la fédération européenne «Pro Silva».

La science écologique apporte une explication logique à ces performances. Les forêts naturelles sont en effet les principaux écosystèmes terrestres intrinsèquement capables de se maintenir perpétuellement en place, sans jamais disparaître. Dans ce sens elles sont stables par excellence et cette stabilité permet le développement d'un écosystème particulièrement complexe, adapté au sol et en équilibre avec le climat. Phénomène remarquable, résultat d'une évolution s'étendant sur des durées «géologiques», cette situation d'équilibre conduit à une amélioration des capacités productives de l'écosystème en améliorant la fertilité du sol grâce à une activité microbiologique intense, dépendante du volume et de la diversité de la biomasse végétale, elle-même dépendante des conditions écologiques. Si l'on considère que la «fonction» de la diversité biologique est de permettre la meilleure exploitation des ressources du milieu, il peut en être déduit que plus la diversité biologique sera grande, mieux les ressources seront exploitées. En outre, plus la diversité biologique sera grande, plus des mécanismes de régulation variés et complexes sont susceptibles d'intervenir, rendant la forêt plus résistante, c'est-à-dire moins vulnérable, et donc plus productive. Plus l'écosystème forestier sera stable et productif, plus — en milieu tempéré — il sera susceptible d'une valorisation économique conséquente. Celle-ci s'appuiera alors sur l'écologie et la diversité biologique, et non à leurs dépens.

Le respect de la diversité des essences entraîne généralement une diversification des structures : irrégularité des peuplements, variabilité de la taille des unités de régénération, en fonction des exigences propres à chaque essence. La diversité des structures et des espèces ligneuses forestières conditionne à son tour la diversité de la faune. Celles-ci s'organisent alors en peuplements aux relations trophiques complexes, susceptibles d'atténuer l'ampleur et la durée des phénomènes de pullulations d'insectes ravageurs. Dans les forêts alluviales rhénanes, rarissime exemple de forêts denses caducifoliées européennes, remarquablement riches en espèces ligneuses et structurées, la diversité spécifique et la densité en oiseaux forestiers atteignent





*Coupe rase en forêt domaniale : les régénérations brutales constituent un terrible traumatisme pour la forêt et l'empêchent de conserver des stades de maturité. Elles n'imitent en rien un processus naturel. (photo Stephen Denys)*

des records : jusqu'à 38 espèces et 129 couples pour 10 hectares, soit des densités comparables aux forêts à caractère naturel européennes, alors que la densité moyenne dans les forêts européennes, tous types confondus, est d'environ 65 couples pour 10 hectares. A l'opposé, dans le même type de milieu, une peupleraie artificielle âgée d'une vingtaine d'années n'accueille que 3 espèces avec une densité limitée à 7 couples pour 10 hectares. Les insectes présentent également une densité et une diversité remarquables, alors que ces forêts ne sont pas l'objet d'attaques parasitaires massives.

Les performances de la fonction économique des forêts dépendent d'un certain nombre de conditions que nous énumérons ci-dessous.

1) Les dépenses doivent être minimisées. Pour cela, les frais de régénération, d'entretien et de sélection doivent être réduits en utilisant au mieux les mécanismes naturels d'autorégénération de la forêt, et même "d'automatisme biologique" d'un grand nombre de processus. Dans le cas contraire on assiste à une mécanisation inquiétante des travaux forestiers.

2) La production doit être orientée vers le bois d'œuvre qui acquiert le maximum de valeur : troncs de grande qualité et de forte dimension. Le choix d'une production en faveur du bois d'œuvre ne provoque pas l'abandon des

autres utilisations du bois telles que l'extraction de la cellulose pour le papier ou la combustion pour le chauffage, bien au contraire : plus de bois d'œuvre sera produit, plus important sera le volume de produits connexes (branches, chutes de scierie).

3) La forêt doit être le plus à l'abri possible des agressions telles que les tempêtes et les attaques parasitaires, qui perturbent les cycles de production et conduisent à des pertes économiques parfois très importantes, tout en provoquant des turbulences dans le marché du bois.

Une gestion écologique doit permettre d'aboutir à une forêt "multifonctionnelle", réellement performante simultanément au niveau des quatre fonctions rappelées précédemment. La gestion écologique se définit comme une gestion qui s'appuie avec attention sur les processus naturels de régénération, de croissance et de stabilisation des forêts. Enfin une gestion écologique est génératrice d'emplois ruraux rémunérateurs et valorisants.

On devrait retrouver en toute forêt gérée les quatre unités élémentaires de la mosaïque forestière caractéristiques de la grande majorité des forêts naturelles européennes. Dans les forêts gérées, la structure irrégulière se distingue principalement par la grande ... irrégularité — ou diversité — des structures rencontrées : sur une unité de sur-

face, elle-même de taille très variable, le peuplement peut présenter une diversité de classes de diamètres (et par conséquent d'âges) allant du peuplement uniforme au peuplement mélangé "pied par pied". Seule cette diversité des structures, conditionnée par l'absence d'une quelconque norme, est, à l'instar des forêts naturelles, garante du développement de la diversité biologique naturelle.

Dans une forêt gérée dans le but d'optimiser la production de bois d'œuvre, l'unité de maturité est très largement majoritaire. La gestion forestière a en effet intérêt à générer un système de production continu de bois de grande dimension en maintenant une forêt à forte proportion de bois de gros diamètre. Certains arbres de qualité peuvent voir leur valeur doubler ou tripler les quelques dix ou vingt dernières années avant leur abattage. Comme il est rare que deux arbres de la même espèce croissent de façon synchrone et atteignent une même valeur au même moment, et que cela est encore plus aléatoire pour ce qui concerne des arbres appartenant à des espèces distinctes, une gestion «arbre par arbre» permet de tirer un meilleur profit de chaque arbre pris individuellement qu'une gestion «peuplement par peuplement».

L'exploitation du bois arrivé à maturité économique ouvre, à l'instar



Parcelle primaire dans la même forêt que la photo précédente. Une gestion écologique s'appuie sur un processus de récolte continue du bois, sans coupes brutales.

des chablis, des trouées qui permettent à la régénération de s'installer et de croître. Les unités de régénération et d'aggradation se répartissent dans la forêt afin de rencontrer un équilibre des classes de diamètres qui assurent le renouvellement de la ressource. En fonction des exigences des espèces, ces unités sont de superficies variables. La croissance des jeunes générations à l'abri de leurs aînés (cas des essences d'ombre) ou à leur proximité (cas des essences dites de lumière) maintient les arbres dans un climat forestier favorable à leur développement.

Le respect de la diversité biologique permet d'offrir une plus grande stabilité face aux attaques parasitaires. De même, les grandes perturbations dues aux tempêtes, pourront avoir un impact atténué, en raison, d'une part, du moindre volume abattu et, d'autre part, d'une capacité de "cicatrisation" beaucoup plus importante liée à la présence éparse d'unités de régénération et d'aggradation, susceptibles d'occuper rapidement l'espace laissé libre par les arbres abattus.

Une des deux différences fondamentales entre la forêt gérée de manière écologique et la forêt naturelle est que la phase de maturité est sensiblement écourtée tandis que la phase de dégradation est inexistante. Pourtant, comme nous l'avons vu, la totalité de ces deux phases est essentielle au développement du potentiel de diversité des forêts. D'autre part, cette diversité spécifique participe pleinement à la fonction de stabilisation de l'écosystème forestier. Une gestion écologique ne pourra par conséquent pas se permettre d'exclure totalement de la forêt les unités de maturité à un degré avancé et les unités de sénescence afin de ne pas négliger des éléments importants de la

fonction écologique de la forêt et de s'assurer du maximum de garanties quant à sa stabilité, facteur important de la fonction de production.

Les méthodes de gestion courantes par futaie régulière, même par coupes progressives étalées sur une vingtaine d'années, ne permettent pas la préservation d'unités de sénescence constituées de grands et vieux arbres dépérissants ou morts, dans de bonnes conditions pour la raison fondamentale que ces unités voient leur «survie» compromise une fois la régénération effectuée. Seule une gestion à cycle de régénération lent ou continu permet le développement complet de ces unités de sénescence dans des conditions d'ambiance forestière (protection par les arbres limitrophes, ensoleillement) très variées.

Bien entendu le respect des phases de maturité biologique et de sénescence doit trouver un équilibre avec l'exploitation économique, tant il est évident que leur respect total annulerait la fonction de production.

Ainsi en conclusion, une gestion écologique s'appuyant sur les performances naturelles des écosystèmes forestiers permet le développement d'une grande part de leur diversité biologique potentielle et offre les meilleures garanties d'une production économique rentable.

### Reconstituer des forêts sauvages en Europe

Cependant, à côté des forêts exploitées, même gérées de façon écologique, il est nécessaire de laisser des zones forestières se développer sans exploitation. En effet, la deuxième différence fondamentale entre forêt exploitée et non exploitée est que dans cette dernière situation... le gestionnaire n'intervient pas sur la destinée de la forêt.

Dans une forêt naturelle, ce sont les événements naturels, spontanés, qui déterminent la taille, la répartition et la fréquence de l'ouverture des trouées permettant l'installation d'unités de régénération. De plus, une forêt naturelle se distingue d'une forêt exploitée par l'importance des unités de maturité écologique et de sénescence.

Afin d'assurer la sauvegarde de la diversité forestière de notre pays, il est nécessaire d'intégrer au sein de nos forêts exploitées un réseau représentatif et fonctionnel de zones forestières sans exploitation. Il est important de remarquer que cette proposition ne relève pas de la conception traditionnelle de zonation de l'espace où la majorité du territoire serait l'objet d'un abandon de ses

**Date limite pour retourner vos tickets et votre règlement pour participer à l'Opération Découvrez le Silence.**  
voir page 2!

fonctions écologiques, en particulier de préservation de la diversité biologique, cette dernière fonction étant dévolue aux zones protégées, dont l'exiguïté les relègue au rang de "ghetto" sans avenir. La constitution de ce réseau se justifie de par le caractère singulier des forêts sauvages que nous avons défini ci-dessus et n'a de sens que s'il est inséré dans des forêts gérées de manière écologique, permettant les échanges génétiques. Le réseau de forêts sauvage doit donc être conçu comme un complément nécessaire à la gestion des forêts dans l'objectif de conservation de la diversité biologique et non pas comme un palliatif, censé assumer à lui seul une fonction écologique négligée partout ailleurs. La constitution de ce réseau doit être établie en fonction de trois grands types de critères, proposés par le Conseil de l'Europe :

1) **La représentativité** ; chaque type de forêt doit être représenté

2) **La superficie** ; initialement les experts avaient fixé la taille minimum à 500 hectares. Elle a ensuite été réduite à cinquante hectares, en raison de la situation particulière de certains pays où les surfaces forestières sont fort réduites. Cette situation ne concerne bien entendu pas la France. Le critère de taille est tout à fait essentiel. Plus l'étendue de la forêt non exploitée sera grande, plus son intérêt et sa diversité biologique augmenteront :

- une surface de quelques dizaines d'ares permet de conserver temporairement une unité de maturité ou de dégénérescence : conservation ponctuelle d'arbres remarquables,

- une surface de quelques dizaines d'hectares permet de conserver et d'entretenir les quatre unités fondamentales de la sylvigénèse,

- une surface de quelques centaines d'hectares est nécessaire pour entretenir et conserver toute la panoplie de diversité des quatre unités fondamentales de la mosaïque forestière

- une surface de quelques milliers d'hectares est nécessaire pour entretenir et conserver toute la diversité de la flore et de la faune liée à la diversité des stations forestières et aux interférences entre elles, ainsi qu'à la variété et la variabilité des phénomènes de perturbation.

3) **L'intégrité naturelle** ; Il s'agit d'un critère relatif qui définit l'état général de «naturalité» des forêts, c'est-à-dire leur similitude de composition, de structure et de fonctionnement avec une forêt naturelle, non perturbées par les interventions humaines.

Etant donné le critère essentiel de la taille, dans tous les cas de figure il est préférable de protéger de toute ex-

ploitation de vastes surfaces, même à degré d'intégrité variable que des surfaces de taille réduite à degré d'intégrité plus important.

Mentionnons le cas exemplaire du Parc national Suisse qui depuis sa création au début du siècle (1914) offre le meilleur sort à ses grandes étendues de forêts dont certaines ont ainsi conservé leur statut de forêts primaires. Même si les forêts ont connu de profondes perturbations appauvrissantes, il n'est jamais trop tard pour décider de les protéger intégralement. Un excellent exemple est apporté par le Parc national de Bavière, qui protège désormais environ 10 000 hectares de forêts sans exploitation. L'étude de ces «jeunes forêts naturelles» de demain a montré combien elles étaient intéressantes dès le début de leur constitution : la ré-

génération naturelle protégée par les branchages des chablis est plus diversifiée ; après les tempêtes, les pullulations de scolytes ont été moins de la moitié inférieures à celles des forêts exploitées des alentours où l'extraction de tous les bois abattus par le vent a fragilisé l'équilibre des arbres situés à proximité.

Soulignons que, si dans le cas des forêts non exploitées il est clair que la fonction de production de bois s'efface, il s'agit d'une situation qui demeurera toujours exceptionnelle, vu l'écrasante majorité de forêts exploitées qui subsistera et devra bien sûr subsister afin de fournir l'indispensable ressource naturelle renouvelable qu'est le bois. Par contre d'autres fonctions économiques importantes comme le "tourisme de nature" ou la fonction de

*Visite guidée dans une des rares réserves naturelles forestières de France (Forêt du Rhin). Lieu d'accueil du public, de sensibilisation, de conservation et de recherche scientifique. La France traîne des pieds pour créer de telles réserves.*



protection et de "production" d'eau de qualité demeurent. De même pour ce qui concerne les fonctions culturelles et sociales et ici encore les très nombreux visiteurs du Parc national Suisse ou du Parc national de Bavière en constituent une preuve. En ce qui concerne ce dernier, le nombre de visiteurs est passé de 200 000 en 1975 à 1,5 millions en 1986, mettant en pièces l'idée reçue selon laquelle le public n'apprécierait guère les forêts "non entretenues"! L'intérêt culturel, social et économique des forêts non exploitées, très largement occulté jusqu'à présent, n'en devient que plus évident.

La France ne dispose pas d'un réseau cohérent de forêts non exploitées. En 1995, les forêts non exploitées bénéficiant d'un régime de protection couvraient seulement 13 763 ha. Parmi elles figurent 136 hectares dans le massif de Fontainebleau, vestiges des anciennes séries artistiques protégeant des forêts pluriséculaires créées au milieu du siècle dernier sur une surface de presque deux mille hectares et peu à peu démantelées au cours de ce siècle. La destruction de ce patrimoine remarquable unique en Europe n'honore pas notre pays.

La constitution du réseau de forêts non exploitées devrait se concevoir sur la base d'inventaires fondés sur les trois critères scientifiques présentés ci-dessus. Devront être intégrées à ce réseau les forêts naturelles (forêts présentes depuis un temps immémorial et n'ayant pas été exploitées depuis au moins 50 ans, correspondant au mieux au critère d'intégrité) encore existantes dans notre pays dont les surfaces seraient évaluées à 30 000 hectares selon le ministère de l'agriculture. Celles-ci doivent être considérées comme des «noyaux de naturalité», pouvant servir de "zones d'essaimage" vers leurs périphéries. Elles devront par conséquent être incluses dans des périmètres dépassant leurs limites et intégrant des forêts "productives" présentant des états

d'intégrité variables. Cette proposition concerne plus particulièrement les forêts de montagne et n'est bien entendu pas transposable aux forêts de plaines, où les forêts naturelles sont quasi absentes. Les massifs de plaine représentent cependant la majorité de la diversité de la végétation forestière française. Afin de constituer un réseau représentatif de la diversité des associations végétales forestières, ces massifs devront être tout aussi concernés, voire plus encore, que les massifs de montagne.

En raison des critères scientifiques utilisés pour son élaboration, l'inventaire Natura 2000 devrait pouvoir servir de base à l'établissement d'un réseau représentatif de la remarquable diversité des écosystèmes forestiers français. Ce réseau ne devra par conséquent pas se limiter aux seules forêts de montagne (en s'appuyant exclusivement sur le critère de naturalité), ni concerner des unités de tailles restreintes, comme cela est généralement proposé en France (50 ha en plaine, 100 ha en montagne) ce qui est paradoxal au regard de l'importance des surfaces forestières dont dispose notre pays — elles se sont encore accrues de 200 000 hectares au cours de la décennie 80.

En comparaison avec les très importants efforts financiers consentis par la collectivité au profit des activités agro-forestières, ne pourrait-on pas concevoir qu'un effort soit consacré à la conservation de notre patrimoine naturel forestier? Serions-nous seulement capables de consacrer des milliards de fonds publics à corriger les effets pervers de l'agroindustrie (cf. par exemple les nitrates ou la vache folle) ou encore à de grandioses projets de parcs de loisirs (cf. par exemple Eurodisneyland)? Pourrions-nous dans ce contexte présenter sérieusement la conservation de la nature en forêt comme trop onéreuse? Ou serons-nous au contraire suffisamment "raisonnables", pour mettre en place une politique ambitieuse et profitable pour tous au service de la constitution d'un réseau de forêts sauvages de taille conséquente? Notre pays, l'un des plus grands pays forestiers de l'Europe occidentale, ne donne de toute évidence pas l'exemple dans ce domaine important de la conservation du patrimoine naturel européen.

#### Toujours accueillir le public

Les capacités d'accueil d'une forêt dépendent de ses attraits paysagers, de sa résistance au piétinement et de sa capacité à protéger sa faune des dérangements. Les structures de la forêt jouent alors un rôle essentiel. Il est

communément admis que la structure en futaie irrégulière est la plus attrayante. Pour cette raison elle est généralement préconisée lorsqu'il est reconnu à la forêt une fonction sociale prioritaire d'accueil du public.

Si la forêt irrégulière est accueillante du point de vue esthétique, elle n'invite pas pour autant les visiteurs à pénétrer à travers les sous-bois. Par conséquent, elle limite les phénomènes de piétinement de la flore mais aussi de dérangement de la faune.

Les visiteurs sont sensibles et souvent très attachés à la présence de vieux et grands arbres : la fonction d'accueil sera optimisée si une structure irrégulière permet de les maintenir en permanence, sans les déstabiliser par des coupes étendues.

Nous pouvons constater que la fonction sociale ne s'oppose pas aux fonctions écologiques et économiques des forêts. Dans le cas (exceptionnel, rappelons-le) où la fonction de production de bois aura été abandonnée, il faudra simplement veiller à un respect élémentaire de la sécurité du public en élaguant, ou le cas échéant en abattant, les arbres dépérissants susceptibles de tomber sur des cheminements ou des équipements d'accueil ou encore en des lieux particulièrement fréquentés par le public.

En conclusion générale, l'application à l'ensemble des espaces forestiers d'une gestion écologique, assurant le développement de toute la diversité des structures et en particulier la présence éparse d'unités de dégradation, associée à l'instauration d'un réseau structuré de zones forestières sans exploitation, apporterait les meilleures garanties de préservation de la diversité biologique tout en assurant pleinement les multiples autres fonctions dévolues aux forêts. De nombreux citoyens et associations se mobilisent pour la conservation de notre patrimoine naturel forestier. Le développement durable implique aussi une large concertation et participation citoyenne. Le débat est loin d'être aisé. On peut néanmoins se féliciter que celui-ci ait repris de la vigueur et que des évolutions encourageantes se dessinent, tout particulièrement en les lieux où les mouvements associatifs de protection de la nature ont témoigné d'une vigilance sans relâche.

**Didier CARBIENER**

Ingénieur agronome  
Réseau forêt de

France Nature Environnement  
Auteur de *Les arbres qui cachent la forêt,*  
*la gestion forestière à l'épreuve de l'écologie,*  
Edisud, 1995





## PETITES PHRASES

«L'émergence d'une économie de type nouveau, où la nature cesse d'être perçue comme un territoire à conquérir, subjugué, violenter, piller, esquisse un contrat social fondé moins sur l'appropriation et l'oppression que sur l'alliance et la solidarité». Raoul Vaneigem «Nous qui désirons sans fin».

«L'innovation naît toujours, localement. Parfois à la manière dont les fleurs éclosent au printemps, elle semble apparaître à mille endroits à la fois parce que partout des conditions analogues sont réunies, donnant le sentiment que les fleurs se sont donné le mot».

Pierre Calame, 1995.

«Quand prendrons-nous conscience qu'il n'y a pas de crise, ni des crises... mais une mutation ? Non celle d'une société, mais celle, très brutale, d'une civilisation ? Nous participons d'une ère nouvelle, sans parvenir à l'envisager. Sans admettre, ni même percevoir que l'ère précédente a disparu».

Viviane Forrester, «L'Horreur économique».

## SEL : ESCROQUERIES

Reprenant un article sur les SEL paru dans Ça m'intéresse ! d'avril 97, un certain Jacques Rogler domicilié BP 106, 56101 An Oriant/Lorient cédex, se prétendant chargé des relations Inter-SEL dans le SEL de Lorient, distribue un tract annonçant la création d'emplois pour 1323 personnes + 27 cadres sans aucune précision sur le style de travail si ce n'est que vous allez vous «refaire une place au soleil».

Deuxième problème signalé : en région parisienne, le Parti Humaniste (ou mouvement humaniste) essaie de lancer des SEL-Humanistes. Ce groupe est une secte d'origine latino-américaine qui fonctionne avec un système d'embrigadement en

pyramide et qui nous avons déjà dénoncé pour ses capacités à reprendre les actions en vogue dans les groupes écologistes. Problème pour des structures très libertaires : comment éviter ce genre de maigouilles.

## FAUX COMPOSTS

Pour essayer de trouver un débouché aux boues issues des stations d'épuration, des industriels peu scrupuleux ont eu l'idée de les faire composter et de les proposer ensuite comme compost pour le jardinage ou même pour l'agriculture en général. Il faut savoir que ces boues concentrent toutes les saloperies qui sont filtrées par les stations d'épuration et qu'en particulier, elles sont très riches en métaux lourds toxiques. Utiliser ces composts, c'est en fait polluer ses propres sols et risquer de les retrouver dans son alimentation. Si vous devez acheter du compost, demandez-en clairement l'origine : il y en a de très bons obtenus par exemple à partir des déchets des espaces verts urbains.

## MON NOU : PARADIS ECOLOGIQUE

Au début du siècle Francisco Ferrer créait «Mon Nou» (abréviation de Monde Nouveau) sur le versant catalan des Pyrénées, une colonie de vacances d'une école

de Barcelone fondée par le syndicat anarchiste, la CNT. Francisco Ferrer sera exécuté par le pouvoir en 1909, mais une école installée à Mon Nou baptisée Natura poursuivra ses activités pendant encore une vingtaine d'années. Aujourd'hui le lieu est en ruine et en vente. Une association s'est mise en place pour racheter les lieux et essayer d'amorcer une nouvelle vie dans les idées de Ferrer. Pour en savoir plus sur ce projet : Association culturelle et écologiste nature, ACEN, Marylisa Goubet, 11 rue de l'Abbé Guilleminault, 94130 Nogent-sur-Marne.

## ESSONNE : BIOCOOP EN PROJET

Une société s'est constituée au début de l'année afin de mettre en place une coopérative de produits biologiques affiliée à la fédération des Biocoops. Pour commencer à fonctionner en septembre 1997, elle cherche à réunir un capital minimum de 340 000 F. Pour cela, elle peut faire un emprunt à la NEF, société financière alternative, mais pour éviter le poids des charges financières, elle cherche des personnes motivées dans le département — et ailleurs — pour participer au capital de départ (parts à 200 F). Si cela vous intéresse, écrire ou téléphoner à : Bruno Dufetelle, 12, rue d'Alsace-Lorraine, 91100 Corbeil-Essonnes, tél : 01 64 96 03 38.

## BELGIQUE CONSOUMMATEURS VIGILANTS

La commission européenne a accusé les dirigeants européens de manque de vigilance à propos de l'affaire de la vache folle. Pour ne plus être pris en défaut de vigilance, des militants belges proposent de mettre en place une association de «consommateurs vigilants». Ce groupement aurait pour but de faire de la contre-information en direction des traditionnelles associations de consommateurs en leur rappelant que défendre le consommateur, ce n'est pas seulement chercher le prix le moins cher (mais penser aux origines du produit : pesticides, La Hague, exploitation des enfants...), ce n'est pas seulement choisir (entre X ou Y mais éventuellement refuser de consommer), ce n'est pas comparer les types d'emballages (mais se rappeler que c'est faire payer de la publicité aux consommateurs et polluer l'environnement), c'est rappeler quelle est l'indépendance des sources d'informations, c'est favoriser la convivialité et donc sortir du «système» des multinationales en se tournant vers les coopératives locales, les achats groupés, les SEL... Si ce projet vous intéresse, prendre contact avec : Guy Basyn, route Saint-Roch 33, B 1325 Chaumont Gistoux (010 68 82 82).



## Naturellement 97

5ème foire bio de Nyons.

Dimanche 6 juillet, place de la Libération

Cette manifestation annuelle rassemble, autour de stands, expositions, conférences et causeries, animations et jeux éducatifs, des producteurs bio, des artisans, des associations de protection de la nature et d'éducation à l'environnement, des professionnels des énergies renouvelables, de l'habitat naturel et des loisirs verts ainsi que la presse spécialisée.

Rejoignez-nous. Pour tout renseignement, contactez le CEDER (Centre d'Etudes Drômoises sur les Energies Renouvelables) au 04 75 26 22 53.



## INSTITUT RUDOLF STEINER

### FORMATION PÉDAGOGIQUE:

enseignants

jardinières d'enfants

deux années d'études à temps plein

PROCHAINE RENTRÉE: SEPTEMBRE 1997

### STAGE: l'enseignant, un créateur

les rythmes et leur rôle dans l'éveil de l'âme humaine

quatre jours

pour découvrir la pédagogie de Rudolf Steiner

Conférences - activités artistiques - échanges

du 29 juin au 2 juillet 1997

à l'école Perceval de Chatou

renseignements et inscriptions:

5, rue Georges Clémenceau - 78400 CHATOU

tél: 01 39 52 58 19 - fax: 01 39 52 71 89

### LOIRE-ATLANTIQUE : MAISON AUTONOME

L'association Heol organise une journée portes ouvertes sur une maison autonome en électricité avec éolienne et capteurs solaires, le week-end du 14 et 15 juin, à Moisson-la-Rivière. L'occasion de découvrir également des prototypes d'habitats auto-construits : dômes, zones, teepees, huttes... Autour de la maison, un parcours spec-

tacle présentera des jeux, des spectacles, un espace musical, une présentation d'alimentation saine (préparation des repas du soir), des explications sur les déchets ménagers et le compostage, la présentation d'un jardin bio, un système d'échange local... Une conférence de Pierre Rabhi aura lieu le samedi à 21 h. Programme complet : HEOL, route de Loulsfert, 44520 Moisson-la-rivière, tél : 02 40 07 63 68.

### ILLE-ET-VILAINE : LIBERE TES COULEURS !

Afin de favoriser la rencontre de personnes de cultures différentes, l'association Kik Tu Bouines organise à Redon, le dimanche 29 juin, une grande fête de l'expression des libertés intitulée «Libère tes couleurs» dont l'objectif est de rappeler les vertus des mélanges et la richesse de la diversité. Loin de la diabolisation ou de la médiatisation de certain parti (d'extrême-droite par exemple), il s'agit de montrer l'intérêt de vivre dans le respect de l'autre. Au programme : présence de nombreuses associations (MRAP, Gwezenn, Sidamarre...), projection de cinéma, théâtre, concerts, restauration de différents pays, parcours sensoriel, etc. Les bénéficiaires seront consacrés à financer un concours d'affiches sur le thème de la tolérance. Pour en savoir plus : Kik Tu Bouines, 39/41, rue Victor Hugo, 35600 Redon, tél : 02 99 71 05 75.

### AUBE : ECONOMIE ET NON-VIOLENCE

Les Amis et Alliés de l'Arche, personnes soutenant les activités et la philosophie des communautés de l'Arche, organisent leur 7ème session d'été à la communauté de Bois-Gérard, dans l'Aube, du 23 au 28 août, sur le thème «économie et non-violence au quotidien» : comment se nourrir, s'habiller, se déplacer, s'amuser... sans être complice de l'injustice et de l'oppression qui accompagnent notre système économique ? A partir des messages de Gandhi et de Lanza del

## LYON : AUTO PARTAGE

Face aux multiples problèmes que pose la «démocratisation» de la voiture (pollutions, embouteillages, accidents, occupation de l'espace, coût élevé...), l'association toute récente Auto Partage veut inviter les personnes intéressées à mettre en commun des services et des biens autour de l'usage de la voiture.

Des expériences menées en France et à l'étranger ont démontré que l'usager conservait la même mobilité en utilisant moins sa voiture, par le recours au transport en commun et au partage des véhicules.

L'association Auto Partage se fixe donc comme but une réduction de la circulation automobile tout en réalisant des économies. L'auto-partage présente quatre volets :

- le **covoiturage** : mise en relation des automobilistes disposant de places libres avec les demandeurs de transport, ces derniers participant aux frais (covoiturage simple sur grands trajets ou de proximité).

- la **coréparation** : mise à disposition d'un garage équipé et des conseils d'un mécanicien professionnel pour effectuer soi-même ses réparations.

- la **copropriété** : la mise en place d'une coopérative de véhicules en copropriété permettant des usages ponctuels de véhicules.

- la **coopération** : l'organisation dans le cadre du réseau des adhérents et des utilisateurs pour multiplier les échanges d'informations et de services afin de créer une dynamique d'entraide qui s'enracine dans le tissu social du quartier.

L'association vient de démarrer avec la mise en place du covoiturage. Elle cherche à augmenter son nombre d'adhérents pour pouvoir passer aux phases suivantes.

Pour en savoir plus : Jean-Pierre Funfrock, 109 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 72 76 95 77.

# La Gaudriole <sup>4e</sup> édition

## Foire Agrobiologique de Bourgogne

### samedi 28 et dimanche 29 Juin 97

### Pierre de Bresse - Saône et Loire - Parc du Château

- **80 exposants** : produits bio, éco-produits et énergies renouvelables, artisanat régional, restauration biologique, musiques et spectacles de rue ...

- **Animations** : "le parcours bio", pour jardiner propre et "la ferme bio", l'élevage au naturel

- **conférences**, samedi après-midi : "consommer de la viande biologique : pourquoi et comment?"

- **dîner champêtre et concert gratuit** avec le Big Band Jazz Bress, samedi soir (réservation au 03 85 76 27 16)

Renseignements - tél: 03 86 72 92 22 - fax: 03 86 72 92 21

Vasto, discussions et débats divers autour de pratiques concrètes. Renseignements : *Alain Joffre, Le Bosc, 07140 Les Assions, tél : 04 75 37 32 82.*

## LOT-ET-GARONNE : NATURE GOURMANDE

La fête de la bio «Nature gourmande» se tiendra à Bazens (Lot-et-Garonne) le 22 juin avec restauration bio, démonstrations de cultures bios, animation autour du Feu de la Saint-Jean, du machinisme agricole, du battage du grain. Jeux pour enfants. Programme complet : *CIVAM Agrobio 47, 271, rue Péchabout, 47000 Agen, tél : 05 53 77 83 52.*

## LOT-ET-GARONNE : BIO-CONSTRUCTION EN BOIS CORDE

L'association «Sel de fleurs», gérant un projet de gîte d'enfants et d'école différente, organise un stage sur la bio-construction avec mur en bois cordé et torchis près de Montalgu-du-Quercy. Durée de 2 à 6 jours à partir du 7 juin. Participation aux frais : 150 F par jour comprenant assurance, nourriture et hébergement (type camping). Renseignements : *05 53 40 72 24, le soir.*

## GARD : ECOLOGIE APPLIQUEE

Le centre écologique expérimental de Vaugran propose pendant l'été des stages autour du thème général «initiation à la terre» : jardinage forestier (permaculture), sol et auto-fertilité, semis et plantations d'arbres... Dans le but de mettre en œuvre chez soi un verger-jardin vivrier. 3 périodes possibles : du 14 au 18 juillet, du 11 au 15 août, du 8 au 12 septembre. Renseignements : *CARAPA, Château de Vaugran, 30480 Saint-Paul-Lacoste, tél : 04 66 30 13 42.*

## AUDE : RESEAU TERRE

En relation avec Rhizomes (voir Silence n°215), l'association Réseau Terre s'est créée pour acheter une propriété de 37 hectares dans les Pyrénées audoises, au cœur du pays cathare. Cette propriété sera ensuite prêtée à l'association Permaculture Pyrénées qui y développera des expériences d'agriculture synergétique (sans labours), de l'artisanat, un centre éducatif, de l'écotourisme, des énergies douces, le recyclage...

Pour acheter la propriété (420 000 F), des parts de 6500 F sont en vente, sachant que les cinq familles qui résideront sur place apportent déjà 45 000 F chacune (soit la moitié de la somme). Pour en savoir plus : *Réseau Terre, Ben Hellenbrand, 11300 Festes et Saint-André.*

## ALPES-MARITIMES : CULTURE EN SYNERGIE

Comment réaliser un jardin ménager sans détruire le sol sauvage ? Comment faire pousser des plantes en synergie avec le milieu naturel ? Issue de la permaculture, cette méthode d'agriculture favorise l'agroforesterie. Un week-end de formation est organisé le 31 mai et 1er juin dans les Alpes-Maritimes. Renseignements : *Le Roc Fleuri, 380, route de Coursegoules, 06620 Gréolières, tél : 04 93 59 99 80.*

## DOUBS : STAGES D'ATTELAGE

L'association de promotion de la traction animale Hippotèse organise des stages d'attelage, de soins aux chevaux, de bourellerie, de débardage... Les stages durent 3 jours et sont proposés à des prix très raisonnables. Pour connaître les dates : *Hippotèse, Maison Cannelle, Villers-sous-Chalamont, 25270 Levier.*

## ARIEGE : NOTES EN BULLE

La cinquième édition de «Notes en bulle» se déroulera du 19 au 25 juillet à Artigues dans l'Ariège. Au programme : 100 % de chansons françaises, des débats (dont un animé par le Comité Sompport), des sorties nature... et une particularité : tous les artistes petits ou grands sont payés le même tarif. Renseignements : *Association Els Segadors, 09460 Artigues, tél : 04 68 20 40 76.*

## SAONE-ET-LOIRE : GAUDRIOLE

La 4ème édition de la Gaudriole, foire agrobiologique de Bourgogne, se tiendra dans le parc du Château, à Pierre-de-Bresse (entre Châlon et Dôle) les 28 et 29 juin. 90 exposants : agri bio, éco-produits, énergies renouvelables, artisanat local, associations... Avec en démonstration une ferme bio et un jardin bio, un repas champêtre le samedi soir suivi d'un concert gratuit. Programme complet : *Valérie Veith, Bio-bourgogne, 10 quai du Batardeau, 89000 Auxerre, tél : 03 86 72 92 22.*

## ECOSSE : ECOTOPIA 97

Pour la 9ème fois, l'association EYFA (action des jeunes européens pour la forêt) organise un camp d'été «Ecotopia» afin que se rencontrent les activistes écologistes de toute l'Europe. Cette année, le lieu choisi est en Ecosse et, nouveauté, le camp ne sera pas provisoire puisque les installations construites pendant l'été se développeront par la suite pour donner naissance à un «village soutenable». Comme il s'agit cette fois d'autoconstruction en dur, un chantier aura donc lieu tout le mois de juillet, les rencontres Ecotopia se tiendront plus particulièrement du 1er au 16 août et un chantier de «finition» aura lieu du 17 au 21 août.

Lors de la rencontre Ecotopia, de multiples forums abordent toutes les questions liées à l'écologie (grosso-modo les sujets traités dans Silence). Particularité d'Ecotopia, elle a sa propre monnaie dont le taux de change est fonction du niveau de vie des pays des participants, ce qui permet à des jeunes des pays de l'Est de venir pour pas trop cher. Pour les amateurs de vélos, le camp est précédé par un tour cycliste à travers la Grande-Bretagne durant la deuxième moitié de juillet (maximum 70 km dans une journée).

Pour en savoir plus :

- *Ecotopia c/o EYFA, Postbox 94115, 1090 GC Amsterdam, tél : 31 20 665 7743.*
- *France : Armelle Lajaunie, 18 rue du Château, F 67290 La Petite Pierre, tél : 03 88 70 41 76.*
- *Belgique : For Mother Earth, Geert Neckebroek, het Gewad 15, B 9000 Gent, tél : 32 9 233 49 24.*
- *Luxembourg : Jeunes et Environnement, Dan Michels, 6 rue Vauban, L 2663 Luxembourg, tél : 352 43 90 30.*



## RHONE : FESTIVAL DES DINDES FOLLES

La compagnie Hippotoufer organise à Rivolet, dans le Beaujolais, les 7 et 8 juin, «le petit festival des dindes folles» qui présente six groupes de musique, dix spectacles de

théâtre, trois de danse, deux expos photos, une expo peinture... Espace enfant, resto produits régionaux, camping ou gîte, le samedi de 17 h à 3 h, le dimanche de 12 h à 22 h. Renseignements : *Hippotoufer, Pierrefilant, 69640 Rivolet, tél : 04 74 67 47 51.*



# ENVIRONNEMENT

## JAPON : FORETS MENACEES

Le Japon, malgré sa densité de population, a réussi à protéger de nombreuses forêts à l'intérieur des terres. Toutefois, le Japon s'est proposé pour accueillir l'exposition universelle de 2005. Le site proposé se trouve dans la forêt de Kai-sho, dans la région d'Aichi. Si le projet voyait le jour, cela menacerait une forêt primaire qui abrite de nombreuses espèces animales et végétales recensées comme espèce à protéger. Le Japon est en concurrence avec le Canada et l'Australie. La décision doit avoir lieu le 12 juin à Mexico par le bureau international des expositions. Des associations de protection de l'environnement japonaises — dont le WWF — lancent un appel pour dénoncer le choix du site. On peut en savoir plus en prenant contact (en anglais) avec Jaori Ito, 3-12-7 Higashino-Nishi, Kasugai 486 Aichi, Japon, tél/fax : 00 81 568 85 3279.

## TANZANIE : ZANZIBAR SANS SACS EN PLASTIQUE

Mussa Juma, président du conseil municipal de l'île de Zanzibar, a annoncé la décision d'interdire l'usage des sacs en plastique. Il a justifié cette décision par la pollution visuelle des sacs balancés dans la nature, mais aussi par la pollution chimique que provoque leur combustion. Sacs en coton, papiers... les alternatives sont simples à trouver. (source : Politis, 20 mars 1997)

## USA : GASPILLAGE DE L'ALUMINIUM

Les Américains jettent chaque année dans leur poubelle une quantité d'aluminium équivalente à celle qu'il faudrait pour reconstituer entièrement la flotte aérienne US. (source Tam-Tam, janvier 1997)

## DIVERSITE BIOLOGIQUE

Il n'y a pas qu'en Amazonie que les espèces disparaissent. Selon un rapport de la FAO, organisation pour l'agriculture et l'alimentation, service des Nations Unies, d'ici 2020, le quart des espèces de plantes à fleurs auront disparu en Europe. Les espèces de plantes disparaissent au rythme de 300 par an. La cause : le maillage de plus en plus dense des routes et des autoroutes, le développement du tourisme, la déforestation (la monoculture par l'ONF n'étant pas biologiquement comme un reforestation !) (source : Tam-Tam, janvier 1997)

## GREENPEACE-FRANCE EN CRISE

Après quatre ans de stabilité, Greenpeace-France traverse une nouvelle crise, et ce, toujours pour la même raison : son incapacité à équilibrer ses comptes. Concrètement, cela se traduit par une réduction des effectifs et le départ de plusieurs personnes dont deux responsables de campagne bien connus de nos lecteurs : Jean-Luc Thierry (nucléaire) et Pierre-Emmanuel Neuhor (déchets toxiques). Le responsable action est aussi remercié, la directrice a une «promotion»... Bref, Greenpeace-International fait une nouvelle fois le ménage en ne se souciant absolument pas de ce qu'en pense les donateurs. Ceux qui restent voient leur salaire augmenter. Un fonctionnement d'entreprise des plus classiques. Pour en savoir plus : Greenpeace, 21 rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

## BRETAGNE : POUR LA QUALITE DE L'EAU

La campagne, que nous avions présentée dans le numéro de décembre dernier et qui consiste à verser une partie des factures d'eau sur un compte bloqué en atten-

## AUTO : NON A LA CLIMATISATION !

Les économies réalisées au niveau des consommations des moteurs ne se traduisent toujours pas par une baisse de la consommation des voitures. Pourquoi ? Parce que les multiples options que l'on vous offre aujourd'hui consomment de l'énergie et donc du carburant. La pire des options ? La climatisation : à elle seule, elle augmente la consommation de 15 % en moyenne avec des pointes à 25 % en ville pour les turbo-diesel. Si vous devez vraiment acheter une voiture, prenez la moins puissante possible et surtout la moins bien équipée en «options».

dant le retour d'une eau potable au robinet, commence à faire des vagues... Mais pas dans le sens logique. Ainsi le maire socialiste de Lannion (Côte-d'Armor) n'a rien trouvé de mieux que l'envoi d'huissiers et le blocage de comptes bancaires pour répondre à la campagne. Les multiples associations, regroupées dans le collectif «Eau pure» n'en démordent pas et ont mis en place une assistance téléphonique (02 96 62 06 40) pour aider les gens à faire face. Ils mènent également campagne pour faire stopper tous les prélèvements automatiques. Rappelons que l'eau est polluée par les nitrates provenant de l'élevage hors-sol de la région mais aussi par des pesticides comme l'atrazine utilisée pour la culture du maïs. Le collectif refuse la mise en place de stations de dénitrification des eaux payées par les consommateurs et non par les pollueurs, demandent le retrait des pesticides incriminés et des méthodes d'épuration des lisiers à la source. Contact : Eau pure, 10, Bd de Sévigné, 22000 Saint-Brieuc.

## MIDI-PYRENEES : DESTRUCTION A TOUS LES ETAGES

Chaque année, la COPRAE, conseil permanent régional des associations d'environnement publie un livre blanc qui reprend les critiques et les propositions de l'ensemble des associations de

## INCINERATION : DECHETS ENCOMBRANTS

Les déchets ménagers ne disparaissent pas dans les incinérateurs. Les mâchefers qui se forment lors de leur combustion représentent déjà deux millions de tonnes par an. Et on ne sait plus où les mettre. Et si on continue comme ça à construire des incinérateurs, il y en aura le double d'ici 2002. Alors qu'en faire ? Depuis 1991, un arrêté prévoyait une «valorisation» en travaux publics. Une circulaire datant de 1994 insiste auprès des préfets pour les inciter à favoriser cette solution. Ainsi, nos routes deviennent les plus grandes décharges de France (on en met jusqu'à 3 mètres d'épaisseur !). Mais ils renferment des métaux lourds (environ 1 %... soit 20 000 tonnes par an) et ceux-ci ont la mauvaise habitude de s'en aller dans les nappes phréatiques. Une norme AFNOR détermine bien la résistance minimum des mâchefers au lessivage mais le contrôle en est laissé aux exploitants des incinérateurs... (on se croirait en train de parler du nucléaire). Il ne s'agit plus d'une valorisation, mais bien d'une pollution à retardement. Mais après moi, le déluge... Euh, non, finalement, faudrait mieux éviter le déluge !

Alors pour éviter les catastrophes, souvenons-nous d'un principe de base : «rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme». Pour éviter cette chaîne de pollution, il faut agir à la base : en diminuant la production des déchets. Qui en aura la volonté ? (source : Production propre, janvier 1997)



la région. Entre les barrages-réservoirs pour une agriculture totalement subventionnée, le métro de Toulouse, la ligne THT Golfech-Cahors, la pollution des rivières et la multiplicité des routes réalisées au nom du «désenclavement»... c'est un ras-le-bol unanime. Cette année deux enquêtes publiques sont annoncées concernant le réservoir de Charlas (Haute-Garonne, 110 millions de m<sup>3</sup>, devis de 1,5 milliard de francs), et celui d'Eslourentrès (entre Vic-en-Bigorre et Pau, 20 millions de m<sup>3</sup>, devis : 173 millions de francs). Ces deux projets sont combattus par les associations qui proposent comme alternative une autre façon de faire de l'agriculture comprenant moins d'irrigation d'un côté et moins de jachères de l'autre. Le livre blanc est disponible contre 60 F + 16 F de port auprès du COPRAE, 14 rue de Tivoli, 31068 Toulouse cédex.

## CANAL RHIN-RHONE : 8000 MANIFESTANTS

Succès des opposants au canal : environ 8000 personnes ont manifesté le 27 avril dernier à Montbéliard. Le nouveau gouvernement cèdera-t-il une nouvelle fois aux technocrates ? Contact : Saône et Doubs vivant, 3 rue de Beauregard, 25000 Besançon, tél : 03 81 81 30 72.

## ILE-DE-FRANCE : DE PLUS EN PLUS D'ORDURES

Depuis les premières lois concernant le traitement des ordures ménagères en 1975, la récupération et le recyclage en Ile-de-France

ont été peu développés. Aujourd'hui, seulement 6 % des ordures font l'objet de tri-compostage, 54 % sont incinérées et 40 % sont mises en décharges. Depuis 1975, la quantité d'ordures ménagères par habitant a doublé pour atteindre aujourd'hui 450 kg par an. Ce doublement, principalement dû à la multiplication des emballages, fait qu'il y a presque toujours autant de déchets qui finissent en décharge qu'en 1975... alors que normalement les décharges seront interdites à partir de 2002. La région, subventionnée par l'ADEME et par l'argent collecté par Eco-emballage (via «le point-vert»), envisage de multiplier les incinérateurs dans les années à venir... incinérateurs qui, s'ils permettent de récupérer de l'énergie, ne font en vérité que séparer les composants des ordures ménagères et dispersent en mâchefers et en fumées les produits toxiques contenus dans les emballages.

Pour protester contre le projet d'un nouvel incinérateur à Vitry qui devrait entrer en fonction en 2001 pour un coût de 300 millions de francs, des élus du MEI, mouvement écologiste indépendant, sont intervenus le 31 janvier dernier devant la mairie de Paris où ils ont organisé une collecte sélective. Selon les calculs de l'ADEME, agence gouvernementale, il suffirait en effet que le taux de collecte sélective de Paris atteigne le niveau de celui de Dunkerque (25 %) pour que l'usine d'incinération ne soit plus indispensable. Passer de 6 % aujourd'hui à 25 % dans quatre ans n'est pas irréaliste, encore faudrait-il avoir la volonté politique d'engager le processus.

## PARIS : AUTOBUS A 10 KM/H

Depuis une trentaine d'années, la RATP propose des plans d'aménagement des voies parisiennes pour améliorer la vitesse de déplacement de ses autobus... mais la moyenne reste désespérément figée autour de 10 km/h ! En effet, les aménagements faits par la mairie de Paris sont insuffisants pour compenser l'augmentation des embouteillages provoqués par le nombre de plus en plus grand de voitures. En 1973, la RATP a proposé un projet de «lignes pilotes» en sites propres. Elle l'a re-proposé en 1976, puis en 1985 et elle vient de faire de nouvelles propositions en ce sens pour lutter contre la pollution de l'air. Malgré cela, la mairie de Paris n'a jamais accepté ces plans, n'osant pas s'attaquer de front à la circulation automobile.

Pourtant toutes les études concordent pour montrer que des bus plus rapides, aux horaires fiables, confortables, accessibles aux personnes à mobilité réduite, avec des tracés lisibles et de meilleures correspondances, permettraient de diminuer notablement le nombre des voitures.

Le plan de la RATP prévoit la création de 530 km en site propre, or en 1996, la ville de Paris en a mis en place... 7,7 km ! Les mini-tronçons sans continuités, le stationnement toléré des véhicules de livraison, l'accès aux voies de stationnement nuisent de fait aux déplacements des bus.

Les associations demandent notamment que la ligne 62 qui fait le tour de Paris par les boulevards des Maréchaux soit immédiatement mise en site propre sur les 40 km empruntés. Les écologistes demandent eux que des rues soient interdites à la voiture, et remplacées par une double voie bus et une double voie cycliste... mais c'est évidemment bien trop révolutionnaire pour la mairie. Pour en savoir plus : Laure Schneider, élu MEI, Hôtel de Ville, bureau 528 G, 75196 Paris RP, tél : 01 42 76 49 92 ou 94.

## PARIS : LE DANGER DES CROTTES

Les 300 000 chiens parisiens laissent 20 tonnes d'excréments par jour sur les trottoirs de la capitale. Conséquences : en 1996, 650 hospitalisations de personnes ayant glissé sur une crotte. La fracture de la clavicule arrive en tête — même si, en fait, c'est plutôt à l'épaule.

## ISERE : MONTAGNE A VIVRE

Jusqu'au 30 juin, l'association internationale Mountain Wilderness présente une exposition à la Maison de la nature et de l'environnement de Grenoble sur le thème «Montagne à vivre, montagne et développement durable». A signaler une conférence : «Désertification, développer et maintenir les services et commerces en montagne» le mardi 3 juin à 20 h 30. Renseignements : MINE, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 84 54 42.

## RHONE : LA FORET, RESSOURCE RENOUVELABLE

La Maison Rhodanienne de l'environnement organise plusieurs conférences sur le thème de l'arbre. Le 27 mai

à 18 h 30, «écosystème et corps forestiers» suivi par «la forêt ressource naturelle renouvelable». Le 5 juin à 18h30 : «gestion des arbres du Grand Lyon» suivi de «soin et taille des arbres urbains». Le 26 juin, à 18h30 : «le bois énergie» et «le bois matériau de construction». Entrée gratuite. Programme complet : FRAPNA, Maison Rhodanienne de l'environnement, 32 rue Saint-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 90.

## AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT

**A** l'image de ce que fait Agir Ici sur les questions Nord-Sud, une nouvelle association vient de voir le jour dans le domaine de l'environnement. «Agir pour l'environnement» se fixe comme objectif d'animer des campagnes de lettres relayées par des signataires, avec un minimum de 4 campagnes par an. Pour pouvoir démarrer, Agir pour l'environnement recherche son premier millier de signataires avant la fin de l'année 1997. Un comité de parrainage s'est déjà mis en place qui regroupe des gens issus de l'ensemble du milieu associatif et politique écolo. Agir pour l'environnement interviendra pour chaque campagne en relation avec le plus grand nombre possible d'associations. Un quatre pages de présentation est disponible auprès de : Agir pour l'environnement, BP 52, 75965 Paris cédex 20.

La remorque **LEGGERO®**  
La remorque la plus populaire en Europe



Documentation et commandes :

**VéloBoutique**

15 rue Dachstein  
F - 67300 Schiltigheim  
Téléphone : 03 88 18 98 04  
Télécopieur : 03 88 83 75 72



## NUCLEAR POWER : SHUT IT DOWN !

La revue anglaise «The Ecologist» vient de réaliser un dossier de 800 pages (en anglais) sur les arguments contre le nucléaire et les alternatives possibles. Ce dossier est envoyé contre les frais de poste gratuitement à tous ceux qui le veulent (chèque de 10 £ hors Grande-Bretagne). Commandes à adresser à : *The Ecologist, Agriculture House, Bath Road, Sturminster Newton, Dorset, DT10 1DU, Grande-Bretagne.*

## THREE MILE ISLAND : NOUVELLES VICTIMES

Le 28 mars 1979, les USA connaissaient le plus grave accident : le réacteur de Three Mile Island, près de Harrisburg, en Pennsylvanie, voyait son cœur fondre. 300 000 personnes étaient évacuées pendant quelques jours avant que les autorités annoncent qu'il n'y avait

plus aucun danger. Cet accident va provoquer de fait l'arrêt du programme nucléaire américain ; plus aucun réacteur n'a été mis en chantier depuis cette date. A l'époque, Rosaly Bertell, chercheuse, s'interroge sur un fait unique dans les annales de la statistique américaine : la courbe des naissances dans la région de Harrisburg est «corrigée» dans les six mois qui suivent l'accident. Après une enquête, elle annoncera que la panique qui suivit l'accident a provoqué environ 400 fausses-couches dans la région. Une donnée soigneusement cachée par la suite par les autorités.

Aujourd'hui, alors que le réacteur n'est toujours pas neutralisé, une nouvelle étude publiée dans le numéro de janvier 1997 dans *Environmental Health Perspectives* relance le débat sur les conséquences de l'accident. Steve Wing, professeur d'épidémiologie à l'université de Chapel Hill (Caroline du Nord) a en effet montré

que le nombre de cancers est significativement différent entre les personnes habitant sous les vents dominants de la centrale (à l'arrêt depuis l'accident) et celles habitant à l'abri des vents. L'étude qui porte sur 20 000 personnes montre que le taux de cancers est entre deux et sept fois supérieur pour les personnes sous le vent. Le maximum est atteint pour les leucémies.

Vu les délais d'apparition des cancers, cela ne peut s'expliquer que par les relâchements gazeux au moment de l'accident ou d'autres relâchements gazeux pendant les essais de nettoyage du réacteur.

## ARGENTINE : BUENOS-AIRES ZONE DENUCLEARISEE

L'agglomération de Buenos Aires (10 millions d'habitants) a voté le 10 octobre dernier un nouvel article à sa constitution qui précise qu'elle interdit sur son sol toute activité liée au nucléaire (production, élaboration, stockage, transport, déchets...) à l'exception des usages médicaux et universitaires. Cette résolution interdit de fait toute construction d'un réacteur nucléaire dans son entourage. L'Argentine compte pour le moment deux réacteurs nucléaires (Atucha 1 et Embalse) et en construit un troisième (Atucha 2). (source : WISE-Argentine)

## TCHETCHENIE : VOL DE MATIERES NUCLEAIRES

Au début de la guerre en Tchétchénie, les soldats russes ont abandonné la surveillance de sites où étaient stockés des matières nucléaires. Une commission d'enquête qui vient de faire une tournée des sites dangereux révèle avoir trouvé 21 sites sans surveillance. Au moins un vol a pu être quantifié : la disparition de 900 m3 de matériaux radioactifs d'un niveau de radioactivité de 1500 curies, en novembre 1994. Ces lots contenant surtout du césium 137 et du strontium 90 mais aussi du plutonium 239 et de l'uranium 235. Le plus probable est que des soldats russes les ont emmenés avec eux pour essayer de les vendre. La commission a également révélé la présence de radiations sur certain site à un niveau bien supérieur aux quantités autorisées. (source WISE, 13 décembre 1996).

## REPUBLIQUE TCHEQUE : CAMP ANTI-NUCLEAIRE

La coalition Pla-No organise du 6 au 14 juillet, devant le réacteur de Temelin, en République Tchèque, un camp non-violent d'actions anti-nucléaires. C'est la troisième année que ce camp se tiendra et il connaît un succès croissant. Sont particulièrement invités des représentants de groupes d'Europe de l'Ouest car la centrale est construite actuellement par l'industrie des pays de l'Ouest. Contact : *Pla-No, Chvalova 3/1105, 13000 Praha 3, Czech Republic, tél : 420 2 9003 1895.*

## SUEDE : NUCLEAIRE ET DEMOCRATIE

Dans la nuit du 2 ou 3 février, les socio-démocrates, le centre et le parti de gauche ont accordé leur violon quant à l'entame d'ici 1998 de la sortie du nucléaire. Un des deux réacteurs de la centrale de Barsebäck près de Malmö et de la frontière suédo-danoise devrait cesser de produire du courant en septembre 1998, période à laquelle se dérouleront les élections législatives. Ce complexe de 800 mégawatts assure la couverture

## OPINION PUBLIQUE

La division études et évaluation de la direction de la communication d'Electricité de France se penche sur les catégories sociologiques vis-à-vis du nucléaire. En voici les résultats (étude réalisée par Philippe Ansel, 1997). Selon eux, les **inconditionnels** (7%) ont des revenus élevés, sont conservateurs et souvent diplômés du supérieur. Les **légitimistes** (11%) ont confiance dans le gouvernement et dans le progrès ; ce sont surtout les vieux. Ils croient le nucléaire sans danger puisqu'on le dit à la télé. Les **pragmatiques** (25%) ont une attitude nuancée, essentiellement des jeunes : ils sont prêts à accepter le nucléaire mais aussi des alternatives. Les **repliés** (34%) ont un sentiment d'inquiétude, ce sont principalement les femmes qui — dixit EDF — ont des revenus faibles, un bas niveau d'éducation. Les **exclus** (13%) sont plutôt contre le nucléaire car pour eux c'est une source de profits pour d'autres. Enfin la **gauche écologiste** (10%) est résolument hostile au nucléaire et se trouve surtout dans les classes moyennes.

Les noms des catégories sont d'EDF.

EDF se garde bien de faire les totaux. Faisons-les : repliés + exclus + gauche écolo ; cela fait **57% contre** le nucléaire. Inconditionnels et légitimistes, cela fait **28% pour** le nucléaire et les pragmatiques entre les deux.

## TCHERNOBYL : INCINERATEUR SPECIAL

Pour détruire la végétation contaminée par le nuage de Tchernobyl, le gouvernement de Belarus (ex-Bielorusie) envisage la construction d'un incinérateur à haut pouvoir filtrant. Selon les promoteurs américains du projet, il serait possible de piéger par filtres 99,9% de la radioactivité présente dans les fumées, ce qui serait mieux que de laisser les végétaux se décomposer à l'air libre. Le projet se financerait en partie par la production d'électricité. Si cette méthode est expérimentée, il faudra quand même 40 ans pour brûler les plantes des régions concernées ! (source : les Enfants de Tchernobyl, section Alsace, décembre 1996)

de 40 % des besoins en électricité dans le sud du pays. Les onze autres réacteurs construits entre 1972 et 1985 cesseront de fonctionner d'ici l'an 2010. Le peuple avait voté en ce sens lors du référendum de 1980. A Stockholm, les dirigeants comptent compenser les quantités importantes manquantes en important du gaz naturel norvégien ainsi que de l'électricité fabriquée par les centrales au charbon danoises. (correspondance R. Hamm)

## ALLEMAGNE : FIN DU NUCLEAIRE

Vingt réacteurs nucléaires fonctionnent en Allemagne. Le plus vieux, à Obrigheim, a 27 ans. Le dernier mis en route, Neckar 2, a déjà 7 ans. 17 réacteurs ont déjà été arrêtés définitivement. Sept réacteurs en construction ont été abandonnés en route. 4 sites prévus pour des réacteurs n'ont jamais vu l'ombre d'un début de chantier. Malgré les efforts de certains lobbies pro-nucléaires (autour de Siemens), aucune construction n'est plus programmée.

## SUPERPHENIX : LE MAIRE DE CREYS-MEPIEU MIS EN EXAMEN

Le maire de Creys-Mépieu (nouvelle commune issue de la fusion des communes de Creys-Malville et de Mépieu depuis 1988) a été mis en examen début décembre pour «faux en écritures publiques». Jean-François Bonnard a en effet piloté le projet de construction d'un groupe scolaire ultra-moderne dont le financement a été assuré pour une bonne part par les taxes que verse Superphénix. Ce projet de 14 millions de francs (pour une commune d'à peine 1000 habitants) aurait dû faire

l'objet d'un appel d'offre selon la loi française. Mais comme ceci n'est plus obligatoire en dessous de 10 millions de francs, le maire a fait adopter en conseil municipal une séparation du projet en deux lots : les fondations et l'établissement lui-même. Echappant ainsi à la nécessité de l'appel d'offre, il a pu faire adopter comme architecte le cabinet Manning, de Morestel, géré par son neveu. De même, deux entreprises ayant réalisé les travaux ont également des liens de parenté avec le maire. Quatre conseillers municipaux (dont trois toujours en activité) ont également été mis en examen. Début janvier, on apprenait qu'une plainte avait été déposée par Jacques Collomb, ancien maire de la commune de Mépieu, contre le maire de la nouvelle commune pour «prise illégale d'intérêts». L'argent, ça pourrit un peu l'ambiance.

## LA HAGUE : DROLE DE COMMISSION DE SURVEILLANCE

C'est par un arrêt du préfet que Didier Anger a appris sa nomination au sein de la Commission de surveillance du centre de stockage de la Manche (voir article sur ce site dans Silence n°212). Didier Anger, au vu de l'arrêt s'est étonné de cette nomination. Il rappelle que selon la circulaire Mauroy de 1981, ce genre de commission dépend du département et non de l'Etat, que la composition de celle-ci prévoit des représentants pour moitié d'assemblées territoriales, pour 1/6 d'organismes scientifiques indépendants, 1/6 d'organisations syndicales, 1/6 d'associations d'environnement. En conséquence, Didier Anger conteste la création de cette commis-

## SUPERPHENIX : SUPERFIASCO FRANÇAIS

Alors qu'à l'origine le réacteur Superphénix était européen (51 % français, 33 % Italien, 13 % allemand, 1 % belge, 1 % hollandais, 1 % britannique)... les compagnies d'électricité étrangères ont profité du changement d'orientation du réacteur en 1996 pour renégocier leur implication : officiellement, elles restent présentes dans le capital de la NERSA, mais EDF s'est engagé à les rembourser de tous leurs frais sous forme d'électricité. Cela se traduit sur le site au niveau des salariés : fin 1996, sur 710 salariés, il y avait 689 agents EDF (97 % des effectifs), pour 17 ENEL (Italie) et 4 SBK (Allemagne). Et ce seront donc les contribuables français qui paieront l'intégralité des pots cassés.



sion par l'Etat, la présence de 7 fonctionnaires sur 18 membres, auxquels s'ajoutent 3 représentants de l'ANDRA, des élus, et seulement un syndicat agricole (la FDSEA), une association (l'ACRO). Enfin, Didier Anger ne comprend pas pourquoi les sièges ne sont pas attribués à des structures et non à des personnes, lui-même n'étant pas sûr de pouvoir exercer sa présence pour les 300 prochaines années.

## LA HAGUE : LE NUCLEAIRE CONTROLE LA REGION

La Cogema, propriétaire du site de La Hague (déchets à tous les étages) et EDF (réacteur de Flamanville) assurent à eux deux 1,2 milliard de recette par an à la région... dont le budget est de 1,9 milliard. Quelle est selon

vous la probabilité pour que la région dénonce la pollution radioactive ?

## GARD : GAUCHE PRONUCLEAIRE

Alors qu'officiellement le Parti socialiste s'est engagé aux côtés des Verts pour dénoncer l'enfouissement des déchets, le conseil général du Gard dirigé par le socialiste Alain Fournet a voté début avril, en pleine enquête d'utilité publique, pour l'enfouissement des déchets dans le département... Département fortement contrôlé il est vrai par le lobby nucléaire très présent autour du site de Marcoule. Les écologistes ont reçu un soutien plus inattendu : le conseil régional, dirigé par le très à droite Jacques Blanc, a, lui, rendu un avis défavorable au projet de stockage.

## EDF : LE DECRET INAPPLIQUE

La revue «Environnement-Magazine» de septembre 1996 soulève une bien embarrassante question : selon l'article 12 du décret du 2 octobre 1986 — faisant suite aux mesures prises par l'accident de Tchernobyl — EDF doit publier pour chaque centrale nucléaire la liste des personnes volontaires prêtes à intervenir sur le site en cas d'accident. Dix ans après, aucune liste n'a été publiée. On arrête les centrales avant l'accident ?

# LA SAGA D'UNE CENTRALE BALADEUSE

**E**n 1971, EDF annonce son intention de construire une centrale nucléaire à MontJean-Ingandes, en amont de Nantes. En 1974, la France lance son premier grand programme d'équipement électronucléaire : 200 réacteurs d'ici l'an 2000 (180 de type PWR et 20 surgénérateurs de type Superphénix).

l'Ouest de la France sans remettre en cause le reste du programme de 1974.

Cependant EDF continue de pousser le dossier, avec le soutien de l'establishment politique et économique local. Le 22 mars 1988, Jacques Chirac, alors premier ministre, signe le décret d'utilité publique. Sondages, achat des espaces et des terrains néces-

nomies d'énergie et un développement de l'énergie éolienne. De l'autre, le ministère de l'industrie, fief du lobby nucléaire, veut obtenir le lancement d'un second grand programme entre l'an 1999 et 2005.

## Relance du programme nucléaire ?

Depuis 1989, EDF, Framatome (métallurgiste constructeur des réacteurs) et Siemens (métallurgiste constructeur des réacteurs allemands) ont dépensé 800 millions de francs pour l'étude d'un nouveau réacteur de 1450 MW de puissance dénommé EPR (European Pressurized Water Reactor) dont ils vantent la fiabilité théorique... mais dont les gains au niveau de la sécurité (doublement de l'enceinte de confinement par exemple) se traduisent par un surcoût de 20 à 40 % sur le prix des réacteurs d'aujourd'hui déjà loin d'être rentables. Ce nouveau réacteur fonctionne comme les PWR actuelles et pose donc les mêmes problèmes (déchets radioactifs notamment) que la génération précédente.

En 1996, le site du Carnet refait surface. EDF veut l'utiliser comme une « vitrine » à l'exportation. Le site est assez vaste pour accueillir 4 réacteurs. EDF demande l'autorisation du remblaiement des zones humides du Carnet. La mobilisation publique recommence : 4000 manifestants en octobre, 6000 en janvier, 10 000 en mars...

EDF est aujourd'hui pressé : la déclaration d'utilité publique de 1988 a été prolongée une fois en 1993 et ce jusqu'au printemps 1998. Si à cette date le chantier n'est pas entamé, l'ensemble de la procédure devra être reprise à zéro... La décision du gouvernement de dissoudre l'assemblée favorise les desseins d'EDF : après les élections, le nouveau gouvernement aura les

*Depuis 1971, EDF veut construire une centrale nucléaire en Basse-Loire. Depuis cette date, elle se heurte à l'opposition des Bretons. Petit retour en arrière.*

En Loire-Atlantique, les premiers groupes antinucléaires voient le jour et une manifestation a lieu contre le nouveau projet maintenant situé à Liré (toujours en amont de Nantes). Cette même année, la centrale se déplace et EDF envisage le site de Corsept, en face de Saint-Nazaire.

En 1975, EDF se fixe enfin au Pellerin, entre Nantes et Saint-Nazaire. Ce site va être mis en avant jusqu'en 1981. C'est le début des grandes manifestations antinucléaires et lorsque EDF essaie de venir faire des sondages sur le terrain, une manifestation qui réunira plus de 10 000 personnes le 8 mai 1977 fera reculer EDF. Le site du Pellerin est mis en veilleuse alors qu'EDF s'intéresse au site de Plogoff, à la pointe du Raz, dans le Finistère. La mobilisation locale de Plogoff (100 000 personnes en 1980) conduira le nouveau Président Mitterrand à annoncer l'abandon du site en 1981. A la même époque, le nouveau gouvernement socialiste décide d'un gel des sites dans

saires, remblaiement de zones humides... tout cela se fait dans la discrétion.

En 1993, Bérégozoy prolonge la déclaration d'utilité publique.

En 1995, avec seulement 58 réacteurs réalisés, la France se trouve dans un état de surproduction électrique malgré une politique commerciale active qui encourage le gaspillage : chauffage électrique, usages industriels non justifiés, exportation à bas prix (1). Le premier programme électronucléaire s'achève.

Cette année là, le gouvernement est amené à décider s'il doit maintenir ou non l'outil industriel de construction dans l'optique de remplacer les réacteurs nucléaires existants ou au contraire s'orienter vers de nouvelles sources d'énergie. Plusieurs écoles s'affrontent et le débat n'est pas toujours tranché. D'un côté, le ministère de l'économie dénonce le coût exorbitant du programme nucléaire et préconise le développement de centrales au gaz, les éco-

(1) Voir Silence n°208.  
(2) Sondage EDF repris dans Les Echos du 31 avril 1996.

mains libres pour envoyer sur place les «forces de l'ordre».

### Une centrale pour rien

La centrale du Carnet ferait face à la centrale au charbon de Cordemais, à 10 km de là. Cette centrale, alimentée en charbon d'importation, n'est utilisée que lorsque la production électrique connaît des pointes soit seulement de 300 à 400 heures par an. Par ailleurs, 17 % de courant produit en France est exporté à l'étranger. Rien ne justifie donc la construction d'un nouveau réacteur... si ce n'est le désir du lobby nucléaire de démontrer que le nucléaire n'est pas mort en France.

Alors que 85 % de la population française se déclare aujourd'hui opposée à la construction de nouveaux réacteurs (2), il est temps qu'une forte mobilisation vienne bloquer ce projet pour mettre un terme définitif à toute tentative de poursuivre le programme nucléaire.

Michel BERNARD

## LES DEPUTES PASSENT, LES DECHETS RESTENT...



**P**our marquer le 11ème anniversaire de l'accident de Tchernobyl, des militants du réseau «Sortir du nucléaire» ont déposé le 23 avril dernier devant l'Assemblée nationale des fûts contenant de la terre radioactive. Rappelant que 86 % des Français sont opposés à la construction de nouvelles centrales, ils ont posé la question de savoir pourquoi les députés sont aussi peu représentatifs de la volonté de leurs électeurs. (photo Dominique Léonard)

## PROGRAMME DU RASSEMBLEMENT 31 MAI & 1er JUIN

### Samedi 31 mai

9 h à 12 h : installation des stands du village associatif. Forums : les alternatives au nucléaire, les zones humides, les déchets, l'histoire du Carnet, les luttes contre le nucléaire civil et militaire en France et ailleurs...

A partir de 14 h : concert avec Los Cabos, Shanon, Maître Théo, Gilles Servat, Albert Magister, Mister Midnight, Ket, EV.

A partir de 22 h : Fest-Noz.

### Dimanche 1er juin

Le matin : chacun rejoint le lieu prévu pour la réalisation de la chaîne humaine.

De 12 h à 12h05 : réalisation de la chaîne en direction de Saint-Nazaire et en direction de Nantes.

13 h : reprise des forums, village associatif, restauration.



13 h 15 : reprise des concerts avec Xabaltz, Trio Celtic, Les 4 Jeans, Noir Désir, Rue de la Gouaille,

Arco Iris, Diabolo, Carré Manchot.

En parallèle : bal pour enfants, théâtre, chants, etc...

### Pour s'y rendre

Le rassemblement a lieu sur le site même prévu pour la centrale, c'est à dire sur la rive Sud de la Loire, légèrement à l'Est de Saint-Nazaire.

• si vous venez en train : des navettes sont prévues à partir des gares de Nantes et de Saint-Nazaire du jeudi 29 mai au soir au dimanche soir.

• si vous venez en voiture, des fléchages seront mis en place à la sortie de Saint-Nazaire et de Nantes. Si vous arrivez de l'ouest (donc par Nantes), il faut sortir en direction de Pornic et poursuivre pendant 42 km via Bouguenais. Le Carnet est à 3 km après cette commune sur la droite, avant Paimbœuf.

Si vous êtes perdu : FAN 44, tél : 02 40 56 59 98.

# BOYCOTT DE SIEMENS

**L**e «groupe de coordination pour le boycott de Siemens» demande aux consommateurs de ne plus acheter de produits de cette «forge atomique» qu'est Siemens jusqu'à ce que le groupe ait abandonné tous ces marchés nucléaires. Cet appel a été lancé en décembre 1993 par 120 associations de protection de l'environnement en Allemagne et dans d'autres pays européens. Le boycott dont la durée est indéterminée, doit également concerner les produits des filiales de Siemens.

Le boycott doit forcer Siemens à «fermer toutes ces centrales nucléaires et à ne plus en construire de nouvelles» en espérant que «les employés concernés puissent choisir un travail d'avenir compatible avec l'environnement».

Siemens est le seul producteur allemand en matière de technologie nucléaire. En Allemagne, l'entreprise a le monopole de la fabrication d'éléments combustibles atomiques et de la transformation de plutonium. La Siemens AG et sa filiale KWU ont construit toutes les centrales nucléaires actuelle-

Le contrat d'achèvement du réacteur de Mochovce, en Slovaquie, est cautionné par le gouvernement allemand à hauteur de 500 millions de francs. Deux autres firmes allemandes PreussenElektra et Bayernwerke se sont retirés du projet. Cette dernière a expliqué son choix : «nous ne devrions pas avoir le droit de construire cette usines dans les environs de Munich». La construction de la centrale nucléaire de Greifswald, dans l'ancienne RDA, du même type que celle de Mochovce a été interrompue après la réunification pour des raisons de sécurité. Les parlementaires autrichiens et européens ont dénoncé le projet.

Siemens est aussi le constructeur du réacteur de Garching, vivement controversé, qui doit être mis en service avec de l'uranium enrichi utilisable pour la fabrication d'armes nucléaires. Le gouvernement américain a protesté contre ce projet.

A Sosnovy Bor, en Russie, à 80 km de Saint-Petersbourg, Siemens participe à la construction d'un prototype d'une nouvelle génération de réacteurs russes WWER. Le gouvernement russe paie les travaux avec de l'uranium destiné aux centrales allemandes.

## Qui appellent au boycott ?

L'appel au boycott souligne que Siemens pourrait aisément se passer de son secteur nucléaire puisque celui-ci ne représente que 3 % de son activité (mais comme le confiait un de ces dirigeants 95 % de ses emmerdements !).

Les plus grosses associations qui appellent au boycott sont le BBU, fédération allemande des mouvements de protection de la nature, équivalent de France-Nature-Environnement, la section allemande de l'IPPNW, association mondiale des médecins contre la guerre nucléaire, qui a reçu le Prix Nobel en 1996, la Confédération des actionnaires critiques ainsi que Global 2000, plus grosse association d'environnement d'Autriche. Elles ont le soutien de nombreux groupes antinucléaires un peu partout.

L'union syndicale de la métallurgie IG Metall, le plus important syndicat allemand n'échappe pas au débat : de nombreux délégués ont fait des démarches auprès de leurs employeurs pour leur demander de renoncer à l'énergie nucléaire.

Le retrait de Siemens signifierait l'isolement total de la France en Europe. Une situation difficilement soutenable à un moment où 10 pays sur 15 demande l'arrêt de la promotion du nucléaire (voir encadré).

Michel BERNARD

*Siemens, l'un des géants de l'industrie allemande est associé avec Framatome, la firme française fabriquant les cuves nucléaires pour essayer de sauver le nucléaire. Ces deux firmes veulent imposer un nouveau réacteur qualifié d'«européen» sur le site du Carnet, pour servir de vitrine à la vente de réacteurs clés en main dans les pays de l'Est et en Asie. Une campagne de boycott s'intensifie outre-Rhin qu'il est temps de relayer en France.*

Actuellement Siemens est impliqué dans l'achèvement de la construction de la centrale nucléaire de type soviétique à Mochovce, en Slovaquie. Siemens est l'un des promoteurs du «réacteur à eau pressurisé européen» (EPR) dont le prototype pourrait être construit au Carnet, en Loire Atlan-

ment en service en Allemagne. Depuis plusieurs années, des fissures et autres défauts dangereux ont été constatés dans ces réacteurs. Dans les environs de la centrale nucléaire de Krummel, près de Hambourg, de plus en plus d'enfants sont atteints de leucémie.

## Les produits à boycotter

**S**iemens en France a un chiffre d'affaires (CA) de 11 milliards de francs. Ses principales marques sont les suivantes :

- *Siemens SAS* (3,5 milliards de CA, 1534 salariés) : composants électroniques pour les télécommunications.

- *Nixdorf* (1,5 milliards de CA, 1280 salariés) : matériel informatique.

- *Siemens Automotive* (2 milliards de CA, 1491 salariés à Toulouse, Foix, Bousens) : intelligence artificielle destinée à l'automobile.

- *Société de matériel dentaire SA* ou *SDM* (120 millions de CA, 89 salariés) : matériel et consommable pour les dentistes.

- *Siemens Production Automatisée* (277 millions de CA, 363 salariés) : production entre autres d'éthylo-mètres pour la sécurité routière, sinon appareils de contrôle pour l'industrie.

# SIEMENS



# BOYKOTT

- *GVD Leasing SA* (334 millions de CA, 23 salariés) : société de finance-

- *Osram* (1 milliard de CA, 546 salariés à Molsheim) : ampoules électriques de toute sorte.

- *Siemens Matsushita Components* (205 millions de CA, 220 salariés à Lormont près de Bordeaux), composants céramiques magnétiques pour transformateurs.

- *Bosh Electromanager* (1 milliard de CA, 246 salariés) 13 usines en Europe, 7 millions d'appareils produits.

- *Relectronics Remeca* (23 millions de CA, 24 salariés) : réparation électronique après dégâts (eau ou feu).

Pour le particulier, il est clair que le boycott doit porter sur les appareils Bosh et sur les lampes Osram.

On peut protester en écrivant à : *Siemens France, 39/47 boulevard Ornano, 93527 Saint-Denis cédex 2, tél : 01 49 22 31 00, fax : 01 49 22 34 13.*

### Coordination

#### BOYKOTT SIEMEHS

• Allemagne : *Koordinationskreis Siemens Boykott, Friedrichstrasse 165, D 10117 Berlin, tél : 49 30 204 47 84.*

• Autriche : *Global 2000, Flurschuetzstrasse 13, A-1120 Vienne, tél : 43 1 812 5730.*

• France : *Fédération anti-nucléaire 44, Maison de l'Ecologie, 76 rue Jean Jaurès, 44600 Saint-Nazaire, tél : 02 40 01 95 82.*

## ONU : CRITIQUE DU NUCLEAIRE

*«L'énergie nucléaire ne constitue par une source d'énergie appropriée pour l'avenir. L'énergie nucléaire pourrait être acceptable si étaient réglées les questions de la prolifération des armes nucléaires, le transport des déchets radioactifs ou la sécurité au niveau des réacteurs. La surveillance des matériaux nucléaires coûte considérablement plus cher que développer une énergie renouvelable. D'autres sources telles que l'énergie solaire ou éolienne devraient également constituer des solutions de remplacement viables»* Déclaration du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) du 28 février 1997 à New-York (source : AFP). En totale contradiction avec les déclarations de l'AIEA, agence internationale pour l'énergie atomique, autre agence de l'ONU.

## EUROPE : CRITIQUE D'EURATOM

L'Union Européenne avait créé en 1957 le traité Euratom qui avait une double mission : établir des normes de sécurité uniformes pour la protection sanitaire de la population et des travailleurs, mais aussi de faire la promotion de l'énergie nucléaire. Début avril, un nouvel organisme a été créé : le comité européen sur les risques d'irradiation (CERI) qui a tout de suite demandé une révision du traité Euratom incompatible avec les positions politiques de la majorité des pays membres de l'Union Européenne, à savoir le refus ou l'abandon du nucléaire. A cette occasion, le Portugal, la Grèce, le Luxembourg, l'Irlande, le Danemark et l'Autriche qui n'ont aucun réacteur nucléaire ont reçu le soutien de la Suède, de la Finlande, de l'Espagne et des Pays-Bas qui se sont officiellement prononcés pour l'abandon du nucléaire... soit 10 pays sur 15.

### BOYCOTTS ANTINUCLEAIRES

• Au Japon aussi, les associations organisent une campagne de boycott des trois gros industriels du nucléaire : Hitachi, Toshiba et Mitsubichi. La campagne a été lancée en février 97.

• A Taïwan, la même campagne a été reprise contre les trois mêmes marques mais également contre la compagnie américaine General Electric.



# SOCIÉTÉ

## PETITES PHRASES

«L'argent ne produit rien. Tout nous vient des généreuses ressources de la terre et du travail créateur de l'être humain».

Roger Julien, «Un peuple un projet», 1996.

## EXPULSIONS : BOYCOTT D'AIR FRANCE

Les expulsions par charter sont la partie la plus visible de la chaîne «arrestation par la police, justice, camps de rétention, expulsion». Mais les personnes renvoyées dans leur pays se font de plus en plus réticentes et savent que si elles résistent, un commandant de bord peut refuser de les prendre à son bord. Pour éviter cela, la police utilise les grands moyens : injection de calmants, chloroforme, scotch sur la bouche, liens pour maintenir les personnes sur les sièges et «accompagnateurs».

Ce sale boulot se fait sur des vols d'Air France ou par la location d'avions spéciaux de sa filiale Air Charter. Ces expulsions de force ont déjà

provoqué des plaintes du personnel de la compagnie, certains refusant de participer à ce genre d'embarquement. De même, des occupations d'agences d'Air France ont déjà eu lieu à Paris, Lyon, Lille... pour demander aux gens qui passent de choisir une autre compagnie d'aviation afin d'éviter de voyager aux côtés de quelqu'un attaché à son siège.

Au début de l'année, un voyage a très mal tourné : à leur arrivée au Mall, les expulsés se sont révoltés et ont complètement détruit l'avion d'Air Charter qui les avait convoyés. 20 des 47 flics de leur escorte sont revenus sur une civière. Pour en savoir plus : *Collectif libertaire contre la soumission*, Librairie La Gryffe, 5 rue S. Gryphe, 69007 Lyon.

## SEINE-SAINT-DENIS : SYNDICALISME ET ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Le REAS, réseau de l'économie alternative et solidaire et LASAIRE, laboratoire social d'actions d'innovations de réflexions et d'échanges, or-

ganisent le mardi 3 et mercredi 4 juin, des journées de réflexion sur le thème «syndicalistes, emplois et économie solidaire» à Pantin, en Seine-Saint-Denis. Au programme : les interrogations des syndicalistes face aux mutations, les syndicats et les reconversions d'activités par la promotion de produits socialement et écologiquement utiles, syndicalisme et création d'entreprises, articulation service public, développement de l'emploi et économie solidaire, la reprise d'entreprise par leurs salariés, syndicalistes et financements alternatifs, syndicats et service de proximité... avec des intervenants des plus divers : des syndicats de l'armement aux militants des énergies renouvelables en passant par les structures de financements alternatifs. Programme complet : REAS, 61, rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 49 15 04 03.

## PARIS : RETOUR D'ICI ET MAINTENANT

L'été dernier, la radio Ici et Maintenant se voyait privée de son droit d'émission pour avoir refusé de mettre en place un contrôle des passages en direct d'appels d'auditeurs. Cette demande avait été faite par le CSA, conseil supérieur de l'audiovisuel, à la suite de quelques dérapages verbaux de ces auditeurs. Malgré un été agité (grève de la faim, émission pirate — voir Silence de septembre dernier), la radio devait cesser d'émettre après 16 ans d'existence. Depuis cette date, elle avait installé une présence devant les locaux du CSA, quai André Citroën, en attendant le résultat du recours introduit auprès du Conseil d'Etat. Celui-ci a rendu son arrêt le 19

mars dernier : ce dernier reconnaît que la radio s'est mise en faute en ne coupant pas la parole aux dérapages verbaux mais que la gravité des faits ne justifie pas une interdiction d'antenne et annule donc la décision du CSA, l'Etat étant condamné à verser une provision de 7000 F et la radio pouvant demander des dommages et intérêts. La radio, entièrement animée par des bénévoles, devrait donc pouvoir réémettre (88,2 MHz).

## DOMINIQUE LAURAIN : UN AN DE PRISON

Dominique Laurain est passé en procès le 11 avril à Lyon, très amaigri. De nombreuses personnes sont venues témoigner de son engagement militant tant dans le domaine écologique (lutte contre le barrage de Serre-de-la-Fare) qu'éducatif (animation d'une association de parents d'élèves) que dans le domaine social (aide aux sinistrés de Nîmes)... L'absence de condamnation antérieure, la reconnaissance par les caisses d'allocation familiales de la tromperie induite par les élus locaux, tout cela n'a pas suffisamment influencé le tribunal pour que celui décide de ne pas punir sévèrement la «prise d'otage» de la juge pour enfants du Puy le jour de Noël. Le verdict est tombé le 25 avril : Dominique Laurain est condamné à trois ans de prison dont deux avec sursis. Il a arrêté sa grève de la faim le jour du procès et espère une liberté conditionnelle dans le courant de l'été (après le 14 juillet ?). En attendant, vous pouvez lui écrire : Dominique Laurain, Ecouv 54 824, prison de Lyon Saint-Paul, Bât H, 12, quai de Perrache, 69272 Lyon Cédex 02.

## RESISTANCE A LA PUBLICITE

La France est la championne européenne de l'affichage publicitaire. Elle dépense chaque année 5,3 milliards de francs pour entailler les paysages. A l'autre bout du palmarès, la Norvège ne dépense que 200 millions de francs, pourtant, ce n'est pas la place qui manque !

Le RAP, rassemblement anti-publicité, a recensé 234 panneaux sur le périphérique parisien dans le seul sens intérieur et pose la question de savoir quel est le pourcentage de morts que l'on doit à un moment de distraction provoqué par la lecture d'un panneau publicitaire.

Dominique Joly, domicilié à Coulaines dans la Sarthe, n'a plus de publicité dans sa boîte aux lettres ! Miracle ? Non, mais bricolage sérieux : un volet à verrouillage électromagnétique sur une boîte aux lettres normalisée. Le volet est contrôlé par un programmeur qui ne le laisse ouvert que pendant la tranche horaire où passe le facteur.

L'association *Résistance à l'agression publicitaire*, qui diffuse ce genre d'informations et mène de nombreuses actions de sensibilisation, tiendra son assemblée générale le 21 juin de 16h à 19h, au Centre National du Volontariat, 133, rue Falguière, métro Pasteur. L'AG sera suivie d'un débat public de 20h30 à 23h. Renseignements : RAP, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 46 03 59 92.

## ANNONCES

### EMPLOIS - OFFRES

• Coopérative SARL Biocoop, en vue d'ouverture d'un magasin de produits biologiques à Solsy-sur-Seine (91) cherche une personne motivée pour travail à temps plein. Contrat à durée indéterminée. Salaire au SMIC au début puis évolution selon les compétences et les motivations. Ecrire ou téléphoner à : Bruno Dufetelle, 12, rue d'Alsace-Lorraine, 91100 Corbeil-Essonnes, tél : 01 64 96 03 38.

• Boulanger de village cherche reprenneur. Clientèle pour pain au levain et farine bio. Fond et murs libres en juin 98. Four à bois, magasin, logement. Ecrire à : Boulangerie, 05140 La Faurie, tél : 04 92 58 00 05.

• La Kora, programme ressources développement, 8 quai Maréchal Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 92 89 45, cherche un(e) responsable du secré-

ariat et du suivi administratif des actions. Poste à 1/3 temps. Salaire : 3600 F brut. Fonctions : maîtrise du secrétariat de l'association, rédaction de dossiers et de rapports liés aux cofinancements pour les actions, suivi des relations de partenariat, suivi de la gestion des actions, participation à la vie de l'association. Profil : capacité d'initiatives et d'autonomie dans son travail, capacités de rédaction, capacités relationnelles, expérience de la vie associative, intérêt pour les questions de développement, maîtrise des outils informatiques.

### EMPLOIS - RECHERCHES

• Dans une perspective d'installation en agriculture biologique et à la suite d'une licence de biologie, je souhaite me former sur le terrain. Je suis ainsi à la recherche d'un emploi de quelques mois dans une ferme bio à partir d'août 1997. Stéphanie Dautais, 5, Impasse du Pont-Serret, 56380 Guer, tél : 02 99 63 29 72 ou 02 97 22 15 28.





## 100 000 SIGNATURES CONTRE LES ORGANISMES TRANSGENIQUES

Le 28 avril, Greenpeace a remis à Matignon une pétition de 100 000 signatures pour l'interdiction des aliments issus du génie génétique. L'association a également rappelé qu'un sondage réalisé en décembre 96 indique que 76 % des Français sont hostiles à ce type d'aliments. Greenpeace lance maintenant une action en direction des trois grands de l'agro-alimentaire pour leur demander de s'engager à ne pas utiliser de tels produits. Il faut écrire, téléphoner ou faxer aux adresses suivantes :

• Danone, 7 rue de Téhéran, 75008 Paris, tél : service consommateurs, 08 01 68 33 33, fax : 01 42 25 67 16.

• Unilever, TSA 10003, 92842 Rueil Malmaison Cédex, tél : service consommateurs, 01 41 96 51 00, fax : 01 41 96 62 01.

• Nestlé, 7 bd Pierre Carle, Noisiel, BP 900, 77446 Marle-la-Vallée Cédex 02, tél : service consommateurs, 01 60 53 24 32, fax : 01 60 53 29 31.

Pour en savoir plus :

• Sur les arguments : Silence de février 1997.

• Sur les actions et sur les arguments : Greenpeace, Arnaud Apoteker, 21 rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

## PARIS : VIVEZ NATURE

Une nouvelle édition de «Vivez nature, salon beauté, forme, santé au naturel, agriculture biologique» se tiendra à Paris, au Forum des Halles, du 12 au 16 juin 97. Ce salon créé par les animateurs de la revue Observer est cette fois-ci sous l'égide de Médecine Douces. Renseignements : Vivez Nature, 105 rue des Moines, 75017 Paris.

## VACHES FOLLES ET VACCINS

La version officielle concernant l'origine de la maladie de la vache folle est la transmission de la tremblante du mouton aux vaches par les farines animales. Or ces farines existent depuis longtemps... Marc Purdey, un biologiste britannique a émis comme hypothèse que ce serait plutôt un pesticide utilisé contre la mouche du varon qui serait responsable de la maladie (voir Silence n°208). Le syndicat Hippocrate regroupant médecins et usagers de la santé émet une nouvelle hypothèse : la maladie pourrait provenir de l'usage d'hydroxyde d'aluminium comme adjuvant dans les vaccins. L'usage des vaccins provoquerait une accumulation de l'aluminium dont les effets nocifs sur le système nerveux sont bien connus. Le

## EUROPE ET MEDECINES ALTERNATIVES

Depuis 1991, le député européen belge Paul Lannoye essaie de faire adopter par le Parlement européen un rapport fixant les limites et les autorisations faites aux médecines non-conventionnelles. Ce rapport provoque une véritable levée de boucliers de la part du lobby médical fortement représenté à Bruxelles.

Le 20 février dernier, le texte était présenté au vote des députés de la commission de l'environnement et de la santé publique. 99 amendements y ont été apportés. Malgré cela, le projet qui devrait maintenant passer devant le Parlement comporte des avancées fort importantes, particulièrement pour la France, fort en retard dans le domaine de la reconnaissance des pratiques alternatives de santé.

La forme actuelle du rapport demande que soit mise en place au niveau européen une législation précisant le statut des médecines non conventionnelles et les techniques thérapeutiques qu'elles appliquent avec, pour chacune d'elles, un code de déontologie, un registre professionnel, des critères d'exercice. Le rapport demande également que soient développées des recherches pour permettre, par des

méthodes scientifiques, de comparer les différentes méthodes et leur efficacité. Il demande que les médecins conventionnels puissent bénéficier pendant leur formation d'initiation à ces médecines alternatives et que les plantes médicinales soient incluses dans la pharmacopée européenne.

Il est demandé de distinguer les médecines complémentaires des médecines alternatives, de favoriser le développement des médecines ayant un rôle préventif, il demande le libre accès dans toute l'Europe aux produits médicaux.

Les amendements ont fait sauter la nécessité d'un moratoire concernant les poursuites engagées contre les praticiens de santé (point sensible pour la France). Ils ont aussi enlevé la demande de mettre en place un système de remboursement de ces traitements par les modes habituels de sécurité sociale, ce qui limiterait de fait l'accès à ces médecines.

Une pétition de soutien à Paul Lannoye a déjà recueilli plus de 115 000 signatures dans toute l'Europe. Elle continue à circuler. On peut se la procurer auprès de : CODEMA, 18, rue de la Prévôté, 79300 Beaulieu-sous-Bressuire (contre une enveloppe timbrée à votre adresse).

syndicat en question accuse les lobbys pharmaceutiques de cacher la vérité pour ne pas avoir à remettre en cause le marché lucratif des vac-

cins.

Contact : Syndicat Hippocrate c/o Dr Alain Scohy, 146, impasse des Cigales, 30100 Alès, tél : 04 66 52 52 89.

• Jeune fille motivée, cherche CES ou travail de 6 mois en milieu agricole ou milieu alternatif. Etudie toute proposition. Célia Barrouillet, rue des Ecoles, 38390 La Balme-les-Grottes.

• Pendant les vacances scolaires d'été je cherche un boulanger bio pouvant m'accueillir pendant quelques semaines pour me transmettre les rudiments du métier. Coup de main contre hébergement et nourriture. Région indifférente exceptée Ile-de-France. Je cherche également groupe ou association mettant en œuvre bois, terre, bois cordé, paille, toit végétal, énergies renouvelables pour m'accueillir. Propose aide à construction de bâtiment style gîtes en échange hébergement et nourriture. Préférence moitié sud de la France, périodes à définir. Patrick Urlocher, 18 rue des Vignerons, 94300 Vincennes.

## RECHERCHES

• Cherche toute information possible pour constitution d'un SEL, y compris

logiciel informatique. Cherchons également textes d'analyses sur les SEL en vue de possibles améliorations. Merci d'avance. Ecrire à : Colectividad Los Arenales, Lista de Correos, 29567 Alozaina, Malaga, Espagne, tél : 00 34 52 11 25 30.

• Annie Leroy, 27 bis, rue André Messager, 76620 Le Havre, tél : 02 35 54 13 56, coordonne déjà les actions de douze associations de riverains d'usines d'équarissage. Aujourd'hui avec l'affaire de la vache folle (ESB), des stocks de farines animales s'entassent autour de ces usines et le prion, dont la durée de vie est estimée à au moins trois ans, s'infiltrer tout doucement dans les sols menaçant les nappes phréatiques. Pour obtenir une réaction des pouvoirs publics, elle cherche à connaître d'autres associations de riverains qui se battent pour la même chose en espérant que l'union fera la force.

• Nous sommes un groupe de dix jeunes ayant un projet d'installation agricole en commun. Nous voulons

mettre en place une ferme de type polyculture élevage en agriculture biologique qui puisse à la fois subvenir à la majeure partie de nos besoins alimentaires et assurer une partie des revenus. Notre souci est de définir cette structure pour qu'elle soit à la fois un espace de production, un lieu de vie et un milieu naturel préservé, tout en restant ouvert sur l'extérieur. Nous cherchons un site ! Les terrains agricoles doivent faire au moins dix hectares, avec ou sans bâtiments, dans n'importe quelle région. Etudions toute proposition. Ecrire à : Anne et Alexandre Gaulicher, Champier, 19160 Palisse, tél : 05 55 95 09 01.

## A VENDRE

• Particulier vend anciens numéros de la revue Silence : n°100, 114, 115 puis du 122 au 182 (sauf 137, 153, 175) et 205. Revue Greenpeace : 4 n° de 89, 4 de 90, n°1 de 1991, 1 de 1993, 1 et 2 de 1994. Le tout 800 F, frais de port en plus ou à négocier. Scarfaglio Philippe, La Croix, 20137 Lecci.

## VILLEGIATURES

• Parc des volcans d'Auvergne. Loue gîte en bois autoconstruit équipé soigné. Cadre humain et naturel de qualité. 8-9 places. 1800 F par semaine. Contact : association Méandres, 15140 Fontanges, tél : 04 71 40 73 39.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

A NOTRE SANTE LES FEMMES !

# LE MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

Le «Planning Familial» comme il fut appelé dans le langage courant, est né en 1956, il s'appelait alors «Maternité heureuse». En 1960, il deviendra «Mouvement français pour le Planning familial» (MFPF).

La première brèche dans le silence fut un procès... d'infanticide. (2)

C'en était trop, les idées féministes développées depuis les 50 dernières années avaient trouvé un terrain fragile et silencieux : la situation critique des femmes. C'est la création

## Les idées et les actions

Le MFPF est avant tout : un «moyen de diffusion des différents moyens de contraception.» (5), il veut favoriser la «conception d'un enfant désiré.» développer la contraception et donc en **promouvoir l'information au public**, tel est, en tous cas, le premier objectif fixé.

Le seul moyen de contraception connu à l'époque par quelques publics avertis et privilégiés était le diaphragme (6) qu'il fallait se procurer en Angleterre. Le mouvement ne s'en est pas tenu aux seules revendications : «des militants profitant de toute occasion de voyage personnel, garnirent de diaphragmes, roues, doublures de sacs à main, et ourlets de jupes...» (7).

1961 voit l'ouverture de trois centres de planification (Grenoble, Paris et Lyon). La mutuelle de l'éducation nationale (enseignement secondaire) fait répandre la nouvelle par un moyen de communication qui a fait ses preuves, le bouche à oreille. Bientôt les permanences assurées par des femmes bénévoles formées «sur le tas» au départ, seront débordées.

Il devenait désormais important de **dissocier le plaisir de la procréation** : avec les idées fantasmatiques du **plaisir, de la consommation** qui lui sont associées, le vagabondage sexuel fut très à la mode en 1968 sous la forme des «partenaires multiples». **La contraception se veut un organe de libération** (faire un enfant quand on le veut) et non de contrainte (ne pas faire d'enfant). Il faut donc développer des moyens d'information efficaces, telle est la vocation des centres de planification, informations d'autant plus importantes que le diaphragme nécessite pour les femmes, une grande connaissance de leur anatomie, pour apprendre à uti-

*Aujourd'hui la santé en général et celle des femmes en particulier est largement prise en charge par des spécialistes. Comment en sommes-nous arrivées là ? Il nous a fallu retrouver dans l'histoire : la grande rupture vient de l'inquisition au moment où l'on brûle les sorcières... (1) Depuis les femmes cherchent à se prendre en charge bien que n'ayant pourtant jamais vraiment quitté le domaine des soins qu'infirmières, aides-soignantes et mères de famille continuent d'occuper de manière efficace. Quelques mouvements ont contribué à faire évoluer la situation...*

La France connaissait les années d'après-guerre, il fallait **repeupler la France**. Mais l'industrialisation, le développement des villes avaient changé le paysage français et la vie des femmes par voie de conséquence.

Faire des enfants bien sûr, mais comment les nourrir, comment vivre, comment les faire garder ? Questions bien «terre à terre» direz-vous ? C'était pourtant le quotidien des femmes de l'époque, et il avait du mal à se faire entendre.

de «Maternité heureuse» issue des milieux libéral et progressiste, de l'Eglise réformée, de la Franc-maçonnerie, des catholiques libéraux (Vie nouvelle).

La contraception était alors interdite, le seul recours contraceptif était le «coït interrompu» c'est à dire : «*la passivité pour la femme, la culpabilité pour l'homme.*» (3) Car bien entendu, il s'agissait d'une technique aléatoire... bien qu'encore fortement utilisée de nos jours. (4)

(1) Voir Silence n°216.

(2) Nous nous référons à l'ouvrage «D'une révolte à une lutte : 25 ans d'histoire du Planning Familial» (1982, Terce). Rédigé de manière collective, constitué de nombreux témoignages, il relate le vécu des femmes et des hommes (car c'est un mouvement mixte), d'une période précise de l'histoire.

liser ce moyen de contraception délivré sur prescription médicale. Petit à petit, le MFPP ressent la nécessité d'imaginer une réelle «éducation sexuelle».

En 1965, il se proclame «mouvement d'éducation populaire» pour déjouer la double inégalité subie par les femmes : celle de l'ignorance et celle de l'inégalité sociale car la contraception d'alors est aussi une affaire d'argent : celles qui ont les moyens, peuvent aller en Angleterre chercher leur diaphragme ; il en est de même pour l'avortement, il est toujours possible aux femmes nanties de s'offrir un petit tour en Suisse ! Les autres ont recours aux moyens illicites, plus ou moins sûrs et plus ou moins dangereux : les «faïseuses d'anges».

En 1967, la loi Neuwirth est promulguée, elle autorise la contraception, mais son article 317 en interdit la publicité (8). L'avortement, lui, reste interdit.

Le Planning Familial accomplit un travail de fond, élaborant des brochures d'information et intervenant dans les établissements scolaires. Cette diffusion permettra une meilleure connaissance de la contraception.

Le 17 janvier 1975, la loi Veil autorise «l'interruption volontaire de grossesse» sous certaines conditions (9).

Le MFPP n'avait pas attendu. Devant l'importante demande, il décide lors de son congrès d'octobre 1967, d'ouvrir des centres d'orthogénie, où il est possible de faire pratiquer une interruption volontaire de grossesse.

Aujourd'hui, si la contraception n'est plus remise en cause, l'interruption volontaire de grossesse, elle, fait l'objet de diverses pressions pas uniquement idéologiques : les «commandos anti-IVG» en empêchent la pratique, dans les centres d'orthogénie par des intrusions régulières.

Ils ne sont pas les seuls à empêcher l'application de la loi : le peu de personnel attaché à cette tâche dans les services hospitaliers, les délais d'attente, surtout en période estivale, l'autorisation pour les mineures, l'obligation de papiers en règle pour les femmes étrangères, représentent pour bien des femmes, un réel «cassette chinois» qui bien souvent les met en situation illégale, c'est alors l'Angleterre, la Hollande ou l'accouchement sous X avec remise de l'enfant pour adoption (10).

Cette situation, le MFPP ne cesse de la dénoncer. Le MFPP cherche à faire évoluer les mentalités afin de ne pas «avoir de projet sur les femmes» et de leur laisser le «droit de choisir» (11).



Un bébé quand je veux

### Les savoirs des femmes et le Planning Familial

Née de l'initiative d'une femme gynécologue, Madame Lacroix-Vaillalé, l'idée de diffusion de l'information concernant la contraception, a très vite séduit de nombreuses femmes qui avaient souffert de l'absence de contraception efficace, avaient cherché d'autres solutions contraceptives ou des lieux pour subir une interruption volontaire de grossesse.

Ces «écoutantes» appelées également, «accueillantes», «conseillères», «hôtesses», sont des autodidactes, elles deviennent professionnelles au delà des diplômes et du rang social : «On était vraiment rien du tout, on était des femmes, combien de

fois on nous a demandé «qui êtes-vous ?» Et bien on était des mères de famille, des femmes...» (12).

Elles reçoivent d'autres femmes ou couples lors de permanences, elles écoutent : elles découvrent avec consternation bien souvent, leur vécu : «Ainsi se révèlent aux hôtes, cachés derrière les démarches de contraception, l'extrême ignorance des femmes et leur malaise par rapport à leur corps, à leur sexualité, leur détresse devant les grossesses non désirées, l'ampleur de l'avortement clandestin, les difficultés de la vie quotidienne et leurs inégalités sociales» (13).

En voici une jolie illustration, au propre comme au figuré : «On a assisté là à quelque chose d'absolument extraordinaire parce qu'on faisait des petits dessins comme ça au crayon pour

(3) Simone Iff, Présidente Nationale du MFPP, entretien du 28/06/93.

(4) ma pratique au Planning de Villeurbanne et à la Chrysalide.

(5) Mauricette Ciccoli-Campana, militante à l'Association départementale du MFPP du Rhône, entretien du 1er juin 1993.

(6) Le diaphragme est un moyen de contraception mécanique utilisé par les femmes: il s'agit d'une petite coupelle creuse faite d'un caoutchouc souple entourée d'un anneau flexible et plat qui se place dans le vagin devant le col de l'utérus.

(7) MFPP «D'une révolte à une lutte : 25 ans d'histoire du Planning familial», p 105

(8) Cette même réserve, ambiguë puisque «nul n'est censé ignorer la loi», a accompagné également les lois d'objection de conscience.

(9) avant la dixième semaine de grossesse, avoir un entretien avec un conseiller, respecter un délai de réflexion de 8 jours.

(10) ma pratique au MFPP.

(11) Mauricette Ciccoli, entretien du 1er juin 1993.

(12) Simone Iff, entretien du 28/06/93.

(13) MFPP «D'une révolte à une lutte : 25 ans d'histoire du Planning familial» p 112.



expliquer le profil des organes génitaux féminins, et moi, j'ai vu une femme qui avait trois enfants, une trentaine d'années, qui était venue pour sa fille, et quand j'ai fait le petit dessin, elle a dit «Est-ce que je pourrai le garder parce que c'est la première fois que je comprends comment je suis faite» (14).

Dès lors, il est intéressant de noter le va-et-vient constant entre l'analyse de ce qui se passe sur le terrain et les propositions d'intervention, de formation, qui demandent un «ajustage» permanent. Le MFPPF développera toute une démarche éducative pour pallier à cette énorme carence de connaissances.

La pratique sera essentiellement basée sur l'écoute et sur la conviction que chaque femme est unique même si elle vit des situations semblables à d'autres, ça n'est jamais le même contexte, ni même vécu : cette pratique devient recueil d'expériences et c'est «écouter pour augmenter le savoir». (15). Il s'agit ici de l'expérience de la contraception en opposition avec la théorie.

Dès lors, puisqu'elles ont l'espace pour le faire, les femmes parlent, elles parlent de leur sexualité et les écoutantes constatent un décalage entre ce qui est vécu et ce qui est écrit ou enseigné sur la sexualité féminine. Par exemple elles parlent de la jouissance et de l'orgasme qui n'est pas si évidemment lié à la pénétration comme la théorie se plaît à le faire croire.

Grâce à ce constant aller et retour, à «l'analyse de la pratique» systématique, les conseillères se rendent compte que «l'information faite par les non-médecins» passe mieux. Problème de langage ? Problème de vécu ?

C'est aussi une simple question de rôle : «Les médecins ont un rapport à la maladie, les conseillères, un rapport à la vie» (16).

Nous retrouverons cet aspect à plusieurs reprises. Ce sera le germe de la grande crise que traversera le Planning Familial et qui aboutira en 1973, au départ des «spécialistes» : médecins,

gynécologues et sexologues. Désormais ce sont les conseillères qui interviennent dans les collèges et les lycées, ce sont elles qui forment.

Dans notre problématique sur le rapport entre les savoirs populaires et les savoirs savants, le MFPPF apporte un éclairage intéressant. Dans son travail d'analyse il s'agissait de : «prendre les savoirs savants pour les critiquer à la lumière de ce qui était dit par les gens» (17).

Cette formation est ainsi proposée : elle deviendra la base du projet pédagogique formulé en vue de l'obtention de l'agrément de conseillère conjugale, agrément délivré par les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS).

Nous pouvons en extraire les deux principes de base : «la formation n'est pas un ensemble de connaissances, celles-ci ne valent que restituées par rapport à des objectifs et à une pratique» et le «refus des spécialistes du sexe qui considèrent la sexualité comme un domaine autonome et la réduisent à un problème de savoir. Ils maintiennent ainsi les liens de dépendance, non plus au nom des principes moraux mais au nom de la science et des connaissances» (18).

Le Planning Familial remet ainsi en cause directement, l'abord scientifique de la sexualité et prend des mesures pour que l'éducation ne passe pas uniquement par la seule science.

D'autant que, comme le précise Mauricette Ciccoli, cette fameuse science n'est pas statique et «une vérité d'aujourd'hui peut être une hérésie demain». Très souvent le corps médical plaque un discours sur les femmes. Avant c'était : «Non madame, pas de pilule parce que c'est mauvais pour votre santé !» et maintenant c'est : «Eh bien madame, mais comment, vous ne prenez pas la pilule mais c'est impensable aujourd'hui, au XX<sup>e</sup> siècle de ne pas prendre la pilule» (19). Finalement : «quand le savoir est basé sur le vécu, il n'y a pas de théorie définitive»

Dès lors, la détermination individuelle reprend sa place et ses droits, avec ses échecs et ses victoires. Si «vivre c'est lutter», c'est aussi «choisir» et c'est un chemin qui demande toute une évolution des mentalités.

Ainsi donc, les centres d'informations MFPPF représentent un espace à deux dimensions de temps et de lieu qui donne aux femmes l'occasion de «se dire» : c'est un espace d'expression.

Par la diversité et le nombre de femmes accueillies, par l'analyse de la pratique, il devient un espace de conscience collective : «la répétition des témoignages, des problèmes, les amène progressivement d'une remise en cause intuitive individuelle, à une remise en cause plus organisée et plus globale» (20).

Par l'apport des savoirs qu'il permet, il est pourtant, un espace de responsabilisation.

Enfin, par le rapprochement qu'il fait entre les savoirs empiriques et les savoirs scientifiques, il devient un espace de médiation.

Pourtant par rapport à la santé des femmes, le Planning Familial se cantonne à une vision bien limitée. Il n'aborde que la fonction de reproduction. Si l'anatomie est abordée, elle ne concerne que l'appareil génital féminin et le ventre des femmes. Le mode de contraception utilisée dans les années 1950, le diaphragme, exige une bonne connaissance du corps, de son anatomie, de sa physiologie. Plus tard, avec la venue de la pilule, il n'est objectivement, plus indispensable de connaître son corps. Les femmes peuvent se contenter d'avaler la pilule sans forcément en comprendre les effets.

Quel autre mouvement pourra nous apporter cette approche globale de la santé ? C'est ce que nous verrons dans un prochain article.

Françoise DESAILLY

(14) Simone III, Présidente Nationale du MFPPF, entretien du 28/06/93.  
 (15) Simone III, entretien du 28/06/93 et Mauricette Ciccoli, entretien du 1/06/93.  
 (16) Simone III, entretien du 28/06/93.  
 (17) Simone III, entretien du 28/06/93.  
 (18) MFPPF «Projet pédagogique» p. 2.  
 (19) Mauricette Ciccoli, entretien du 1/06/93.  
 (20) MFPPF «D'une révolte à une lutte : 25 ans d'histoire du Planning familial» p. 120.

10 juin 10 juin 10 juin 10 juin

**Date limite pour retourner vos tickets et votre règlement pour participer à l'Opération Silence...**

**10 juin**

voir page 2

10 juin 10 juin 10 juin 10 juin



## BLAGUE

Lui : *J'aimerais passer mes vacances dans un endroit où je ne suis jamais allé avant.*

Elle : *La cuisine, ça te dit ?*

## ESPAGNE : DELAISSEES DU FOOTBALL

En Espagne, vous avez du foot à la télé tous les soirs sauf le vendredi. Conséquence, les femmes en ont ras-le-bol des soirées où le mari s'excite tout seul devant le petit écran. A Madrid vient de se créer l'AMAPEF, association des femmes délaissées pour cause de football. Cette association organise des soirées autour de la littérature, des expositions culturelles, des expéditions... et cela a tellement de succès que les hommes protestent ! (source : Courrier International, 10 octobre 1996)

## PANTHERES GRISES

Y'a-t-il une vie après la retraite ? Aujourd'hui la plupart des femmes à la retraite n'ont jamais travaillé, ont vécu à l'ombre d'un compagnon et se retrouvent avec l'impression de ne servir à rien une fois l'âge venu. Ancienne militante féministe, Renata Gossard a créé en France une section des «Panthers grises» comme cela existe déjà aux USA ou en Allemagne. L'association propose des ateliers «anti-rouille» où l'on apprend aussi bien à se maintenir en bonne santé qu'à se servir d'un ordinateur, les techniques d'auto-défense que la maîtrise de son corps. Il s'agit d'aller de «positif en positif» et non de négatif en négatif. Pour en savoir plus (contre enveloppe timbrée) : *Panthers grises, 3 rue Georges Ciferne, 75015 Paris.*

## CITOYENNES OBJECTRICES

Les femmes n'ont jamais été oubliées par l'armée contrairement à ce que beaucoup croient. En effet, les ordonnances de 1959, toujours en vigueur, promulguées par le général De Gaulle, prévoyait déjà : «*Les femmes peuvent être réquisitionnées, en cas de menace, sur leur lieu de travail, pour participer à la défense du pays. Elles sont dès lors considérées comme des militaires et peuvent être jugées en cas de grèves comme incitratrices à la désertion ou bien comme désertrices en cas d'abandon de travail.*» Si le mot *désertices* faisait ainsi son apparition, rien sur le possible statut d'*objectrices*. Pourtant les femmes vont devoir y regarder à deux fois avec le futur «Rendez-vous citoyen». En effet, celui-ci précise qu'en cas de refus de le faire (5 jours à se faire décortiquer par les psychologues et les médecins de l'armée), la sanction sera la suivante : «*pas d'inscription aux examens et concours soumis au contrôle de l'Etat, ou impossibilité d'accéder à un emploi faisant l'objet d'une aide publique.*» Concrètement, cela signifie l'impossibilité de passer le permis de conduire, de bénéficier d'aides publiques à l'installation (aides au logement par exemple...). Ce rendez-vous citoyen concerne les femmes nées après le 31 décembre 1984. Il ne faut pas se leurrer non plus sur la fin du service national car la loi est explicite : en cas de besoin, celui-ci pourra être rétabli du jour au lendemain. Et au delà du 1er janvier 2003, cela signifiera, égalité oblige, que les femmes se retrouveront dans les rangs comme les hommes. Alors que l'on ne sait rien du futur maintien ou non du statut d'*objecteur*, il est plus qu'urgent de prévoir également l'apparition du statut d'*objectrices*. Pour en savoir plus : *Union Pacifiste, BP 196, 75624 Paris cédex 13.*



## BELGIQUE : NORMES DANS LE PROCESSUS EDUCATIF

L'Université de paix de Namur organise du 4 au 7 juillet une session internationale d'été intitulée «Tu dois ! Pourquoi ?» dont le but est de réhabiliter les normes, limites, repères dans le processus éducatif. Programme détaillé : *Université de paix, 4, boulevard du Nord, B 5000 Namur, tél : 081 22 61 02.*

## POLYNESIE : SORTIR DU NUCLEAIRE

Afin de favoriser le rapprochement entre les associations indépendantistes polynésiennes et les groupes de la métropole, Hiti Tau vient d'ouvrir une antenne en métropole. Elle espère ainsi pouvoir animer le débat sur l'après-nucléaire dans les 130 îles autour de Moruroa, et favoriser le retour aux activités traditionnelles qui avant les essais nucléaires faisaient de ce pays un paradis. Cela passe par un partage des terres confisquées par les colons français, la dépollution de nombreux lagons pollués par les essais et par les dépôts sauvages d'ordures ménagères, le retour à une agriculture vivrière. Contact : *Hiti Tau France, c/o Laurent Ziegelmeyer, 70, avenue d'Alfortville, 94600 Choisy-le-Roi, tél : 01 48 53 14 04.*

## CHERBOURG : TRIBUNAL INCOMPETENT

Le 12 février 1996, Serge Levillayer était entré dans les arsenaux de Cherbourg pour essayer de rencontrer des responsables syndicaux et protester contre le fait qu'ils produisent des sous-marins nucléaires. Arrêté par la police militaire, il est passé une première fois en procès à Cherbourg en mai 1996 et condamné à 1000 F d'amendes pour violation de pro-

priété. Argumentant début avril devant l'illégalité des arsenaux vis-à-vis de la décision internationale de la Cour internationale de justice du 10 juillet 1996 et rappelant que la Constitution française prône le respect de la loi internationale, Serge Levillayer a été libéré de son amende, le tribunal se déclarant incompétent pour déterminer laquelle des deux lois est prioritaire...

## ORLEANS : PROCES D'OBJECTEUR DESERTEUR

Alexis a été objecteur pendant 16 mois. Au bout de ce délai, il a décidé de désertier... au lieu de faire son 17ème et dernier mois de service civil (le service est de 20 mois mais les trois derniers sont des congés). Il a choisi de se mettre en infraction pour protester contre l'obésité d'un Etat qui n'hésite pas à vendre des armes, soutient les dictatures, expulse les sans-papiers, développe la précarité, exploite les travailleurs... Pour un mois qui manque, Alexis passera en procès le 28 mai à 9 h à la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance d'Orléans. On peut le soutenir en venant au procès. Contacts :

- Comité de soutien à Alexis, c/o FA, BP 7414, 37074 Tours cédex 2.
- Comité de soutien à Alexis, c/o «Le fil du temps», BP 6403, 45064 Orléans cédex 02.

## MARSEILLE, TOULOUSE : SURSIS POUR LES REFRACTAIRES

A Marseille, Renaud Rio et Mattieu Barbaroux ont été condamnés pour insoumission, le 14 février dernier, à trois mois de prison avec sursis. Lionel Raymond, déserteur, a été condamné à dix mois de prison avec sursis. Objecteur, puis insoumis, Thomas Santini est passé en procès le 5 février dernier à Toulouse. Le tribunal a donné son verdict le 5 mars : quatre mois de prison avec sursis. Ces bonnes nouvelles devraient inciter les jeunes à refuser encore plus nombreux à faire un service militaire de toute manière en voie de disparition. Contact : *APOC, 33, rue Coustallerie, 13002 Marseille.*

# DU SEL AU CONTRAT CIVIQUE

**L**a création des LETS puis des SEL en France est LA bonne nouvelle de cette fin de siècle qui en apporte chaque jour tant de mauvaises !

Ce qui apparaît d'abord si positif dans les SEL, même si ce n'est peut-être pas leur objectif primordial, c'est qu'ils prouvent un refus de la volonté imposée maintenant au monde entier

l'oppolement des SEL témoigne d'une prise de conscience face à l'économisme qui soumet l'homme à la dictature du profit financier. La réaction des SEL est salubre en ce sens qu'elle **revalorise l'être** pour le placer **au même niveau que l'avoir**.

Mais cela ne suffit pas, il faut aller plus loin, jusqu'à mettre **l'avoir au service de l'être**.

*Les SEL, en revalorisant l'être pour le placer au même niveau que l'avoir, peuvent permettre de relancer le débat sur les alternatives aux politiques économiques actuelles... et pourquoi pas, déboucher sur un nouveau projet de société basé sur l'économie distributive.*

(1) Les SEL, systèmes d'échange local, par Éric Neyer sous la direction de B. Maris.

d'obéir à de prétendues lois incontournables, celle d'une compétitivité générale à laquelle il faut se soumettre... alors qu'elle débouche sur un état de lutte permanent, sur une guerre économique universellement meurtrière. Donc, d'abord merci aux SEL de fournir la preuve qu'on peut rejeter, ne serait-ce que localement, une idéologie tentaculaire et uniformisante qui dispose, elle, de tous les médias modernes pour empêcher les gens de penser par eux-mêmes.

Au même titre que d'autres actions (je pense aux grèves de fin 95, et tant d'autres) qui manifestent l'incertitude et la détresse, le refus de la politique réduite au cours terme et le besoin d'un avenir librement choisi, le déve-

l'idéologie imposée par le libéralisme économique a permis tous les abus à ceux qui détiennent l'argent capitaliste, car il a mis à leur disposition les moyens immenses qu'offre aujourd'hui la technologie. Les écologistes essaient bien de lutter contre les effets de ce système, mais trop souvent sans bien en analyser les causes profondes. Les SEL ouvrent un parapluie pour tenter de se protéger en partie, mais en sachant qu'ils ne sont tolérés que dans la mesure où leur développement ne menace pas cette dictature.

Notre époque, qui est celle d'une mutation sans précédent dans toute l'Histoire, a besoin d'un **projet global de civilisation** pour que les moyens qui existent aujourd'hui, et ceux du futur,

soient créés et mis en œuvre au bénéfice de tous, sans exclusion et sur décision commune.

C'est par le *Contrat Civique* qu'il est possible d'étendre l'esprit des SEL à l'ensemble des activités humaines. Sur la base de ce qu'on appelle l'*économie distributive*, ou économie des besoins, le Contrat Civique permet de mettre en route une démocratie authentique, parce qu'étendue au domaine économique et social, et ainsi de transformer le progrès accompli dans les sciences et la technologie en **véritable progrès social**.

### Les limites du SEL

Ce qu'apportent les SEL est très important sur le plan humain, parce qu'ils rompent l'anonymat véhiculé par le marché et la monnaie capitaliste, qu'ils créent des liens, des mises en commun entre membres d'une petite communauté. Mais la relance qu'ils permettent est autocentrée. Il s'agit toujours d'accords ponctuels pour quelques heures d'un travail qui reste limité au domaine de l'artisanat, accords passés souvent entre deux individus dont l'un peut donc être dupe de l'autre, même si on peut espérer, puisqu'il s'agit d'actions locales, qu'à la longue, des réputations vont se faire entre sédentaires, qu'elles seront correctes et qu'elles tiendront lieu de transparence. Il n'empêche que les activités dans lesquelles les SEL peuvent intervenir ne sont qu'une infime partie des activités économiques et qu'on ne peut espérer du développement des SEL qu'il vienne à bout des catastrophes engendrées par le système économique qui prévaut.

D'ailleurs, les SEL s'attaquent d'autant moins au système en place qu'ils ne pourraient pas vivre sans lui. Y a-t-il seulement quelques exclus du système qui vivent grâce aux SEL ?— Non, répond un mémoire de DEA (1) soutenu l'an dernier à Toulouse et qui rendait compte d'une étude faite tant en France qu'en Angleterre. Il constate même que certains SEL refusent la participation de SDF. En général, les membres des SEL tirent la majorité de leurs revenus d'un travail (un véritable emploi car un RMiste y risque son revenu) ou d'une retraite, et le SEL leur apporte un appoint auquel ils n'auraient pas accès sinon, et dont ils s'acquittent à la bonne franquette.

Les membres des SEL ont besoin des services publics, il leur faut de l'argent capitaliste pour téléphoner, s'éclairer ou acheter un billet de train. Ils peuvent refuser de se brancher sur

un ordinateur et de correspondre sur Internet, mais la plupart regardent la télévision et vont parfois au cinéma. Aucun SEL n'est équipé pour fabriquer la voiture que François Plassard prête à titre d'échange local (au fait, paie-t-il une assurance spéciale au cas où Nathalie ou Guillaume auraient à son volant un accident mortel ?), comme il le raconte dans *Silence* d'Avril. Enfin s'ils sont malades, la plupart des membres des SEL ne refusent pas un examen de laboratoire, et font au besoin appel à un chirurgien, intervention qu'aucun SEL n'est en mesure de fournir.

Les SEL ne sont pas une alternative au système économique qui nous étrangle, même dans le domaine de la culture où les échanges de savoir peuvent effectivement faire merveille. On vient d'apprendre que le ministère de la culture a diminué d'un tiers les subventions destinées à l'entretien du patrimoine ! Les entreprises hautement spécialisées qui travaillent dans ce secteur vont licencier. Et des métiers comme celui de restaurateur de vitraux, sont, du fait de la raréfaction des commandes publiques, menacés d'extinction : leur formation prend en effet une dizaine d'années et la rareté de la demande va conduire les artistes-formateurs à ne plus embaucher d'élèves ; la profession va disparaître. Comment les SEL pourraient-ils trouver les moyens d'entretenir le patrimoine ?

Même question, bien évidemment pour la recherche fondamentale. que les SEL ne peuvent pas financer alors qu'elle est de plus en plus coûteuse. Ils ne peuvent pas non plus arrêter le commerce de la drogue, ni prendre en charge une population qui vieillit, ni limiter le développement de la violence qu'engendre la misère créée par le système capitaliste.

### Préparer d'urgence l'après-salariat

Il y a urgence à avoir, comme eux, le courage d'innover, mais pour toute la société.

La fermeture de l'usine Renault de Vilvorde vient d'émouvoir l'opinion. La direction a exprimé son intention de faire de Renault le premier constructeur de voitures en Europe (mais ses concurrents aussi) et pour y parvenir, de réduire ses frais en "restructurant". Le résultat de cette politique, c'est d'une part, le dégraissage de milliers de travailleurs, ceux de Renault et de ses nombreux sous-traitants, et, d'autre part, l'augmentation immédiate, +13 %, de l'action de Renault en Bourse. C'est un constat qu'on peut faire tous les jours : la détresse des exclus



Marie-Louise Duboin

fait l'affaire des actionnaires. Et, inversement, lorsqu'on annonce aux Etats-Unis que le nombre de créations d'emplois (même précaires et mal payés) augmente, le Dow Jones s'effondre : Wall Street panique quand l'emploi semble redémarrer.

Deux conclusions. Les nouvelles techniques permettent de **produire de plus en plus et avec de moins en moins de travail humain**. La logique capitaliste agit en faveur des **intérêts du monde de la finance qui sont opposés à ceux des travailleurs**, ceux-ci sont donc exclus quand les entreprises ne peuvent plus tirer profit de leur travail.

Tous les partis politiques refusent d'admettre ces évidences. Pendant l'année qui vient, leur souci électoral va consister à prétendre, pour la Droite, qu'elle a vaincu le chômage, et pour la Gauche, qu'elle a enfin trouvé un truc pour créer des emplois. Et ces deux pré-

tentions, aussi fausses l'une que l'autre, vont continuer à dérouler le tapis devant le fascisme, qui rejette la cause du chômage sur des boucs émissaires.

La seule attitude réaliste, raisonnable et responsable, c'est de comprendre l'urgence d'organiser l'après-salariat. Puisqu'on sait maintenant produire de quoi faire vivre tout le monde sans le travail de tous, le problème à résoudre devient : comment *distribuer* le pouvoir d'acheter ces productions ?

Il faut réfléchir aux mécanismes par lesquels la dictature financière a mis la main sur la politique et remettre en cause les outils qui lui permettent cette mainmise.

C'est cette analyse qu'a faite Jacques Duboin dès les années 30 et qui l'ont amené à tracer les grandes lignes de l'économie distributive (2) qu'il n'est pas possible d'exposer ici. Rappelons seulement que dans cet

(2) Le journal mensuel *La Grande Relève* (BP 108, 78110 Le Vésinet) les reprend et les développe. On lira par exemple, si on veut approfondir ces thèses, la mise au point intitulée *La Troisième voie*, de son numéro spécial de décembre dernier.

après-salariat, la richesse produite est distribuée à l'aide d'une monnaie de consommation, non capitalisable, créée en proportion des biens et des services disponibles, une monnaie qui ne fait que gérer pour ne pas gâcher. Sur le plan humain, chacun a droit toute sa vie, à un revenu décent, qui est sa part de l'héritage commun. Mais pour faire fructifier cet héritage, l'économie distributive ouvre des possibilités d'activités diversifiées à l'infini, grâce au Contrat Civique.

### Le Contrat Civique

Le Contrat Civique est le moyen par lequel tout citoyen choisit son activité au cours de l'année à venir, la fait accepter et reconnaître par son entourage.

Grâce à ce contrat, il peut décider soit de passer l'année à étudier ou à compléter sa formation, ou de faire un voyage, ou de se perfectionner dans un domaine artistique, ou de suivre un entraînement intensif dans un sport ; soit il s'engage à participer à la production des biens d'usage, donc à occuper un emploi au sens où on l'entendait hier, dans une entreprise de production, quels que soient l'objet et la taille de cette entreprise, même artisanale et individuelle; soit il va se consacrer à un enfant, ou à un proche, ayant besoin d'une aide quasi-permanente ; soit il est décidé à prendre des responsabilités "politiques" ou de gestion dans sa commune ou à un autre niveau, selon son expérience ; soit, et c'est le plus probable, il va combiner plusieurs de ces activités, chacune à temps partiel.

Bien entendu, pour un travailleur qui a un emploi au sens actuel

du terme, si cet emploi lui convient, s'il est dans une entreprise qui marche bien, son Contrat Civique n'est qu'une formalité, dont il peut être dispensé pour continuer. Une telle prolongation peut être faite collectivement si l'ensemble du personnel d'une entreprise est d'accord., à moins que certains veuillent saisir l'occasion pour négocier une augmentation.

Il est possible à tout citoyen, en formulant son Contrat Civique, de demander un supplément à son revenu de base en faisant état, témoins ou preuves à l'appui, de son expérience, de ses capacités, de son talent, ou en mettant en avant l'utilité de son projet. Ce supplément est destiné à stimuler l'inventivité, la créativité, à développer une certaine émulation vers des activités utiles aux autres, et aussi pour valoriser l'expérience.

Dans tous les cas où un contrat débouche sur un produit mis à la disposition d'usagers, les quantités et les prix seront estimés dans la proposition (en prévoyant forcément une marge d'erreur). Si un investissement (pour l'achat de bâtiments ou de matériel) est nécessaire à ces activités, c'est dans la proposition de Contrat Civique qu'il est chiffré et l'acceptation du contrat entraîne ce financement. Enfin des clauses sont jointes pour qu'en cas d'échec, cet investissement puisse être reconverti, et qu'on n'assiste plus à ces gâchis de bâtiments et matériels abandonnés aujourd'hui par les entreprises capitalistes qui ont fait faillite.

Si le choix d'activités est si vaste c'est parce qu'il n'est pas soumis, contrairement à ce qui se passe dans l'économie de marché capitaliste, à la seule nécessité d'être financièrement rentable.

### Les moyens de s'épanouir

Mais voyons plus en détails tous les avantages qu'apporte le Contrat Civique.

Commençons par l'éducation, ce qui est déterminant. Il ne s'agit plus, dès l'enfance, de préparer un jeune à un emploi et à la compétition. L'instruction qui doit lui être offerte n'est plus destinée à faire de lui un employé bien adapté à l'entreprise qui pourra l'embaucher. Au lieu de lui mettre en tête qu'il faut qu'il soit le premier, parce que seul le meilleur a une chance et que les autres sont de dangereux rivaux à abattre, il s'agit de l'aider à trouver sa voie personnelle en lui montrant un maximum de possibilités, de lui apprendre à développer sa culture et à vivre en société. L'objectif est de faire de lui un adulte responsable, sachant faire des choix, capable de juger, de s'engager en connaissance de cause et de tenir ses engagements, sachant enfin occuper son temps et le mettre à profit, pour lui-même et pour son entourage.

Puis à 16, 18 ans ou quelques années plus tard, le futur citoyen estime qu'il est temps pour lui de présenter son premier Contrat Civique. Il peut se contenter d'accepter l'offre proposée par une entreprise existante en participant à un Contrat collectif qui, même s'il ne correspond pas à un revenu très supérieur au revenu de base, sera pour lui une expérience qui lui donnera le statut de citoyen actif. A échéance, il sera amené à présenter un nouveau Contrat, selon ses aspirations et ses talents et avec, au besoin, l'aide nécessaire, mais dès lors, en rendant compte du précédent.

Tout nouveau Contrat peut être un renouvellement, même amélioré. Mais il peut être l'occasion d'essayer tout autre chose, comme de partir en coopération à l'autre bout du monde ou d'entreprendre un voyage d'études

Si le Contrat proposé n'est pas accepté, le proposant n'est pas sans ressource, puisqu'il reçoit toujours le revenu de base. Il va donc pouvoir, sans le ressentir comme un échec, modifier sa proposition selon les suggestions qui lui auront été faites, ou la changer.

Bien sûr il faut envisager le cas où un trop grand nombre de gens décideraient de ne rien faire de productif pour la société, et donc prévoir une certaine obligation si "l'intendance" menaçait d'être compromise.

Des normes pourront alors être fixées, par exemple un minimum d'années de service dans une entreprise quelconque de production, avant

*Les Français ont innové dans les SEL en créant des marchés réguliers où l'on paie en monnaie locale*







*A la base des SEL : la redécouverte de l'entraide. Vous aidez un paysan à récolter les pommes de terre ? La pomme de terre devient une monnaie !*

tel âge, ou par tranche d'âge. Une augmentation systématique des revenus pourra être décidée dans le domaine de production à développer, au détriment des autres revenus et jusqu'à ce qu'un minimum jugé nécessaire soit produit.

Si c'est l'activité générale de production qui décline dans une région donnée, on peut la stimuler en y diminuant le revenu de base pour susciter des engagements dans la production.

S'il existe des corvées que personne ne propose d'assumer et qui sont reconnues indispensables, on fera monter les enchères en proposant des revenus élevés pour les Contrats correspondants, ou des temps de service particulièrement réduits pour un revenu fixé. On garde ainsi ce qui est bon dans le principe du marché, mais les excès actuels en sont supprimés.

Et si tout autre solution n'est pas adoptée, l'institution d'un service civique obligatoire pour toute une tranche d'âge est toujours possible. Un tel service civique est certainement à retenir pour disposer à tout moment de gens mobilisables en cas de catastrophes telles qu'un incendie, une tempête, une épidémie ou un tremblement de terre.

Et puis sortir, pour quelque temps, les jeunes de leur milieu est une expérience enrichissante.

### **Etendre la démocratie à l'économie**

On le comprend, le Contrat Civique devient le cœur de l'activité économique, car il offre le moyen de laisser à chacun la plus grande liberté possible, dans tous les domaines, mais sous réserve qu'elle ne s'oppose pas à celle des autres.

Car l'ensemble des personnes concernées par un Contrat Civique est amené à en décider dans des conseils ouverts à la participation active des citoyens. Pour des contrats d'intérêt local, sans incidence à distance, c'est l'entourage immédiat, un conseil communal, qui a cette responsabilité. Pour un contrat qui implique des productions ou des implications à l'échelle de la région, c'est suivant le principe de subsidiarité, un conseil régional, dans lequel les communes sont représentées. Les échanges entre différents niveaux, indispensables, sont définis entre CES par contrats d'échange, non plus sur une base financière, anonyme, mais sur celle d'un accord commun, public pour trouver les équilibres nécessaires.

Après avoir été largement publiée, la proposition de contrat est débattue publiquement. Les conditions doivent être réunies pour que ces conseils puissent considérer démocrati-

quement toute proposition présentée, puis l'accepter, la faire modifier ou la rejeter en précisant pour quels motifs. D'où l'importance de la décision qui établira quelle proportion de simples citoyens volontaires, de "permanents" élus, ou cooptés, prendront part aux décisions des conseils. On peut imaginer que chaque conseil s'assure, suivant les cas, de l'avis de professionnels dans le domaine d'activité concerné, par exemple de spécialistes de l'environnement, ou de l'urbanisme ou de médecins, et d'usagers, c'est-à-dire d'usagers ayant déjà eu affaire au proposant et de ceux qui seront à même d'acheter les biens ou les services qu'il fournira.

Mais la charge de ces conseils est double. Pour gérer l'activité des personnes, ils décident des contrats civiques présentés par les citoyens de leur ressort. Et en même temps, ils se basent sur les contrats civiques qu'ils ont acceptés pour gérer l'économie à l'aide des informations sur les quantités de produits et les prix prévus. La monnaie distributive étant gagée sur les biens et les services offerts aux consommateurs, ces conseils disposent en effet, naturellement, du pouvoir de créer la monnaie associée aux contrats qu'ils engagent. Autrement dit, ces conseils auxquels on peut donner le nom de Conseil économique et social (CÉS) parce qu'ils sont à la fois poli-

tiques et financiers, remplacent à la fois la mairie (ou le Conseil Régional, etc.) et la banque. Mais c'est par eux que l'activité économique résulte de décisions démocratiquement prises et devient transparente. C'est dans ces conseils dont le Contrat Civique est le rouage, que le débat politique s'étend aux décisions d'ordre économique et social. Ceci concilie l'individualisme et la responsabilité de chacun avec la prospérité de l'ensemble de la société, c'est la liberté avec en plus la démocratie authentique.

### Quelle ouverture!

Insistons brièvement sur la disparition de la monnaie capitalisable et l'importance du fait que la création monétaire est corrélée aux engagements des Contrats Civiques.

Sans nous étendre sur le pouvoir dont disposent aujourd'hui, de façon discrétionnaire, les banques et autres organismes de crédits, on sait bien que leurs décisions n'obéissent qu'à un seul critère : celui de la rentabilité financière, qui pilote ainsi, en fait, toute l'économie. L'ouverture de crédits n'est donc faite qu'à des entreprises jugées rentables, capables non seulement de rembourser, mais de verser en plus un intérêt à l'organisme "prêteur". C'est ce principe de création contre intérêt qui génère l'obligation de croissance des entreprises et ses conséquences, humaines et écologiques.

Au contraire, les débats des CES en économie distributive pourront porter sur tous les aspects d'un Contrat Civique, sur le plan humain d'abord et sur sa faisabilité technique, aussi bien que ses conséquences sur l'environnement, sur son aspect esthétique, sur sa portée éthique, son impact moral, etc.

Cela change tout. L'objectif n'est plus la croissance d'un capital. L'objectif est un optimum à définir par concertation.

Par le choix des projets, les CES orientent la production en fonction des besoins réels et des moyens disponibles. Ils peuvent même lancer, à l'essai, de nouvelles activités, et juger de leur succès auprès du public sans référence à une rentabilité financière.

En permettant de choisir son domaine d'activité, il permet à chacun de choisir son mode de vie. Et même son niveau de vie, suivant le temps et le mal qu'il est prêt à consacrer aux autres, parce qu'il est bien évident qu'il sera difficile d'obtenir 10 fois le revenu de base pour aller toute l'année à la pêche à la ligne, alors qu'un tel revenu sera peut-être accepté pour un contrat destiné à rendre un excellent service, jugé

utile, et proposé par quelqu'un qui sera apprécié pour avoir fait ses preuves. Contrairement à la situation actuelle, ni l'activité d'un individu, ni son niveau de vie, ne sont plus soumis à la nécessité de trouver un patron qui lui offre d'acheter son travail, éventuellement pour l'exploiter. On voit aussi que c'est tout le contraire de la planification de type soviétique, où c'est le Parti qui choisissait pour chacun et son activité, et son mode de vie, et son revenu.

### Pour conclure

L'actualité n'a cessé de confirmer l'analyse des faits proposée par J. Duboin : nous vivons une mutation parce que le travail humain à temps plein, a cessé d'être nécessaire à la production des biens et des services dont la population a besoin. Non seulement ceci entraîne un profond changement de l'activité humaine, la libère et lui ouvre de nouveaux horizons, mais cette mutation remet complètement en question la distribution des biens produits. Car dans le système "libéral", celui du marché capitaliste qui règne depuis environ deux siècles, la distribution des biens est assurée en même temps que la division du travail, par l'intermédiaire du salariat : l'entreprise, qui est le cœur de l'économie, met la production dans le circuit *en même temps* qu'elle répartit le pouvoir d'achat pour l'acquérir. Cela pouvait tourner, plus ou moins bien, tant que le travail de tous, si divers soit-il, pouvait être mis à profit par une entreprise rentable. Cela marchait tant bien que mal avec la mécanisation des tâches. Cela ne tourne plus depuis que la plupart des tâches sont automatisées. Cela devient catastrophique avec les découvertes relatives à l'information et à la commande.

Tant que la logique capitaliste continue à prévaloir, l'intérêt de l'entreprise étant non pas de produire des biens mais de générer des profits pour ses actionnaires, la production est définie en fonction de la seule demande solvable (quitte à aller la chercher à l'autre bout du monde) et elle est réalisée au moindre coût, donc en "dégraissant", ce qui dégage des fonds qui peuvent "fractifier" grâce à la spéculation que permettent les déréglementations financières. Et les travailleurs exclus de la production marchande sont du même coup exclus de sa consommation. Il leur restait pour vivre une certaine solidarité, organisée au niveau de l'Etat. Mais cette redistribution est remise en cause depuis que le pouvoir politique considère aussi les hommes comme des ressources au même titre que les autres, méprisables quand elles ne sont pas rentables.

Quand on n'accepte pas cette idéologie, deux attitudes sont possibles. Ou bien on admet que le progrès scientifique et technique, qui est le fruit de tant de travail acharné par des générations et des générations, n'est destiné qu'à une "élite" et on se contente de ce qu'elle laisse, on s'organise dans les abris tolérés mais on se console en exaltant la chaleur humaine du partage de la frugalité. Alors la misère va continuer à s'étendre dans un monde de plus en plus riche : le dernier rapport officiel des Nations Unies a publié un chiffre effarant : 358 personnes disposent aujourd'hui autant que 2,3 milliards d'autres ! Jusqu'à, probablement, une explosion catastrophique, incontrôlable. Imagine-t-on ce qui peut arriver quand un peuple exaspéré n'a pas de projet à opposer à une dictature, même aussi impersonnelle que celle de l'argent ?

Ou bien on refuse ce fatalisme et on cherche sur quelles nouvelles bases doit être établie l'économie dans la civilisation de l'après-salariat. Et c'est ce que nous proposons.

Les SEL nous apportent leur expérience, et elle est importante. C'est un apprentissage, au plan local et dans un domaine limité, de la démocratie économique que propose l'économie du Contrat Civique. Mais alors qu'il est possible de créer un SEL n'importe où dès qu'on est au moins deux, disons quelques uns, pour expérimenter l'économie distributive, aux implications bien plus vastes, il faudrait que toute une population puisse disposer de *tous ses* moyens, économiques et financiers. Peut-on imaginer qu'une commune décide d'essayer ? Il faut pour cela faire comprendre à ses habitants qu'ils ont tous, tout à y gagner. Continuons à l'expliquer, aux SEL, aux écologistes et à tout le monde.

Marie Louise DUBOIN

Marie-Louise DUBOIN, docteur d'Etat en sciences physiques, professeur des Universités, est directrice de la revue mensuelle de réflexion socio-économique "*La Grande Relève des hommes par la science*", fondée en 1935 par son père, Jacques DUBOIN (1878-1976), ancien ministre.

Elle est l'auteur d'un ouvrage d'économie-fiction "*Les affranchis de l'an 2000*" qui décrit ce que pourrait être la vie quotidienne en économie distributive (première édition, Syros, Paris, 1984 ; deuxième édition *Voici la clef*, Canada, 1996).

On peut se procurer cette revue et ce livre en écrivant à *La Grande Relève*, BP 108, 78110 Le Vésinet.



# NORD-SUD

## PETITES PHRASES

*«Pour le groupe humain, l'appauvrissement culturel est aussi dangereux que l'appauvrissement génétique pour un groupe animal : qu'il se situe au niveau biologique ou culturel, le monomorphisme porte en lui les mêmes périls. Depuis quelques années, on s'efforce de protéger les espèces en voie de disparition. Il faudrait protéger les cultures menacées avec le même souci, leur multiplicité constituant la richesse de l'humanité et sa garantie de survie»*

Jacques Ruffier,

«De la biologie à la culture», Ed. Flammarion, 1983.

## APRES JACQUES FOCCART

Le 17 mars, Jacques Foccart est mort. Cet homme de l'ombre, ancien responsable du SAC, armée clandestine mise en place contre l'indépendance de l'Algérie, proche de De Gaulle, est directement responsable depuis une quarantaine d'années de tous les coups tordus de la France en Afrique. Intime de Pasqua, il est directement responsable de pas moins d'un million de morts au Cameroun, au Niger, au Libéria, au Zaïre, au Rwanda... Signe des temps, ce même jour, les troupes de Laurent Désiré Kabila s'installent dans Kisanjani, une des villes riches du Zaïre. Pour la première fois, un régime soutenu par les mercenaires financés par la France, cède sous la pression populaire. La France va-t-elle enfin comprendre que le temps des colonies est fini ? Rien n'est moins sûr : le nouveau maître de la Françafrique s'appelle Fernand Wibaux et c'est lui qui dirige sur le terrain zaïrois des mercenaires venus de l'Angola, de l'Afrique du Sud, de la Serbie (avec la bénédiction de Milosevic) et de l'extrême-droite française (recruté par la société Groupe 11). (source Billet d'Afrique, avril 1997)

## GABON : RECYCLAGE CORSE

Selon Libération du 29 octobre 1996, lors des négociations entre le FLNC et le gouvernement, il a été proposé par le gouvernement d'envoyer les auteurs d'assassinats ou de braquages en Corse comme surveillants sur les plate-formes pétrolières d'Elf au Gabon ! A rapprocher des révélations de Loïc Le Floch-Prigent, ex-directeur d'Elf.

## ZAIRE : REFUGIES FANTOMES (SUITE)

C'est toujours le flou le plus total sur le nombre de réfugiés rwandais égarés dans la guerre zaïroise. Ce qui est à peu près sûr, c'est qu'environ 10 000 ont péri dans les batailles ou de faim d'après les corps retrouvés par les ONG et les services de l'ONU. 200 000 réfugiés sont toujours présents dans des camps hors de la zone d'affrontement.

## ZAIRE-RWANDA : L'ODEUR DU PETROLE

Selon des rumeurs qui circulent dans les ministères zaïrois, la guerre qui ensanglante la région des Grands lacs depuis le début des affrontements au Rwanda aurait une cause cachée : de grandes compagnies pétrolières suspecteraient la région de receler l'un des plus grands gisements de pétrole inexploités du continent. Ce seraient des compagnies américaines, implantées en Ouganda, qui favoriseraient actuellement la rébellion de Laurent-Désiré Kabila afin d'obtenir une zone sous influence américaine qui permette de réunir Ouganda et Est du Zaïre. En face, le gouvernement français finance l'armement des anciens dirigeants rwandais et des forces de Mobutu pour les mêmes raisons. (source : Sunday Times (Afrique du Sud) traduit dans Courrier International du 13 mars)

## RWANDA : DIFFICILE RETOUR A LA NORMALE

Selon une enquête de l'association «Agir ensemble pour les droits de l'homme», les dérapages sont encore fréquents au Rwanda. A plusieurs reprises des règlements de compte ont eu lieu entre militaires tutsis et anciens dirigeants hutus, certains dégenérant en massacres de civils. L'événement le plus grave a eu lieu dans la commune de Kinigi. Suite au meurtre d'un militaire, une raffe a eu lieu faisant officiellement 140 morts... mais la population locale parle de près de 1000 morts. Une nouvelle vague de représailles a eu lieu après

le meurtre d'une femme et d'une fillette tutsis. Les militaires ont abattu au moins 8 femmes, 19 enfants et 3 hommes le 2 avril. D'autres rumeurs font état de massacres à Mutura (150 personnes ?), Kigombe, Mukingo, Nyakinama... Le retour des réfugiés ne se fait donc pas sans mal et le gouvernement actuel semble couvrir les exactions de l'armée puisque lorsque le préfet de Ruhengeri a condamné ces crimes, il a été suspendu de ses fonctions.

Pour en savoir plus : *Agir ensemble pour les droits de l'homme*, 31 cours Emile Zola, 69100 Villeurbanne.

## BIRMANIE : LE WWF PREFERE LES RHINOCEROS

Dans un article fort documenté, la revue britannique *Guardian* du 30 mars 1997 présente les relations d'un certain nombre d'organisations de protection de la nature avec la dictature qui règne sur le pays. Trois associations britanniques ont participé à la mise en place de projets : The Wildlife conservation society (WCS, présent dans 52 pays) et The Smithsonian Institution. Le pire est à mettre à l'ordre du WWF, World Wildlife Fund (fonds mondial pour la nature) (encore eux !) qui a carrément organisé une conférence à Rangoon en février dernier sur la protection de la nature. Le quotidien britannique révèle que la section britannique du WWF a donné 15 000 F pour l'organisation de cette conférence qui portait sur la possibilité de créer une réserve naturelle dans le pays. Un représentant du SLORC (nom de la junte au pouvoir) a reconnu qu'un dialogue avec le WWF était en cours.

L'un des responsables du WCS répond au quotidien qu'il n'a aucun pouvoir pour faire cesser les déportations, tueries et torture. L'un de Smithsonian reconnaît que c'est désagréable de travailler avec un tel régime mais que la conservation de la nature nécessite qu'ils soient sur place. Quant au responsable du WWF britannique, il déclare : *«quelquefois nous sommes obligés de négocier avec des régimes peu sympathiques mais nous devons peser le pour et le contre : est-ce que le bénéfice de la conservation de la nature mérite le risque d'être considéré comme partisans de tels régimes»*. Rappelons que cette affaire intervient en plein boycott international de la Birmanie, ce qui fait titrer au quotidien anglais : *«Sauvez les rhinos, mais tuez le peuple»*.





# LIVRES



## TOUT EST RELATIF, PEUT-ÊTRE

de six auteurs  
Ed. ACL  
(BP 1186, 69202 Lyon cédex 01)  
1997 - 128 p. - 50 F

Existe-t-il des valeurs universelles ? La croyance en ces valeurs ne sont-elles pas la source de l'occidentalisation du monde, c'est-à-dire de la domination des cultures par celle des multinationales ? Six auteurs, de tendance libertaire, propose des approches différentes de la question. Si le livre n'est pas facile à aborder, c'est essentiellement suite au choix de l'ordre des textes par l'éditeur : il a commencé par les plus difficiles. Le premier, écrit par **Eduardo Colombo**, psychanalyste, lance des pistes montrant que les concepts de liberté et d'égalité ne sont pas forcément universels. **Tomas Ibanez**, sociologue, pose la question de la relativité de notre pensée : sommes-nous sûrs de quelque chose ? Certains faits existent, mais la façon de les observer, de les décrire et d'en tirer des conséquences n'est pas neutre. **John Clark**, philosophe américain connu de nos lecteurs, s'interroge sur la vision de l'homme vis-à-vis de la nature et sur les relations dialectiques entre les deux. Il renvoie dos à dos les absolus de l'anthropocentrisme et de l'écologie profonde, prônant une vision relative des choses qui constitue notre culture. **Elisabetta Do-**

nini a produit le texte que je trouve le plus intéressant. Elle analyse comment la croyance aux sciences justes conduit à trancher dans le vif entre ce qui est vrai ou faux et à hiérarchiser la société. Dans ce contexte, elle analyse les rapports homme-femme en dénonçant la reconnaissance du «droit à la différence» comme une sorte de charité du dominant sur la dominée. C'est ce même processus qui se retrouve dans l'aide au développement et qui détruit les cultures des peuples du monde entier. **Emanuele Amodio** s'interroge sur son métier d'anthropologue : la façon d'observer ne modifie-t-elle pas déjà la réalité des choses ? Existe-t-il une anthropologie capable de ne pas détruire ce qu'elle observe ? Enfin, **Verona Stolke** s'intéresse au racisme et au rejet des immigrés pour montrer comment la certitude de l'existence d'un Etat-nation conduit «naturellement» au rejet de l'autre qui, précisément, n'a comme solution que de se faire «naturaliser». Le capitalisme et la société hiérarchisée favorise la croissance des politiques de rejets de l'autre. A lire doucement. MB.

## LES GRAINES DU JARDIN

de Jérôme Goust  
Ed. Nathan  
1997 - 160 p. - 129 F

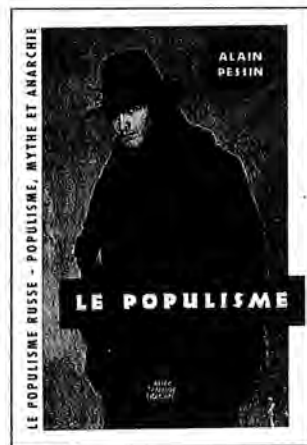
Passé de producteur local de plantes cultivées biologiquement à journaliste, l'auteur partage dorénavant les connaissances et l'expérience de sa passion avec le grand public. Ce livre unique sur les graines y expose toutes les étapes de leur production. N'y manque ni la réglementation, ni le lexique, ni le riche carnet d'adresses de tous ceux qui contribuent au maintien de la biodiversité et des végétaux rares/oubliés ou en voie d'extinction. Un mauvais point toutefois : richement illustré sur papier



blanc glacé et protégé par une couverture en plastique (PVC ?), si le contenu du livre milite pour une culture biologique sans polluants, le contenant s'avère, lui, particulièrement polluant pour le même environnement. De l'indifférence des éditeurs par rapport au contenu de ce qu'ils éditent. Perlino.

**LE POPULISME**  
Populisme russe, populisme, mythe et anarchie  
d'Alain Pessin  
Ed. ACL (Lyon)  
1997 - 52 p. - 35 F

L'origine du populisme est à chercher du côté des mouvements intellectuels russes du XIXe siècle qui cherchaient à promouvoir la «connaissance» du peuple comme base d'une politique contre le tsarisme de l'époque. Ce populisme a donné naissance aux nihilistes dont la devise était que «tout ce qui peut être anéanti (aux niveaux des structures) doit l'être». Il s'agissait donc d'un mouvement contre les délégations de pouvoir et donc source de l'anarchisme. Quel rapport y-a-t-il entre ce populisme et celui d'aujourd'hui que l'on retrouve chez un Eltsine, un Le Pen ou un Tapie ? «La pensée du peuple, c'était l'hypothèse que quel-



que chose était à rejoindre, et que des cheminements divers, ceux de la jeunesse lettrée et ceux de la masse pour l'instant informe, finiraient par se rencontrer au point d'inventer une vie nouvelle. Rien de tel chez les «populistes» modernes. Le peuple n'est pas pour eux un chemin de connaissance, surtout pas de cette connaissance aventureuse et forte qui donne du sens à la vie (...) Ces «populistes» modernes (...) auraient mieux fait de conserver leur vieux nom, toujours valide, celui de «démagogues» (p.51). Si l'auteur retrace l'histoire du populisme russe en détail, on regrettera la brièveté de l'analyse contemporaine pourtant très bien amorcée. MB.



## LE HASARD ET LA NECESSITE

Comment je suis devenu libertaire  
Ed. du Monde libertaire (Paris)  
Ed. Alternative libertaire (Bruxelles)  
1997 - 96 p. - 40 FF ou 250 FB

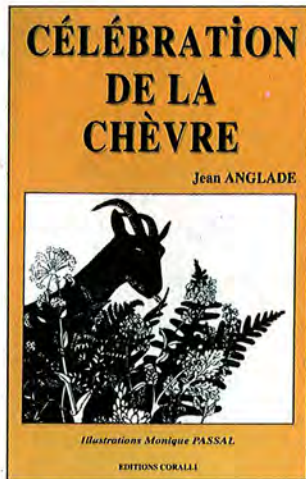
Qui sont les anarchistes d'aujourd'hui ? Idée simple : demander à quelques uns comment ils en sont arrivés à ce choix politique. Une trentaine répondent : enfants de réfugiés espagnols, révolte contre les parents stalinien ou bourgeois, hasard des rencontres, l'exercice était dangereux, mais les libertaires ont le mérite de savoir écrire avec leurs tripes et cela rend le livre tout à fait agréable à lire. Un exemple parmi d'autres : «le mouvement anti-nucléaire et écologique semblait promis à autre chose que ce qu'il est devenu. J'en étais. J'étais dans des combats où se retrouvaient les anars, je les ai bien aimés : en ce temps-là, ils faisaient la fête, l'amour et beaucoup de fautes d'orthographe. Et ils riaient. Les fautes d'orthographe ont

sensiblement diminué. Est-ce un signe ? Reste qu'aujourd'hui, c'est avec mes compains libertaires que je continue à pouvoir dire ce que je pense et ce que je sens». Autant pour nous. MB.

## CELEBRATION DE LA CHEVRE

de Jean Anglade  
Editions Coraili (63350 Luzillat)  
1997 - 64 p. - 60 F

Alors que les amateurs de lait de chèvre se multiplient, la production est en chute. Comment pourrait-on oublier cet animal dont la psychologie est à part dans la multitude des animaux ? L'auteur, avec un humour toujours présent, nous rappelle l'importance de la chèvre dans notre culture (avec l'impressionnante liste des mots dérivés du mot chèvre : caprice, cabriole, crevette, devenir chèvre, bouc émissaire, chevron,



Capri, Chabrol, Chevreuse...), dans la religion, dans notre alimentation (avec le tour des fromages), dans la musique (la cabrette, sorte de cornemuse), dans notre littérature... Ça s'adresse aussi bien aux adultes qu'aux enfants. FV.

## LES DESSOUS DE LA POLITIQUE DE L'ONCLE SAM

de Noam Chomsky  
Coédition Ecosociété (Québec),  
EPO (Belgique), Temps des Cerises (France)  
1996 - 132 p. - 70 F

Voici un petit livre bien tonique. Dans le dernier chapitre, Noam Chomsky, enseignant aux USA, explique la nécessité de la dissidence afin de contrer le discours de la voix unique, la nécessité de chercher dans l'information officielle ce qui gêne, ce qui révèle le principe universel de nos dirigeants : piller les pauvres pour enrichir les riches. Et c'est précisément ce qu'il fait dans ce livre en montrant comment les USA ont toujours pratiqué



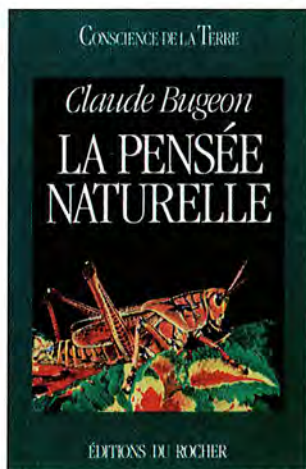
le double langage et les interventions militaires dans un seul but : se maintenir par dessus tout le monde. L'auteur nous présente, à coup de documents officiels un tour d'horizon des activités du «gendarme du monde». Nous ne citerons qu'une comparaison :

quand l'Indonésie, dont le gouvernement a été mis en place par la Maison Blanche, envahit le Timor Oriental y massacrant un quart de la population, ce gouvernement bénéficie d'un silence généralisé des médias et d'un sabotage des activités de l'ONU par les diplomates américains. Quand, par contre, Saddam Hussein fait 100 fois moins au Koweït, les Etats-Unis profitent de l'effondrement de l'URSS pour pousser l'ONU à intervenir et provoquer la guerre du Golfe... même si l'Irak était prête à négocier par la voie diplomatique. D'un style limpide et efficace (notamment en écrivant «nous» pour le «peuple américain»), tout ce qu'il faut pour détruire le mythe du rêve américain. MB.

## LA PENSÉE NATURELLE

de Claude Bugeon  
Ed. du Rocher  
1996 - 180 p. - 98 F

Existe-t-il une conscience animale et végétale ? Ce livre pose clairement la question du mépris de l'homme pour la nature, comme s'il était le seul être pensant au monde. Dans un carré de 30 cm de côté d'un sol forestier, on dénombre en moyenne 865 acariens, 265 collemboles, 22 myriapodes, 19 coléoptères, une douzaine d'autres espèces ou familles, au moins deux milliards de bactéries et des millions de champignons protozoaires. Dans une prairie, il y a 70 000 individus au mètre carré. Vouloir prétendre que l'homme est au sommet de ce monde animal et végétal est donc un peu prétentieux. Dans son immense manque de savoir, l'homme n'a fait qu'appauvrir son environnement pour essayer de simplifier la vie : des 3600 variétés de pommes connues au début du XXe siècle, 4 constituent aujourd'hui 90 % du marché. De simplification en simplification, l'homme en arrive à nier que la multitude de ses voisins ont aussi une forme d'organisation sociale qui nous échappe presque totalement. L'auteur présente donc les connaissances sociologiques de quelques animaux de notre voisinage : de l'abeille au singe, puis de quelques plantes : de l'acacia au Yucca. Quelle est leur conscience, comment les espèces évoluent-elles ? L'auteur ne donne pas de réponse définitive : il offre à l'observation. Il reconnaît même que l'on peut mettre tout cela sous la croyance facile en un Dieu, ce qui évite de chercher des explications. A faire lire aux rationalistes pour leur rappeler que l'homme est un animal qui gagnerait à être plus modeste dans ce vaste monde. FV.



## NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

**JOURNAL D'UN SANS PAPIER**  
de Mamady Sané  
Ed. Le Temps des Cerises  
1996 - 122 p. - 70 F

De la décision de venir en France à la reprise de la lutte après l'évacuation de l'église Saint-Bernard, l'auteur décrit ce qu'il ressent et ce qu'il voit. Un témoignage de l'intérieur qui montre comment on en arrive tout doucement à haïr ce gouvernement aux relents racistes. Un témoignage qui se lit d'une traite.

**EDUQUER A L'ENVIRONNEMENT**  
du Réseau Ecole et Nature  
Ed. L'Harmattan  
1996 - 190 p. - 120 F

Le problème de tout document écrit par une association sur son activité, c'est que cela manque de recul. Jamais la question ne se pose de savoir s'il faut vraiment éduquer à l'environnement. Peut-être serait-il plus facile de ne pas enseigner aux enfants des doctrines qui poussent à la destruction de la nature (que ce soit à travers l'école ou par la transmission des traditions parentales). Le livre intéressera donc seulement les animateurs qui veulent ajouter l'environnement à leurs activités.

**VIVRE LA COMMUNICATION**  
de Colette Bizouard  
Ed. Chronique Sociale (Lyon)  
1997 - 152 p. - 98 F

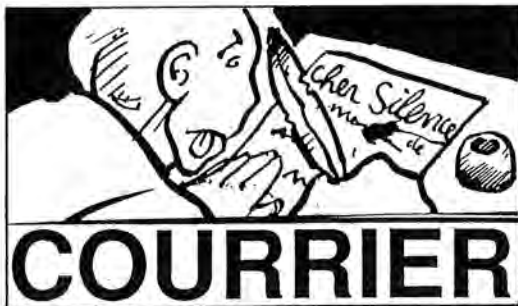
Comment communique-t-on ? De multiples manières et pas toujours de manière efficace. Et pourtant, entre la timidité, l'agressivité, la manipulation, peut-on communiquer de manière partagée, avec une vraie écoute et des échanges ? Le livre décrypte les langages de la communication, les obstacles et les moyens de les résoudre. Un classique.

**LA SYNERGIE DANS L'ENTREPRISE de la mythologie à la sophrologie**  
de Claude et Monique Amsellem  
Ed. Le Souffle d'Or  
1996 - 180 p. - 85 F

Pourquoi ne pas récupérer les idées alternatives pour améliorer le fonctionnement des entreprises... sans jamais se poser de questions sur les structures hiérarchiques. Comment entuber les salariés. Berk.

**ILS ONT CHOISI LA CAMPAGNE**  
sous la direction de Bernard Kayser  
Ed. de l'Aube  
1996 - 200 p.

Ceux qui s'attendraient à trouver ici un itinéraire pour «choisir la campagne» et quitter la ville se tromperaient de livre. Il s'agit ici d'une compilation de données économiques et sociologiques diverses sur le monde rural. C'est évidemment bourré de chiffres. Cela démonte quelques idées reçues (rares sont les campagnes qui se dépeuplent), mais cela reste au niveau des statistiques et l'individu n'est jamais qu'un nombre perdu dans les méandres de l'INSEE. Ça se lit bien, mais ça reste technocratique.



## SEPT MILLIARDS (SUITE)

Daniel, dans Silence de mars, tu réalises avec raison le montant du PIB français, et les goinfreries boursières, au discours des manipulateurs de la politique et des affaires, et aussi à la paupérisation massive qu'ils ont planifiée avec — il est vrai — l'assentiment électoral et militant de la plupart des citoyens «décitoyennisés». Les amis de Silence ont fort justement relativisé «la richesse de la France», sur laquelle tu basais ton propos, à l'exploitation et à la destruction forcées de la plupart des peuples et des écosystèmes dont elle se nourrit. Je voudrais encore relativiser à la vacuité du PIB et des autres calculs de l'économie officielle. Il y a bien longtemps que l'on dénonce cette réduction caricaturale qui se baptise «économie» et qui ne tient aucun compte de la seule économie qui vaille : l'économie du vivant. L'exemple même de l'absurdité de la «science économique» est donné par le calcul du PIB qui est un bilan sans passif. Les productions y entrent toutes dans la colonne «actif», toutes sauf les productions non commercialisées qui constituent pourtant l'essentiel de la vraie richesse d'une population et d'un écosystème ; toutes les productions, y compris les productions d'ordures, de pollutions, de destructions, de mort. Ainsi, quand 8000 personnes s'explodent chaque année sur les routes françaises, quand l'air empoisonné par les bagnoles nous ruine la santé ou nous envoie ad patres, quand 13 000 Français réussissent leur suicide... le coût des soins et des cercueils fait frémir d'aise le PIB. Quand on claque une centaine de milliards dans l'armement,

d'autres centaines dans des TGV cinquante ou soixante fois plus chers que les trains pendulaires (qui ne dévasteraient pas les campagnes), et dans le délire autoroutier... le PIB grimpe sur un petit nuage. Quand on programme la ruine de la paysannerie et de toutes les communautés rurales, quand on supprime un kilomètre de haies et de talus pour chaque kilomètre carré français (14 fois la circonférence de la Terre), quand on ruine les sols, quand on vend des aliments impropres à la consommation, quand on vend du sang ou des farines contaminées... le PIB saute au plafond. Quand on ferme les usines ici pour faire des «parcs industriels» dans les plus riches écosystèmes de la planète en réduisant les autochtones en esclavage ou en les jetant dans des bidonvilles... le PIB prend son pied. Quand, dans chacun de ces quelques exemples et dans une infinité d'autres, la production de chacun et de tous est drainée vers les poches des spéculateurs, des escrocs, le PIB n'en peut plus de bonheur. Et quand, pour supporter toute cette connerie et survivre au spectacle de leur impuissance, les Français écrasent les records mondiaux de consommation de tranquillisants, que fait le PIB ? 7000 milliards de francs... mais de quoi ? Quelle est la part du passif ? Ne serait-elle pas plus importante que celle de l'actif ? Et la «croissance»... ne serait-elle pas négative, la «croissance» ? Et la richesse, Daniel, ne serait-elle pas en train d'être dilapidée par les productions du nuisible ?

Alain-Claude GALTÉ  
Paris

## GUY KONOPNICKI

Dans le Silence d'avril, j'ai lu une brève relative au journaliste parisien Guy Konopnicki qui s'est engagé chez les Verts après avoir publié dans Globe un article intitulé «33 raisons de ne pas voter Vert». Je tiens donc à vous signaler quelques informations supplémentaires concernant cet écologiste de la dernière heure. Dans les colonnes de «Elle» (21 octobre 96) et de VSD (n°1016), il a fait l'apologie des grands barrages sur la Loire alors que ce programme est combattu par les Verts... dont Konopnicki fait partie. (...) Guy Konopnicki a publié un livre intitulé «Eloge de la fourrure» dans lequel il prétend dénoncer les fanatiques de la protection animale (Seuil, 1995). Hélas, les dérapages des fanatiques et le fanatisme de Konopnicki lui-même sont aussi odieux que ceux de BB, tant il est vrai que les extrêmes finissent toujours par

se rejoindre. Ainsi, sous prétexte de défendre les droits légitimes des chasseurs esquimos, il passe largement sous silence les abus criant de la chasse en France et cherche même à réhabiliter la destruction des carnivores sol-dans nuisibles. Il tient le même discours dans la presse (voir en particulier Paris-Match du 21 décembre 1995). Malgré l'essor du tourisme nature, Konopnicki soutient que seule la chasse permet de valoriser la faune, ce qui revient à reprendre l'une des thèses du CPNT, chasse-pêche-nature-tradition. Konopnicki assimile les défenseurs de la faune à certains extrémistes et les qualifie de «racistes», de «nazis», de «fascistes»... Excusez du peu ! (...) Qu'en pense Dominique Voynet qui se vante de soutenir le Rassemblement des opposants à la chasse ?

Jean-Claude COURBIS  
Savoie

## INCOHERENCES DU VEGETARISME

L'article paru dans le n°214 nécessite quelques mises au point. S'il est indéniable qu'une moindre consommation de viande est favorable à la santé, il faut ajouter et préciser qu'un régime néo-végétarien entraîne un comportement plus calme et une certaine clarté de l'esprit. Ceci dit, équilibrer un régime sans chair animale relève d'un vrai casse-tête diététique et d'autres chercheurs ont affirmé que consommer un peu de viande est un moyen simple de ne pas risquer de carences (voir les travaux du Docteur Kousmine).

La recherche d'une meilleure alimentation est un terrain glissant qui met en évidence la présence d'écoles sectaires, de dérives et croyances. La sagesse nous indique que, pour être en bonne santé, il faut manger de tout, un peu, car l'homme est un omnivore. Par exemple, refuser la viande pour se gaver d'œufs ou de produits laitiers sous prétexte d'équilibre protéique est très mauvais pour la santé (voir le livre du Docteur Le Berre «Le lait serait-il une vache-rôle ?»). Même chose pour les céréales, aliment de base des végétariens : elles seraient encrassantes pour l'organisme et donneraient un sang épais...

S'il faut 16 protéines végétales pour faire une protéine de bœuf, la nature est bien faite, car derrière ce gaspillage apparent, les 16 protéines végétales sont de l'herbe — pour ce qui est du vrai bœuf — et l'homme ne peut pas consommer l'herbe qui est la seule culture possible sur une grande partie du territoire. Par contre, les poulets qui consomment des céréales, aliment aussi utilisable par l'homme, sont ceux qui ont le moins mauvais rendement : 4 protéines végétales pour une protéine animale.

Mais le plus important, c'est que l'animal d'élevage est indispensable à l'agriculture durable ici et dans le tiers-monde. La base de l'agriculture biologique, c'est d'inclure dans la rotation des cultures, une part de prairies à base de légumineuses (trèfle...) pour éviter les mauvaises herbes, fertiliser et reposer la terre. Le seul moyen de valoriser ces prairies est d'élever des ruminants. Deuxième pilier de la bio, la présence de fumier (ou compost) pour fertiliser les terres, car les déjections animales sont d'abord une source d'engrais avant d'être une source de pollution dans les systèmes hors-sol. Donc sans élevage, il est impossible de cultiver des céréales bio. Les végétariens «purs et durs» (ou

végétaristes ?) ne sont pas bavards sur le devenir des fermes d'élevage et sur l'occupation du territoire qu'ils envisagent. Imaginons différents scénarios :

- faut-il élever des animaux pour les laisser mourir de leur mort naturelle ? Inconcevable, impossible économiquement.

- faut-il limiter la reproduction des animaux et conserver quelques exemplaires dans des écomusées ? Dans ce cas, ce sont environ 500 000 éleveurs qui iraient grossir les rangs des chômeurs et migreraient vers les villes.

- faut-il reconverter les prairies en cultures ? Cultures qui seraient alors conduites à grand renfort de pesticides. De plus, imagine-t-on le bocage normand transformé en Beauce ? L'Auvergne aplanie, remembrée, drainée... Les prairies sont pourtant un élément fondamental de notre paysage et de notre patrimoine naturel.

(...) On peut aussi élargir le débat à un autre monde vivant, celui des végétaux. Les études nous montrent que les plantes pourraient également sentir de la souffrance, du bien-être ou d'autres sentiments. Que penser alors de celui qui abat un arbre pour construire sa maison ou se chauffer ?

Le végétarisme est un mot en «isme», suffixe qui caractérise l'excès, la doctrine. D'ailleurs A. Méry jette au panier des alternatives (l'agriculture bio, les contrôles et limitation d'élevage) qu'il appelle des «moyens d'étouffer les incendies que l'on ne cesse d'allumer» pour voir le végétarisme comme la solution à tous les maux. Ceci est très dangereux. Nous en savons quelque chose, en Bretagne, nous qui luttons contre l'élevage industriel, aux effets catastrophiques.

En conclusion, je dirais que la viande est un aliment nécessaire dont il ne faut pas abuser. Il est surtout nécessaire pour les individus en croissance ou qui travaillent physiquement. Le végétarisme «pur et dur» relève de la naïveté ou du sectarisme. Il manque singulièrement d'approche globale.

Michel BOBON  
Ile-et-Vilaine

Silence : nous ne voyons pas en quoi le végétarisme menace l'agriculture biologique. Les prairies, bénéfiques aux rotations, peuvent, par exemple, être exploitées par les techniques de biomasse qui permettent la production de gaz (énergie) et de compost (qui remplace alors le fumier). Cela maintient les paysages et valorise les emplois.

## HEPATITE B

J'ai été très surpris de vous voir honorer les médecins scolaires de l'Académie de Grenoble. Le papier rapporté par ma fille en 6<sup>e</sup> était on ne peut plus dégueulasse et visait à culpabiliser les parents qui n'accepteraient pas cette vaccination «indispensable et sans aucun risque, très importante pour éradiquer cette affreuse maladie». Parmi les farouches promoteurs de ce vaccin, on peut citer la

MGEN, mutuelle générale de l'éducation nationale, qui dans un récent article ose s'étonner que seulement 30 % des nourrissons soient vaccinés. Les parents et les médecins ne le voulant pas...

Vacciner des nourrissons pour une maladie sexuellement transmissible ! Où va la connerie humaine ?

Jacques RICHEL  
Savoie

# IMMIGRATION, CHOMAGE, MISERE

Le problème de l'immigration n'a pas fini de faire couler de l'encre. Et du sang. Les deux sont liés, mutuellement, mais pas indissolublement ; c'est toujours en élargissant le cadre dans lequel évoluent nos pensées que l'on s'approche de la réalité vraie.

Or il me semble qu'aussi bien ceux qui rejettent les immigrés comme indésirables que leurs redresseurs de torts sont, hélas, enfermés dans une prison un peu trop étrangement hexagonale. Il ne me paraît pas possible de parler sérieusement d'immigration sans considérer le phénomène dans un ensemble plus grand qui est la dimension de pensée correcte à notre époque, pour n'importe quel sujet : la dimension planétaire.

Dans ce cadre de pensée, essentiellement celui des écologistes, il semble que ce qui paraissait contradictoire devient complémentaire et que la nature, considérée dans cette dimension, nous offre la solution de tous nos problèmes humains et sociaux, par sa propre réalité.

Les arbres qui prospèrent dans la forêt tropicale ne sont pas les mêmes que ceux qui prospèrent au Canada ou en France, car la situation géographique fait le climat, celui-ci la nature du sol, et que ces trois éléments, en étant différents, génèrent des produits également différents.

Pour les mêmes raisons, les êtres humains qui prospèrent dans ces différentes régions ne sont pas non plus les mêmes. Ce qui ne signifie pas plus que les uns soient supérieurs aux autres qu'une espèce d'arbre à une autre, mais seulement différents. Il est tout aussi absurde de nier l'existence de races humaines différentes que celle de races d'arbres différentes.

Les humains sont aussi des arbres de vie et ils la puisent, tout comme les autres arbres, dans leur environnement naturel.

Il n'est pas gratuit de transplanter un baobab au Canada ou en France. Son acclimatation ne réussit pas fatalement et, pour réussir un certain nombre d'exigences doivent être remplies, un certain nombre de soins spécifiques apportés, qui ne sont pas habituels, à défaut desquels le baobab dépérit et meurt.

Si la transplantation réussit, c'est la victoire, et le baobab apporte à sa terre d'accueil une nouvelle richesse inconnue jusqu'alors. Sinon, ce n'est qu'un objet d'encombrement et de soucis qui finit par dépérir, se dénaturer, se décomposer.

Or, il y a deux sortes d'immigrés, ceux qui ont choisi de changer de sol volontairement pour découvrir d'autres lieux. Ceux-là sont riches d'une richesse intérieure faite d'esprit de découverte, d'aventure et de créativité d'eux-mêmes. Ce sont des artistes, des poètes, des créateurs. Ils ont toutes les chances de puiser dans leur nouveau sol de nouvelles richesses et leur épanouissement parce qu'ils s'enrichissent d'eux-mêmes.

Et puis il y a les immigrés par force. Ceux qui émigrent par pauvreté, parce qu'ils ne trouvent plus dans leur sol d'origine les substances vitales qui leur sont nécessaires.

Ceux-là sont comme des fourmis perdues dans la nature parce qu'un passant a donné un coup de pied dans la fourmière et l'a

détruite. Ceux-là cherchent vainement à créer une nouvelle fourmière ailleurs. Mais il n'y a pas d'ailleurs. Partout d'autres fourmis occupent déjà le sol et, si elles sont volontiers prêtes à accueillir des hôtes qui leur apportent une nouvelle richesse, elles ne tolèrent pas ceux qui viennent pour partager la leur.

Nous sommes hélas, comme ces fourmis. Mais nous sommes aussi ce passant indifférent qui, d'un coup de pied maladroît, détruit la fourmière.

Ce coup de pied maladroît, nous le donnons et le redonnons sans cesse, depuis des siècles, dans toutes les fourmières qui nous environnent.

C'est l'histoire de la colonisation ; elle se perpétue sous une autre forme en dépit des belles paroles de liberté, d'égalité, de fraternité. Oui, il y a de véritables problèmes d'immigration.

Oui, il y a une immigration enrichissante et une immigration ruinieuse, que certains ne tolèrent pas. Mais il n'y a pas trente-six solutions.

Cessons de détruire les fourmières et essayons de les reconstruire par des échanges honnêtes. En attendant, acceptons de payer les pots que nous avons cassés.

La morale et l'honneur l'exigent. Quant à l'honnêteté, elle exige que ce qui a coûté une heure de vie, dans n'importe quelle partie du monde, soit échangé contre ce qui a coûté une heure de vie dans n'importe quelle autre partie du monde.

Là est seulement la base des échanges honnêtes car rien de ce qui est dans la nature n'appartient à l'Homme, hormis sa propre vie.

Ne parlons pas d'argent, la vie n'a pas de prix. Elle a une valeur inestimable, exactement la même d'un bout du monde à l'autre.

Sommes-nous prêts à établir tous nos échanges, dans toutes les parties du monde, sur cette base honnête ?

Si oui, soyons certains que, bientôt, s'épanouira sur le monde une fleur de paix, d'harmonie et de joie. L'immigration de la misère et le chômage ne seront plus qu'un souvenir des temps préhistoriques où les humains, n'ayant pas encore réussi à s'élever au-dessus des animaux, se disputaient les uns les autres des territoires et des richesses naturelles que Dieu fit pour tous.

Si nous ne sommes pas prêts à cela, alors ne parlons plus d'écologie, de justice ni de paix. Rentrons sous terre comme de simples « vers » de terre et préparons-nous à disparaître dans les affres de l'agonie nucléaire de l'espèce humaine.

Car les temps sont venus de l'âge adulte ou du suicide, où quiconque vend ou achète la vie n'est pas digne de vivre. Pour cela, j'aimerais entrer en contact avec d'autres personnes intéressées pour réfléchir sur des possibilités d'échanges internationaux non monétaires visant à développer une société humaine et solidaire.

Emile VAISSAIRE  
7, mas de la Marquisanne  
83220 Le Pradet.

# BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

## anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement
- Forêts tropicales. Indonésie, Argent et pouvoir ..... 20 F
- 165 Yougoslavie
- Semences de la famine. GATT. Elections et écoles ..... 20 F
- 169 Délocalisation, chômage, solidarité
- Ambiance bois. Reconversion usines armement ..... 20 F
- 170 Racisme et environnement
- Péniche pour la paix. Bio-Lopin. Logiques sociales ..... 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir
- Feuille d'érable Palestine-Israël. Dérive technologique 20 F
- 173 Yougoslavie : ingérence méchante
- Déchets toxiques. Développement et aide. Malville ..... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire
- Arsenic. Barrages nucléaires. Réduction ou ouverture (1) 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe !
- Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2) ..... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant
- Transports suisses ! Réduction et ouverture (3) ..... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ?
- Déchets. AC ! Vuile. Développement durable ..... 20 F
- 178 Comment démitariser ?
- Reconversion armement. Inesté. Malville. Mac-do ..... 20 F
- 181 Energies douces au Sud (1)
- Malville. Pub dans boîtes aux lettres ..... 23 F
- 182 Energies douces au Sud (2)
- Artisans du Monde. Ville-monde et inertie sécuritaire 23 F
- 183 Les centres écologiques
- Écologisme ? Bazar sans frontières. Valeur du travail 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- Israël. Asie. Marcher. Société informatique-policrière ..... 23 F
- 187 Prolifération nucléaire (1).
- Israël. Asie. Marcher. Société informatique-policrière ..... 23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2)
- Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F
- 189 Autonomie toujours
- Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F
- 190 Nicaragua face au marché mondial
- Brennelis. Malville. Retraite et chômage ..... 23 F
- 191 Santé et autonomie (1)
- Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grünen ..... 23 F
- 195 Stop Essais
- Campagne contre reprise. Israël : Vanunu. Somport ..... 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône
- A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1)
- La Hague. Grünen et non-violence. Amiante. Salsigne 23 F
- 198 Ni décharges, ni incinérateurs
- Lobby des transports. Défense par actions civiles (2) 23 F
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- Turquie sanglante. Santé et autonomie (5) ..... 35 F
- 201 Marée noire sur droits de l'homme
- Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat 23 F
- 202 Soyons Réseau-nables
- Maiform. Primavera. L'Impatienc. Cuiséur solaire ..... 23 F
- 203 Sortir du nucléaire
- Sites. Déchets. Tchernobyl. Economies. Renouvelables 23 F
- 204 G7 : l'argent d'abord
- Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail 23 F
- 205 Radios actives
- Mérieux et le G7. Solaire au Népal. Bouteilles plastiques. Médias face au mouvement social ..... 23 F
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- Yache folle. Presse différente. Antinucléaires allemands. Internet. Santé et autonomie (7). Femmes et travail ..... 35 F
- 208 Pour des villes sans voitures
- Exportation d'électricité. Tchernobyl n'a pas suffi ? Vallée d'Aspe. Bilan du Contre-G7 ..... 25 F
- 211 L'équivoque humanitaire
- Superphénix et emplois. SEL et informel. Tibet. Yache folle. Expériences génétiques ..... 25 F
- 212-213 Ecologisme et Etat
- L'avenir des SEL. La Hague. ONG et communication Timor. Palestine-Israël. Tourisme Europe Soutenable ..... 25 F
- 214 Organismes génétiquement modifiés
- Végétarisme. Société en sabbat. Rwanda. Climat ..... 25 F
- 215 Des sociétés différentes
- Bonaventure. Steiner. Décolry. Fin du TGV. Vaccin hépatite B. Parc naturel en Guyane. Accord Verts PS ..... 25 F
- 216 Femmes et santé
- Malaisie. SEL et dons. Accueil des étrangers ..... 25 F
- 217 L'impasse nucléaire
- Le Carim. Semaine sans télé. Canal Rhin-Rhône ..... 25 F
- 218 Alternatives en Alsace
- Une trentaine d'articles sur la région ..... 25 F

## Librairie par correspondance

- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord ..... 25 F
- La menace climatique ..... 30 F
- Radioactivité, les faibles doses ..... 30 F
- Energies renouvelables ..... 30 F
- Les métiers de l'écologie ..... 70 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale ..... 30 F
- Editions Silence**
- Où va le climat ? ..... 40 F
- Le soleil à votre table ..... 89 F
- La liberté de circuler ..... 70 F
- Nucléaire ? Non merci ..... 75 F
- Le nucléaire détré ..... 30 F
- Séphastoché, mon premier cuiséur ..... 36 F
- Superphénix : le dossier ..... 30 F
- Quelle écologie radicale ? ..... 70 F
- Un cuiséur solaire facile à faire ..... 20 F
- Construisez votre cuisinier solaire ..... 30 F
- Cuiséurs solaires pliable ..... 20 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)**
- Pour un pays sans armée ..... 65 F
- Pour que demain soit ..... 65 F
- L'écophilosophie ou la sagesse de la nature ..... 65 F
- Moi, ma santé ..... 65 F
- L'écologie politique ..... 65 F
- Entre Nous, rebâtir nos communautés ..... 95 F
- Et si le Tiers-Monde s'autofinçait ..... 85 F
- Deux roues, un avenir ..... 80 F
- La belle vie ..... 65 F
- Parce que la paix n'est pas une utopie ..... 65 F
- Des ruines du développement ..... 65 F
- Ed. Lucien Souny (Limoges)**
- La dignité antinucléaire ..... 50 F
- Ed. Atelier de Création Littéraire (Lyon)**
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? ..... 35 F
- Sociobiologie ou écologie sociale ..... 20 F
- Pour une écologie de la liberté ..... 88 F
- Ecologie et politique de l'anarchisme ..... 38 F
- Le rêve au quotidien ..... 75 F
- Ed. Urvie (Landes)**
- La désobéissance civile ..... 36 F
- Nous sommes peut-être frères ..... 36 F
- L'homme qui plantait des arbres ..... 36 F
- Ed. Alternatives (Paris)**
- Le catalogue des ressources ..... 180 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
- Le solaire pour tous ..... 90 F
- Ed. Jouvence (Genève)**
- Les vraies richesses ..... 96 F
- Dimension spirituelle de l'écologie politique ..... 70 F
- Ed. Deleatur (Angers)**
- La dictature de la croissance ..... 85 F
- Ed. Georg (Lausanne)**
- Additifs alimentaires ..... 98 F
- Gestion des déchets ..... 98 F
- Les sols ..... 98 F
- L'eau ..... 98 F
- La radioactivité ..... 98 F
- L'alimentation ..... 98 F
- La diversité biologique ..... 98 F
- L'air ..... 98 F
- Le bruit ..... 98 F

### Frais de port

- 1 ouvrage ..... 15 F
- 2 ouvrages ..... 28 F
- 3 ouvrages et plus ..... 40 F

## Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

<b>FRANCE METROPOLITAINE</b>		<b>BELGIQUE</b>	
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° ..... 240 FF	<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° ..... 1740 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n° ..... 480 FF	<input type="checkbox"/> Institution	12 n° ..... 2880 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° ..... 300 FF et +	<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° ..... 1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° ..... 420 FF	<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° ..... 2520 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° ..... 630 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° ..... 3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° ..... 950 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° ..... 5700 FB
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n° ..... 190 FF	<b>AUTRES PAYS ET DOM-TOM</b>	
		<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n° ..... 290 FF

Je règle un total de :

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon  
Belgique : Règlement à Brabant-Écologie, Route de Renpont 33, B 1380 Ohain

# LES HORS-SÉRIE DE L'IMPATIENT

## LE GUIDE DES VACCINATIONS



45 F + 5,10 F de port

Faut-il vacciner ?  
Point de vue officiel et critique  
Droits des patients

## Notre nouveau hors-série LES HÉPATITES

35 F + 3,35 F de port



LES HÉPATITES B, C, A, D, E, G...

- Vaccins
- Traitements officiels, alternatifs et complémentaires

### VACCIN ANTI HÉPATITE B

- Un nouveau scandale
- Ses victimes se rassemblent
- Les associations qui vous défendent

## LA MÉNOPAUSE

35 F + 3,35 F de port



Avant la ménopause

- Alimentation
- Vitamines
- L'Ostéoporose
- Solutions alternatives

## SANTÉ, GUIDE DES ASSOCIATIONS

78 F + 12,90 F de port



600 Adresses

- Femmes et santé
- Usagers
- Maladies
- Médecines alternatives

## GUIDE DES ASSOCIATIONS BIEN-ÊTRE

78 F + 18,80 F de port



900 adresses

- Environnement
- Alimentation
- Loisirs
- Ages de la vie
- Handicaps
- Soigner et guérir



La vigne  
La revanche des vins bio  
Les bienfaits et méfaits du vin

## VINS ET SANTÉ

20 F + 5,10 F de port

**UN CADEAU SURPRISE**  
pour toute commande  
de 4 HORS-SÉRIE



Alimentation  
Pilule  
Enfants  
Sport  
Stress,  
Cancer...

## LES HORMONES

28 F + 2,60 F de port

## BON DE COMMANDE

Bulletin et règlement à renvoyer à **L'IMPATIENT**, 11, rue Meslay 75003 Paris

- Je désire recevoir :  LE GUIDE DES VACCINATIONS  LES HÉPATITES  LA MÉNOPAUSE  
 SANTÉ, GUIDE DES ASSOCIATIONS  GUIDE DES ASSOCIATIONS BIEN-ÊTRE  
 VINS ET SANTÉ  LES HORMONES

Ci-joint mon règlement d'un montant de ..... F  
 (par chèque bancaire ou postal à l'ordre de L'IMPATIENT)

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE .....